

Table des matières

Préface P. 4

La Région de p. 5

Guide thématique p. 7

• Administrations et agences étatiques P. 8
Sujets traités, entre autres : Autorités importantes ; comment gérer les contacts avec les autorités et agences étatiques

• Travail P. 13
Sujets traités, entre autres : Permis de travail ; Conseil d'Orientation professionnelle ; Droit du travail;

• Logement et espace de vie P. 20
Sujets traités, entre autres : Aide publique ; Recherche d'un logement ; déménagement ; Loyer et droit de la location ; Senioren- und Pflegestützpunkte personnes âgées et centres de retraités et des soins infirmiers

• Transports - mobilité P. 26
Sujets traités, entre autres : Utilisation des transports en commun ; zones tarifaires ; Tickets

• Santé et soins médicaux P. 30
Sujets traités, entre autres : Le système de santé publique ; Prévention santé ; Maladies et accidents,

• Enfants - Famille - Éducation - Handicap - Protection contre les violences P. 34
Sujets traités, entre autres : Allocations familiales; Garde des enfants ; Mesures d'intégration sociale ; Protection contre les violences

• Éducation P. 13
Apprentissage de la langue ; Formes de scolarité ; Formation professionnelle / études / formation continue

• Finances - contrats - shopping P. 45
Sujets traités, entre autres : Finances, Contrats ; Achats et payer

Adresses P. 49

Préface

Avec cette brochure, que nous avons créée en étroite collaboration avec la région de Hanovre, nous voulons vous faciliter l'orientation dans la région de Hanovre. Car il est sûr que beaucoup de choses vous semblent étranges et inconnues. Cependant, nous sommes heureux que vous soyez parvenus jusqu'à nous, et nous souhaitons vous aider à vous sentir à l'aise et en sécurité.

Il convient d'apprécier que cette brochure est destinée à des réfugiés avec de très différentes connaissances et expériences antérieures. Certaines choses vous sembleront évidentes, d'autres questions ont peut-être reçu des réponses trop compliquées. Dans tous les cas, cette brochure ne remplace pas les conseils, mais propose des indications sur ce que la région a à offrir, où vous pouvez obtenir des réponses à vos questions, et qui vous aidera au-delà de l'élémentaire.

Cette brochure est divisée en trois parties : La première partie décrit et illustre la région de Hanovre. Vous y trouverez des informations sur l'histoire et la géographie, la politique et les affaires, les loisirs et la culture.

La partie principale de la brochure est le « guide thématique » : Dans cette partie, nous vous donnons des informations importantes sur la vie dans la région de Hanovre : Quelles autorités et organismes sont responsables de quels domaines ? Où et comment obtenir de l'aide pour trouver un emploi ? Dans quelles conditions pouvez-vous emménager dans un appartement ? Comment obtenir des billets pour les transports en commun ? Comment les soins médicaux sont-ils réglementés ? Quel soutien reçoivent les familles ? Qu'est-ce que vous devez faire pour scolariser vos enfants et où pouvez-vous apprendre la langue allemande ? Quels aspects doivent être pris en compte si vous voulez conclure des contrats ? Cette brochure aborde ces questions et beaucoup d'autres.

Dans la partie d'adresse finale, vous trouverez plus d'adresses. En raison du manque d'espace, nous nous sommes limités à l'essentiel et ne publions qu'une liste de tout ce qui est pertinent pour vous. Une liste détaillée des adresses importantes pour vous dans la ville et la région de Hanovre se trouve à la page d'accueil du Conseil aux réfugiés

www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen/region-hannover/

Nous espérons que vous apprécierez cette brochure qui vous facilitera l'arrivée et vous souhaitons un bon commencement – et que la région de Hanovre vous soit bientôt une patrie et un nouveau foyer !

Kai Weber

La région de Hanovre

Foto: Region Hannover/Jochen Knobloch

Bonjour et Bienvenue dans la région de Hanovre ! Nous sommes heureux de vous accueillir ici, vous qui faites partie de ces 1,1 millions de gens qui y vivent, travaillent et habitent.

Cette brochure de la région de Hanovre que nous souhaitons vous présenter, sert à expliquer et orienter pour que vous vous sentiez chez vous et puissiez participer.

Histoire et géographie

La Région de Hanovre est une agglomération entourant la ville du même nom et la relie à l'Arrondissement de Hanovre. Elle a été fondée en 2001. Elle est composée par le rassemblement de 21 villes et communes, qui prennent des décisions de politique publique pour la région et se partagent une seule administration. La région de Hanovre a été fondée en premier lieu pour améliorer la coopération entre les villes et les communes qui s'y trouvent et pour la stabiliser et renforcer son économie. L'unité administrative la plus haute est l'état fédéral de Basse Saxe, un de 16 états fédéraux qui composent la République fédérale d'Allemagne.

Le centre culturel et économique de la région de Hanovre est la ville même de Hanovre, la capitale de l'état fédéral de Basse Saxe et ex-ville d'exposition ; elle compte plus de 530 000 habitants. Beaucoup d'administrations et agences étatiques ont leur siège à Hanovre. C'est aussi ici, que s'est établie l'administration principale de la région de Hanovre, qui emploie plus de 2 000 personnes. Même si vous ne vivez pas directement à Hanovre, vous y viendrez donc certainement assez souvent pour y faire certaines affaires.

Géographiquement, la région de Hanovre recouvre une superficie d'environ 2 300 kilomètres carrés au beau cœur de la Basse-Saxe. Les paysages qu'elle présente sont très variés et comprennent, à l'ouest, le lac Steinhuder Meer, le plus grand lac du nord-ouest en Allemagne, s'étendant jusqu'à la lisière sud de la lande de Lüneburg à l'est et à Wedemark au nord des hauteurs de Deister au sud.

Politique et économie

L'Assemblée régionale est le corps décisionnel principal et la représentation directe des personnes vivant dans la région de Hanovre. 84 députés régionaux, élus chacun pour 5 ans par les citoyens de la région de Hanovre, y siègent. L'Assemblée régionale régleme toutes les affaires locales dans le cadre de la loi et dans la mesure de sa propre responsabilité. Elle décide du budget financier de la Région de Hanovre et définit les lignes directrices selon lesquelles l'administration gouvernera cette région. Les tâches qu'elle a à remplir comprennent par exemple la protection de l'environnement et du climat, la gestion harmonisée des déchets, l'organisation des transports en commun et la coordination des hôpitaux de Hanovre.

Foto: Region Hannover/Christian Stahl



Les citoyens élisent un président de région dont le mandat est de 8 ans. Ce dernier est le plus haut représentant de la région de Hanovre et chef de l'administration. Le président de la région fixe également les orientations de la politique et coordonne la coopération entre l'assemblée régionale et l'administration de la région de Hanovre.

Les conseils municipaux urbains et ruraux des villes et des villages qui entourent la ville, qui sont particulièrement concernés par la politique et la gestion de chaque ville ou municipalité, sont élus lors des élections dites locales. Le mandat des conseillers municipaux est de cinq ans, celui des maires est de huit ans.

La Région de Hanovre a été et reste encore une région très importante du point de vue économique en Basse Saxe et en République fédérale d'Allemagne. Déjà au passé, la région était un centre économique et commercial important en raison de sa situation géographique.

Aujourd'hui, la région de Hanovre est un centre industriel et de prestation de service éminent. Il y a de nombreuses grandes entreprises et sociétés, par exemple, Volkswagen, Continental et TUI. Grâce à son emplacement central en Allemagne, la région de Hanovre est également très importante pour le trafic et le transport de marchandises et de produits dans ce pays et en Europe. Les principales autoroutes et chemins de fer la desservent ; il y a aussi quelques grands ports et un vaste aéroport international.

Loisirs et culture

Dans vos loisirs en région de Hanovre, vous ne vous ennuierez certainement pas, car elle comporte beaucoup de choses à faire et découvrir. Grâce à ses paysages variés, la région de Hanovre elle nous permet d'entreprendre de nombreuses randonnées intéressantes. Que ce soit l'escalade ou la randonnée dans le Deister, la navigation de plaisance sur le lac Steinhude, une balade à vélo le long des belles rivières Ihme et Leine ou la baignade dans le lac Maschsee. La nature dans cette région a beaucoup de choses à proposer qui valent la peine d'être explorées.

La région de Hanovre est également connue pour ses nombreux beaux châteaux et des églises. Ces monuments sont connus bien au-delà de des frontières de la région, comme le château de Marienburg, qui est situé dans la ville de Pattensen dans la partie la plus méridionale. Préférez-vous un musée, un théâtre, un concert ou une visite d'exposition pour vos loisirs ? Vous en trouverez dans la région de Hanovre également une large palette, cependant certaines de ces sorties sont payantes. Hanovre, la capitale de l'État offre en particulier de nombreuses possibilités de sortie, des groupes de renommée mondiale y viennent régulièrement, et les musées de la ville ont une très bonne réputation. Cependant, vous trouverez aussi un large éventail de manifestations culturelles dans d'autres communes et villes de la région de Hanovre.

Bien sûr, la région de Hanovre a beaucoup plus à offrir, par exemple, les équipes sportives très réussies comme Hannover 96 dans le football ou TSV Burgdorf Handball, le grand zoo de Hanovre et de nombreux festivals organisés régulièrement tels que la fête des chasseurs en Juillet.

Vous obtiendrez des renseignements concernant les manifestations culturelles, les attractions touristiques et des conseils pour les excursions de la région de Hanovre en vous adressant au Bureau de Tourisme de Hanovre.



Foto: Region Hannover/Thomas Langreder

Guide thématique

Il n'est pas facile de se retrouver dans un environnement nouveau. Presque chaque jour, vous faites de nouvelles expériences, vous rencontrez des gens différents et vous devez vous adapter à des règles nouvelles et parfois tacites en Allemagne, tant du point de vue politique, juridique que social. Pour vous orienter dans votre nouvelle vie quotidienne et vous procurer une certaine assurance, les pages suivantes mettent un guide thématique à votre disposition.

Le guide comprend une variété de sujets tels que le travail, la santé, le logement, le gouvernement ou l'éducation. Il contribue à la compréhension des concepts ou des lois fondamentales importantes, il vous

procure de nombreux conseils pour postuler à un emploi ou trouver un logement et vous aide ainsi à être plus indépendant et mobile dans votre vie quotidienne.

Si vous avez besoin de plus amples informations sur des sujets spécifiques, vous pouvez les consulter sur Internet à l'adresse www.nds-fluerat.org, sur ce site, il y a un registre d'adresses avec d'autres services où vous pouvez trouver de l'aide. Le registre d'adresse n'indique, comme vous le verrez, que les noms et adresses des interlocuteurs importants ; ils peuvent vous aider directement avec vos questions et problèmes.

Administrations et agences étatiques

Administrations importantes

Mairie / Administration et agences étatiques

- Pour la plupart des démarches nécessaires, par exemple, si vous souhaitez soumettre une demande ou des documents personnels, dans votre ville, vous devez vous adresser à la mairie, aux autorités civiles et autres organismes, tels que le bureau de protection de la jeunesse ; ce sont des points de contact importants. Bon nombre de ces bureaux et agences sont situés dans la mairie de la ville, où vous trouverez aussi des interlocuteurs qui traiteront vos demandes ou peuvent vous orienter vers le bureau qui correspond à votre cas.
- Les horaires d'ouverture des administrations et organismes officiels sont indiqués sur internet. Dans les grandes structures, vous n'êtes souvent plus obligés de faire la queue, mais il vous suffit de tirer un ticket d'attente à l'entrée. Alors, vous pouvez attendre que le numéro de votre ticket d'attente s'affiche sur l'écran.
- Les horaires d'ouverture des administrations et organismes étatiques où vous pouvez faire une demande de carte d'identité ou de permis de conduire peuvent être consultés sur Internet. La somme se rapporte au document et est fixée par la loi. Même si vous voulez faire certifier un document, il faut payer une taxe. On la paye directement à l'automate qui se trouve sur place. Informez-vous auparavant des taxes que vous devrez peut-être déboursier.

Office fédéral des migrations et des réfugiés

En Allemagne, l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF) est responsable pour la procédure d'asile. En outre, le BAMF assume les tâches centrales dans la mise en œuvre et la coordination des cours d'intégration. Il régleme aussi la réalisation des tests de citoyenneté pour obtenir la nationalité allemande et est responsable de la mise en œuvre de services de conseil, tels que des conseils de migration pour les immigrants adultes (MBE) et les services de migration de jeunes. Pour vous, c'est d'abord le BAMF comme l'autorité chargée de traiter et vérifier votre demande d'asile qui est l'administration qui importe. Le BAMF vous convoquera par écrit pour l'application formelle d'asile et l'entretien, pendant lequel on vous posera des questions sur les raisons que vous avancez pour demander l'asile. Dans cet entretien personnel, vous devrez présenter toutes les raisons de votre fuite et les expériences de persécution que vous avez vécues. Le BAMF vérifie d'abord si l'Allemagne est vraiment responsable de l'examen d'une demande d'asile, ou si la procédure d'asile doit être effectuée dans un autre pays. Les réfugiés qui ont donné leurs empreintes digitales ou une demande d'asile dans un autre pays européen doivent s'attendre à ce qu'on leur demande de poursuivre leur procédure d'asile dans cet autre pays.

Le BAMF peut prendre les décisions suivantes :

- Reconnaissance du statut de réfugié (conséquence juridique : permis de séjour initialement pour trois ans.)
- Rejet du statut de réfugié, mais reconnaissance de la protection internationale, comme protection subsidiaire (conséquence juridique : Permis de séjour, d'abord pour un an.)
- Rejet du statut de réfugié et rejet de la protection subsidiaire internationale, mais reconnaissance d'autres obstacles à l'expulsion (conséquence juridique : Permis de séjour, d'abord pour un an.)

OU

- Rejet du statut de réfugié et ordonnance d'expulsion et menace d'expulsion,
- Notice qu'aucune procédure d'asile ne sera effectuée en Allemagne, parce qu'un autre pays est responsable.

Lorsque vous recevez la communication

- que votre demande d'asile ne sera pas examinée, car un autre état est responsable.

OU

- que votre demande est rejetée pour l'asile ou autre protection,

vous devriez immédiatement demander des conseils à des experts – Il faut tenir compte de délais importants pour faire un recours auprès du tribunal. Dans le registre d'adresse en ligne, vous trouverez des centres de conseil pour la procédure d'asile dans la région de Hanovre : www.nds-fluerat.org

Suivez ce lien pour voir une représentation graphique de la fin de la procédure d'asile :

- http://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Downloads/Infotek/Asyl/schema-ablauf-asylverfahren.pdf?__blob=publicationFile

Vous trouverez de plus amples informations et adresses dans cette brochure :

- <http://www.nds-fluerat.org/12490/zeitschrift/broschuere-erstinfos-fluer-asylsuchende/>

Service des étrangers

Vous trouverez un Service des étrangers dans chaque arrondissement et chaque ville à administration autonome. Le Service des étrangers est responsable de la mise en œuvre pratique et de l'application des lois sur l'immigration. Une fois que les demandeurs d'asile ont été envoyés par un centre de premier accueil ou une autre institution traitant les arrivées en urgence, c'est l'autorité de l'immigration qui délivre et renouvelle les papiers de séjour, l'octroi de permis de travail et la participation aux cours d'intégration. Elle fournit également des conseils en matière de retour volontaire et est également responsable de l'ouverture de la procédure d'expulsion. Le Service des étrangers de la ville et de la région sont domiciliés à Hanovre

Autorité étatique de réception et centres d'accueil initial

En Basse-Saxe, l'Autorité étatique de réception (LAB NI) gère l'ensemble des sites d'accueil initial. Tous les réfugiés qui souhaitent demander l'asile doivent se faire inscrire dans un « centre d'arrivée ». Il y a un de ces « centres d'arrivée » à Bad Fallingb., un autre est prévu à Bramsche.

Dans le centre d'arrivée, on clarifie d'abord quel état allemand est tenu de réaliser la procédure d'asile. Si la Basse Saxe n'est pas compétente pour cela, alors le réfugié est envoyé à un centre d'accueil dans un autre état.

Tous les réfugiés qui sont à la charge de la Basse-Saxe sont enregistrés, examinés par les autorités de sécurité, conseillés par les services sociaux, leur santé est examinée, et ils sont répertoriés par l'Office fédéral des migrations et des réfugiés. De nombreux réfugiés sont déjà consultés directement dans le centre d'arrivée sur leurs motifs d'asile. Quels réfugiés en font partie dépend, entre autres, à savoir si des examinateurs et interprètes compétents sont disponibles dans le centre d'arrivée.

Dans les cas simples, en particulier les réfugiés ayant « une bonne perspective pour rester » (en ce moment, ce sont les réfugiés venus de Syrie, d'Irak, d'Iran, d'Érythrée et la Somalie), reçoivent une attestation d'inscription comme demandeur d'asile ou l'octroi d'une protection au centre d'arrivée. Les réfugiés qui ne disposent que d'une « perspective faible pour rester » (en particulier ceux venant des pays appelés « pays d'origine sûrs ») reçoivent, dans certaines circonstances un refus de statut de réfugié dès qu'ils se présentent au centre d'arrivée.

Étant donné qu'il faut plus de temps pour étayer la motivation pour un refus de statut de réfugié, les décisions négatives sont souvent envoyées plus tard et par la poste.

Les cas de décisions positives doivent, dans tous les cas être répartis dans les communes après l'arrivée au centre d'arrivée. Les personnes qui n'ont pas encore été consultées sur leurs motifs d'asile ou lorsque la décision sur leur cas prend du temps, seront logées dans les centres de réception initiale de l'état. Même les gens qui sont considérés par le BAMF comme ayant « une faible perspective pour rester » et ont peut-être déjà reçu une décision négative du BAMF – si par exemple, ils sont issus de pays d'origine dits sûrs – seront dirigés vers les sites d'accueil initial.

Ces sites d'accueil initial sont situés, en ce moment, à Oldenburg, Friedland, Bramsche / Osnabrück et Braunschweig (avec d'autres branches). Dans le passé, de nombreux réfugiés ont dû être logés dans ce qu'on appelle des foyers d'urgence, qui ont été construits par l'état, parce pendant un certain temps, les sites d'accueil initial n'avaient pas assez de place. Tous les réfugiés qui logent dans des foyers sont tous enregistrés par la suite auprès du LAB NI.

L'appareil d'enregistrement compétent pour tel ou tel pays d'origine dépend, entre autres, du pays d'origine du demandeur et de la répartition des tâches entre les sites d'accueil initial. Comme, au passé, le nombre de réfugiés a fait l'objet de fluctuations importantes, cela a entraîné un changement dans l'accueil et l'organisation de la procédure d'asile. Si vous, ou les membres de votre famille, voulez demander l'asile, il est de loin préférable que vous vérifiez d'abord quel dispositif de réception est compétent pour votre *streichen* enregistrement auprès du bureau d'immigration ou d'un centre de consultation.

Votre séjour dans un centre d'accueil ne devrait en règle générale pas durer plus de six semaines, six mois au maximum. Seuls les réfugiés venant de « pays d'origine sûrs » ne seront pas transférés vers un autre centre, mais resteront au centre d'accueil jusqu'à la décision sur leur demande d'asile.*

* Au moment de l'impression, ce sont les états suivants: Albanie, Serbie, Kosovo, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Ghana, Sénégal. La décision de déclarer les états algérien, tunisien et marocain comme « pays d'origine sûrs » n'était pas encore tombée au moment de la mise sous presse.

Si vous avez été transféré d'un centre d'accueil vers un foyer d'urgence, sans avoir été inscrit, il n'y a pas lieu de vous inquiéter. L'inscription sera reportée à plus tard, on ne vous a donc pas oublié.

Dans le cadre de l'enregistrement officiel, divers certificats sont présentés dont l'explication dépasserait le cadre de cette publication. Dans la mesure où vous avez une « attestation d'arrivée » ou une « autorisation de séjour », vous pouvez supposer que votre demande d'asile est en cours de traitement.

Agence pour l'emploi

L'Agence pour l'emploi (BA) conseille et transmet les personnes sans emploi ou qui cherchent un travail ou une formation. Elle propose une formation professionnelle et facilite l'intégration professionnelle des personnes handicapées. En même temps, la BA est aussi le point de contact pour les employeurs ayant des questions variées concernant le travail et la politique du personnel. En outre, la BA est responsable pour les paiements de prestations financières aux personnes qui ont droit à l'assurance chômage I. L'agence pour l'emploi est responsable pour vous, si vous possédez un des documents de séjour suivants :

- Autorisation de séjour, conformément à l'article 55 de la loi sur l'asile ou attestation d'inscription comme demandeur d'asile selon article 63a de la loi sur l'asile
- Autorisation provisoire de séjour selon article 60a de la loi sur le séjour des étrangers en Allemagne
- permis de séjour selon article 23, alinéa 1 sur le séjour des en raison de guerre dans le pays d'origine
- Permis de séjour conformément à l'article 24 de la loi sur le séjour des étrangers en Allemagne (n'est pas remis en ce moment en Allemagne)
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéa 4,1 de la loi sur le séjour des étrangers en Allemagne
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéa 4,2 de la loi sur le séjour des étrangers en Allemagne pour 6 mois ou moins
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéa 5 de la loi sur le séjour des étrangers si la première autorisation provisoire de séjour a été établie il y a moins de 18 mois

Dès que vous avez séjourné trois mois en Allemagne, en principe, vous avez le droit d'y travailler, vous devriez vous rendre dans l'agence pour l'emploi de votre domicile pour vous inscrire comme sans-emploi et demander de l'aide pour rechercher du travail. Dans le cadre de la médiation de demandeurs de formation et des chercheurs d'emploi, l'Agence pour l'emploi peut vous aider grâce à des programmes de qualification et de développement ciblés ou des subventions financières. Ceux-ci comprennent, par exemple, des cours de langue et des cours d'informatique.



Centres pour l'emploi

Les Centres pour l'emploi aident, informent et conseillent les chômeurs, afin qu'ils retrouvent un travail, ils proposent une variété de ressources d'information pour mener à bien une consultation personnelle et aider à la recherche systématique d'un nouvel emploi. Le financement ciblé ou un soutien financier pour trouver du travail font également partie des tâches du centre pour l'emploi.

Le Centre pour l'emploi est responsable de la fourniture de prestations de subsistance, c'est-à-dire qu'il assure les chômeurs du point de vue financier. Le Centre pour l'emploi verse, par exemple, l'allocation chômage II (qu'on appelle Hartz IV). Sous certaines conditions, des ressources financières supplémentaires peuvent être fournies par le Centre pour l'emploi, par exemple, pour les parents isolés ou la dotation initiale en meubles dans un logement.

Le Centre pour l'emploi est compétent pour votre cas, si vous possédez l'un des titres de séjours suivants :

- Permis de séjour conformément à l'article 22,1 ou 2
- Autorisation de séjour, si elle n'a pas été remise en raison de guerre dans le pays d'origine
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéas 2 et 4
- Permis de séjour conformément à l'article 23 a de la loi sur le séjour des étrangers
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéas 1 à 3 de la loi sur le séjour des étrangers
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéa 4,1 (si il n'est valable que pour 6 mois)
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéas 4a et 4b
- Permis de séjour conformément à l'article 25 a de la loi sur le séjour des étrangers
- Permis de séjour conformément à l'article 25 b de la loi sur le séjour des étrangers en Allemagne
- Permis de séjour conformément à l'article 25 alinéa 5 de la loi sur le séjour des étrangers si la première suspension de la mesure d'expulsion a été établie il y a plus de 18 mois

Bureau d'aide à la jeunesse

Le bureau d'aide à la jeunesse est compétent pour la promotion des droits et des intérêts des enfants et jeunes gens. Tous les enfants et les adolescents qui ont des problèmes et des soucis peuvent se tourner vers le bureau d'aide à la jeunesse. Les parents, eux aussi, peuvent se tourner vers ce bureau, par exemple, s'ils ont des problèmes d'éducation, ou s'il y a des conflits. Le bureau d'aide à la jeunesse soutient les parents et tuteurs par différentes mesures dans l'éducation, les soins et l'éducation des enfants et des jeunes. Chaque fois qu'il y a un « danger pour l'intérêt supérieur de l'enfant », le bureau d'aide à la jeunesse est la bonne adresse.

Une tâche particulière du bureau d'aide à la jeunesse est la « prise en charge » des mineurs réfugiés non accompagnés (UMF): Le bureau d'aide à la jeunesse prend soin de l'enfant ou de la jeune personne, ainsi que son hébergement et le soutien et des soins aux mineurs. Le bureau d'aide à la jeunesse organise également des examens de santé des réfugiés, effectue une évaluation de l'âge, et désigne un tuteur, à savoir une personne qui a la représentation légale et procure l'accompagnement nécessaire à l'UMF, ainsi que le soutien à l'éducation et le perfectionnement professionnel. Suivant son arrivée, l'UMF est transféré par le bureau d'aide à la jeunesse vers des dispositifs de protection, dans lesquels des soins de base sont assurés. Ensuite, les réfugiés mineurs entrent, la plupart du temps, dans des installations de vie assistée. Un hébergement en familles est aussi une possibilité.



Remarques concernant les rapports avec les autorités et services publics

Préparer et prendre un rendez-vous

- Prenez rendez-vous par écrit ou téléphonez à l'avance d'une visite avant de vous rendre chez les services publics ou un rendez-vous. Cela vous permettra de gagner du temps en attentes inutiles, et vous pouvez aussi renseigner les employés sur les papiers et les documents dont vous avez besoin pour le rendez-vous.
- Pour certaines demandes, il faut strictement respecter des délais, sinon vous risquez que les subventions voient réduites ou de perdre des droits aux prestations. Prenez note de la meilleure date limite de présentation sur un calendrier, afin de ne pas la manquer.
- Avant de soumettre les papiers et documents, vous devriez, pour votre sécurité, faire des copies de ces documents et de la demande dûment remplie. Remettez vos documents soit en personne à l'autorité ou le Bureau du service public ou demandez à une personne de confiance de le faire. Lorsque vous remettez vos documents, il faut absolument le confirmer en notant la date sur les copies, les faire signer et cacheter. Par la suite, classez méticuleusement les copies de ces documents.

Pendant le rendez-vous

- Assurez-vous de toujours arriver à l'heure aux rendez-vous. Les bureaux sont très stricts du point de vue temps et retards. Si vous manquez votre rendez-vous, il vous faudra probablement attendre longtemps pour en obtenir un autre. Si vous ne pouvez pas venir le jour du rendez-vous en raison d'une maladie ou pour une autre raison, il faut l'annuler personnellement et par téléphone auprès du service.
- De nombreux déroulements et procédures peuvent sembler obscurs ou incompréhensibles. Si vous n'êtes pas sûr, vous devriez demander, et vous pouvez le faire à tout moment. Dans le doute, demandez aux employé(e)s, de vous écrire certaines choses. Ainsi, vous pouvez vous informer précisément à ces sujets après cette date.
- Outre les rendez-vous qui nécessitent la présence de la personne concernée, le contact postal avec les administrations et agences étatiques est également possible. Pour être certain qu'une lettre atteindra bien son destinataire, il est judicieux de l'envoyer par « Recommandé ». Les réfugiés et les personnes qui les assistent trouveront des informations générales sur la page d'accueil du bureau d'aide aux des consommateurs de Basse Saxe ci-dessous: www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/einschreiben-informationen-fuer-gefluechtete

Emploi

Permis de travail et accès à l'emploi

Si et sous quelles conditions vous pouvez travailler en Allemagne ou commencer une formation professionnelle dépend de votre statut de résidence et votre durée de séjour en Allemagne. Votre droit d'accès au marché du travail (mais aussi une interdiction de travailler) sera inscrit sur votre document d'identité. Si rien n'est inscrit, demandez au service d'immigration d'inscrire votre statut d'accès au marché du travail.

- Si vous êtes en possession d'un **permis de séjour** ou d'un **permis d'établissement**, vous avez le droit de travailler en Allemagne.
- Avec une **autorisation de séjour**, ou un **certificat d'arrivée** vous êtes soumis à l'interdiction de travailler en Allemagne, dans les situations suivantes :
 - a) pendant les trois premiers mois de votre séjour,
 - b) pour la durée de votre hébergement dans un foyer d'accueil.
 - c) si vous êtes ressortissant(e) d'un pays d'origine sûr et avez fait votre demande d'asile après le 31/08/2015 (article 61 de la loi sur l'asile).
- Le délai pour l'accès au marché du travail applicable en Basse-Saxe, se calcule à partir de la date à laquelle on présente une demande

d'asile auprès d'un service public (comme le service des étrangers, la police ou l'Office fédéral des migrations et des réfugiés). C'est-à-dire la date à laquelle vous avez verbalement annoncé à un service public que vous vouliez obtenir l'asile en Allemagne.

- À partir du moment vous n'êtes plus soumis à une interdiction de travailler, vous pouvez demander un permis de travail au bureau des étrangers pour un emploi spécifique. De l'été 2016 à l'été 2019, vous êtes soumis, en Basse Saxe, à l'examen appelé « vérification de priorité », afin d'établir si des chercheurs d'emploi prioritaires sont disponibles pour pourvoir ce poste. Si vous posez votre candidature pour un poste spécifique, l'agence pour l'emploi ne fera que vérifier si les conditions de travail sont en règle (procédure appelée vérification des conditions de travail).
- Avec une autorisation de séjour ou un certificat d'arrivée, vous pouvez commencer une formation professionnelle, si vous avez été transféré sur une commune (après trois à six mois). Mais, pour cela, vous avez aussi besoin d'une autorisation formelle du bureau des étrangers.
- Si vous êtes en possession d'une **autorisation provisoire de séjour**, en principe, les mêmes conditions pour l'obtention d'une autorisation de séjour s'appliquent que pour le permis de travail (voir ci-dessus). Cependant, à cela s'ajoute le fait que le service des étrangers peut vous imposer une interdiction de travailler si vous refusez de partici-

Bürgerbüro

An-, Um-

! D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



pez à la vérification d'identité ou l'obtention d'un passeport pour la déportation. Toute personne qui n'est pas soumise à l'interdiction de travailler peut débiter sans l'autorisation de l'agence pour l'emploi une formation professionnelle dans une entreprise immédiatement à partir du premier jour. Dans un tel cas, l'autorisation de séjour est accordée pour la durée du contrat d'apprentissage. Aucune autorisation du service des étrangers n'est alors nécessaire.

Sans l'autorisation du service des étrangers, ni l'accord de l'Agence fédérale, il est possible de faire une formation purement scolaire, des études, et commencer un stage, indépendamment des documents de résidence que l'on possède.

Si, en tant que ressortissant(e) d'un état considéré comme « pays d'origine sûr », et vous avez posé une demande d'asile après le 31/08/2015, vous serez frappé d'interdiction de travail. Les pays suivants comptent parmi ces états : Albanie, Serbie, Kosovo, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Ghana, Sénégal. Un permis de travail ne peut être accordé qu'après une application d'asile ayant abouti, ou par une migration légale de main-d'œuvre. Pour cela, il faut faire une demande

de séjour et de permis de travail auprès de l'ambassade d'Allemagne dans votre pays d'origine. Pour le permis de travail, vous devez vous soumettre à un examen de priorité d'accès à l'emploi ainsi qu'à la vérification des conditions de travail. Vous n'obtiendrez aucun permis de travail si vous avez reçu des prestations sociales en Allemagne au cours des 24 derniers mois avant de faire la demande.

Si vous avez des questions juridiques au sujet du permis de permis de travail / permis d'embauche, vous pouvez demander des conseils au Centre d'emploi, à l'Agence pour l'emploi et aux employés du projet permettant l'accès au marché du travail aux réfugiés „Arbeitsmarktzugang für Flüchtlinge III“ (AZF III) auprès du Conseil aux réfugiés de Basse-Saxe (Flüchtlingsrat Niedersachsen e.V.) et la e.V. Kargah e.V. à Hanovre, toutes deux sont des associations à but non lucratif. En outre, dans la région de Hanovre, il y a encore d'autres institutions proposant des consultations qui peuvent vous aider si vous avez des questions sur ce sujet et auxquelles vous pouvez vous adresser à tout moment. Vous trouverez de plus amples informations en ligne dans le registre d'adresse sous la rubrique « travail ». www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen/region-hannover/attachment/7-adressen-zum-thema-arbeit/

Orientation professionnelle et recherche d'emploi

Aide dans la sélection et la recherche d'un emploi

Dans la région de Hanovre, il y a de nombreuses possibilités de recevoir des conseils d'aide pour choisir et rechercher du travail. La condition préalable la plus importante pour obtenir des services de soutien étatiques, est que vous vous inscriviez comme chômeur à l'Agence fédérale pour l'emploi ou le Centre d'emploi.

- Les centres d'emploi et les centres d'information professionnelle (BIZ) de l'Agence fédérale pour l'emploi peuvent vous procurer des informations et des conseils sur les carrières, les activités et les qualifications nécessaires. Selon les allocations dont vous avez besoin pour assurer votre subsistance, vous devez vous adresser à l'un de ces deux services.

Recherche indépendante d'un emploi

Vous pouvez, bien sûr, rechercher vous-même un poste ou un contrat d'apprentissage en entreprise. Vous trouverez beaucoup d'offres d'emploi sur les **portails internet suivants**. C'est là que vous pouvez chercher, parmi les postes libres, un métier qui correspond à vos qualifications professionnelles ou spécialement pour votre région. Les exemples sont :

- <http://jobboerse.arbeitsagentur.de> (La bourse de l'emploi de l'agence fédérale du travail)
- www.monster.de
- www.xing.de
- www.workeer.de/ (spécialement pour les réfugiés)

En outre, de nombreuses entreprises et sociétés affichent des offres d'emploi sur leur propre site Web. Souvent, vous trouverez un emploi là-bas sous les rubriques « travail » ou « carrière ».

Beaucoup de postes sont proposés dans les **annonces d'emploi du journal**. En général, vous trouverez ces annonces les mercredis et samedis dans le journal. Les journaux importants ou à grande distributions de la ville et région de Hanovre sont le « Hannoversche Allgemeine » (HAZ) et la « Neue Presse ».

Une autre possibilité est de **mettre votre propre annonce dans le journal ou sur internet** dans laquelle vous présentez vos qualifications et expériences professionnelles et décrivez quel genre de travail vous cherchez.

ATTENTION : Il y a quelquefois des annonces peu sérieuses sur l'internet et dans le journal. Si vous n'êtes pas sûr de quel genre de travail il s'agit, ou si l'employeur est digne de confiance, demandez de l'aide auprès du centre de l'emploi, l'agence pour l'emploi ou autres services de conseil.

Postuler à un poste

Si vous voulez postuler à un poste, il y a certaines règles et conseils sur lesquels vous pouvez vous orienter. Le **dossier de candidature** est la condition préalable la plus importante pour pouvoir postuler avec succès à un poste qualifié ou à un contrat d'apprentissage en entreprise. Pour les postes nécessitant moins de qualifications (et moins bien payés), souvent, il suffit de se présenter en personne devant l'employeur. Si une lettre de motivation est nécessaire pour un dossier de candidature, demandez de l'aide à quelqu'un qui sait bien formuler en allemand et peut vous aider à rédiger cette lettre. Dans certaines circonstances, il est aussi possible d'écrire votre dossier de candidature dans une autre langue. Vous devez en parler auparavant à votre employeur.

Une demande écrite doit comporter les choses suivantes :

- Une **lettre de motivation**, dans laquelle vous dites clairement pour quel poste vous postulez et pourquoi vous croyez être la bonne personne pour cet emploi ou contrat d'apprentissage en entreprise. C'est la première impression que l'employeur aura de vous. Essayez, donc, d'écrire une lettre de motivation intéressante, présentez vos quali-



cations et montrez à l'employeur que vous êtes la bonne personne pour le poste.

- Un **curriculum vitae**, dans lequel vous présentez, sous forme de tableau, votre parcours scolaire et professionnel. Le curriculum vitae doit être signé
- Dans le dossier de candidature, vous devez inclure vos **diplômes et certificats de travail** des activités que vous avez faites, afin de prouver vos qualifications et expériences. Ne mettez toujours que des copies de vos pièces justificatives dans le dossier et jamais les originaux.

C'est l'agence pour l'emploi qui fournit des conseils et de l'aide à la constitution d'un dossier de candidature pour les adultes issus de l'immigration et procure ses propres conseils dans la région de Hanovre. Vous trouverez de plus amples informations dans le registre en ligne dans la rubrique « travail » sous

- www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen/region-hannover/attachment/7-adressen-zum-thema-arbeit

Reconnaissance des qualifications professionnelles

Afin de travailler en Allemagne, il faut souvent présenter des diplômes et certificats de son pays d'origine. Ce sont des diplômes et certificats établis par des institutions variées. **Les diplômes scolaires** (par exemple, le baccalauréat) sont vérifiés et reconnus par les responsables des institutions respectives (par exemple, lycée professionnel ou université). Avec un diplôme de fin d'études aboutissant sur un diplôme pour profession non réglementée (par exemple, les études de sciences politiques), il est possible d'accéder directement au marché allemand du travail. Cependant, il est possible de faire effectuer une évaluation d'un diplôme ou certificat dans le cadre d'une procédure en ligne par le bureau central pour l'éducation des Affaires étrangères à Bonn. Cette évaluation d'un diplôme ou certificat est un moyen de faciliter l'accès au marché allemand du travail.

Pour un **diplôme menant à une profession réglementée** (par exemple, ingénieur, médecin, professions de santé, électronicien, etc.), vous avez droit à la vérification de l'équivalence de vos qualifications professionnelles acquises à l'étranger. Ce droit est réglementé par la **loi sur les reconnaissances d'équivalence**. Cette loi assure que l'équivalence des qualifications professionnelles acquises à l'étranger sera vérifiée pour la profession correspondante en Allemagne.

La **procédure de reconnaissance de l'équivalence** se fait toujours dans l'état allemand dans lequel vous habitez. Pour cette procédure, il faut des copies certifiées et, au mieux, traduites en allemand de vos diplômes et certificats. Vous pouvez faire faire une certification, par exemple, au bureau des citoyens, chez un notaire ou même auprès des institutions ecclésiastiques.

- Les conseils sont procurés par le **bureau de conseil de reconnaissance des documents du réseau IQ**. Si vous avez, une qualification professionnelle étrangère réglementée, vous devez prendre rendez-vous dans un bureau de conseil de reconnaissance des documents du réseau IQ dans votre région. Le bureau de conseil vous guidera vers l'organisme professionnel approprié (comme le conseil des médecins), qui effectuera le processus de reconnaissance, et accompagnera la procédure. Il peut en résulter une reconnaissance intégrale ou partielle. En cas de reconnaissance partielle, on vous remet une liste des éléments manquants. Ces éléments peuvent être rattrapés par une adaptation des qualifications professionnelles (par exemple, un stage), afin qu'une

reconnaissance intégrale en ressorte. L'Agence pour l'emploi peut assumer les frais de la procédure de reconnaissance de l'équivalence. Il suffit de se soumettre à la vérification des conditions de travail pour obtenir une adaptation des qualifications professionnelles. Il est possible d'accéder au marché du travail avec une reconnaissance complète.

Si vous ne disposez pas de votre diplôme ni de vos certificats de travail de votre profession réglementée, vous pouvez faire tester les connaissances que vous possédez par des procédures alternatives (examens externes, échantillons de travail, discussions et rapports d'expertise). Même sans les diplômes et certificats, une reconnaissance est possible si les procédures alternatives sont accomplies avec succès. Les frais de la procédure de reconnaissance peuvent être assumés par l'Agence pour l'emploi.

Vous obtiendrez des informations sur cette procédure de consultation pour la reconnaissance des qualifications professionnelles du réseau IQ auprès du bureau de conseils pour les réfugiés adultes, du conseil des réfugiés de Basse Saxe et autres bureaux de conseil. Vous trouverez les adresses importantes pour la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le registre d'adresses sous: www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen



Droit du travail

Foto: George Urdan

En Allemagne, vous avez, en tant que salarié, des droits garantis par la loi en ce qui concerne vos horaires de travail, votre droit aux congés payés, votre protection contre le licenciement ou le soutien en cas de maladie. Si ces droits sont violés ou vous n'êtes pas sûr que votre emploi respecte ces droits, il vaut mieux contacter un syndicat ou un centre de conseil.

Horaires de travail

Si vous avez un emploi à plein temps, votre semaine de travail comprend environ 40 heures. Le nombre exact d'heures est soit réglementé par grille tarifaire, ou vous vous êtes mis d'accord contractuellement avec votre employeur, auquel cas, certaines restrictions légales s'appliquent. Le temps de travail maximal en Allemagne est de 48 heures par semaine. Toutefois, des exceptions sont possibles sous certaines conditions.

Salaire minimum légal

Depuis 2015, un salaire minimum légal est imposé en Allemagne. Cela signifie que votre employeur est tenu de vous payer un salaire horaire brut d'au moins 8,50€. Dans certaines professions, cependant, des exceptions légales s'appliquent encore, et le salaire horaire est plus bas, par exemple, comme distributeur de journaux, ou saisonnier dans les récoltes dans l'agriculture. Si votre employeur veut vous payer moins de 8,50€ de salaire horaire, renseignez-vous en tout cas auprès du centre d'emploi ou de l'Agence fédérale pour l'emploi, s'il s'agit d'une exception au salaire minimum.

Droit aux congés payés

Selon vos horaires de travail, en Allemagne, vous avez droit à un certain nombre de jours de congés payés. Vous avez, par exemple, le droit à au moins 20 jours de congés payés par an. De plus, en Allemagne, il y a des jours fériés, qui doivent être respectés.

Protection contre le licenciement

La **loi appelée** loi de protection contre le licenciement vous protège contre les renvois sans préavis ou déraisonnables. Elle s'applique aux entreprises et sociétés employant plus de dix salariés. Plus vous avez d'ancienneté, plus la **période de préavis pour licenciement** est longue. Les personnes gravement handicapées, les femmes enceintes et les mères jusqu'à quatre mois après la naissance jouissent d'une protection spéciale contre le licenciement.

Maladie

Si vous tombez malade, vous devez en informer votre employeur immédiatement. Au plus tard le troisième jour de maladie, vous devez présenter un certificat médical, ou ce qu'on appelle une attestation médicale à votre employeur. Cependant, l'employeur peut exiger la présentation du certificat même le premier jour de la maladie. Le certificat doit également être envoyé à votre assurance maladie.

Si vous êtes malade plus longtemps, l'indemnité de maladie de l'employeur correspondra à votre plein salaire pour un maximum de six semaines. Après cela, votre assurance santé vous paiera les indemnités de maladie à hauteur de 70 pour cent de votre plein salaire.

Revenu / impôts / sécurité sociale

Revenu

Si vous travaillez en Allemagne, vous devez payer des impôts sur l'argent gagné, votre revenu. On fait la différence, quand on parle de revenu, entre le **salaire brut** et le **salaire net**. Le revenu brut correspond à votre salaire sans les paiements obligatoires des impôts, assurances et autres charges, c'est-à-dire le montant que l'employeur vous paye pour votre travail. Si vous êtes salarié, cependant, votre employeur vous versera ce qu'on appelle un salaire net. Il s'agit de votre salaire une fois que tous les impôts, charges et assurances ont été prélevés.

- En outre, le supplément de solidarité sera déduit de votre revenu. Ce supplément est facturé depuis l'unification de la République fédérale d'Allemagne et la RDA en 1990 pour financer la reconstruction de l'ancien territoire de la RDA. Tous les salariés payent la surtaxe de solidarité.
- La taxe ecclésiastique n'est déduite de votre salaire que si vous êtes membre d'une congrégation chrétienne ou juive en Allemagne.

Impôts et taxes

Votre employeur paie votre salaire brut une fois que tous les impôts obligatoires et charges ont été prélevés. Les charges individuelles sont brièvement expliquées dans ce qui suit :

- L'employeur verse une partie de votre salaire en impôt sur le revenu à l'administration fiscale. Le pourcentage dépend du montant de votre revenu et de votre statut marital et familial.

Sécurité sociale

Outre les impôts et les charges versées pour vous et par votre employeur, ce dernier payera aussi sa part en déductions patronales pour la sécurité sociale. Ceci est un système d'assurance obligatoire, qui protège le public contre les risques tels que la maladie, le chômage, la vieillesse et la dépendance. La contribution de la sécurité sociale est déterminée par le montant de votre revenu. Grâce aux charges, vous obtenez, en principe, des droits à diverses branches des régimes de sécurité sociale :

- Grâce à l'**assurance retraite**, vous toucherez, à partir d'un certain âge, une pension vieillesse mensuelle. En outre, vous avez également droit à des prestations d'assurance-pension si vous êtes incapable de travailler ou veuf / veuve ou orphelin. Les prestations de retraite dépendent en fait de ce que vous avez payé tout au long de votre activité professionnelle.
- L'**assurance maladie** vous aide, vous et votre famille, dans la maladie et les soins de santé (tests de dépistage précoce). Les avantages de l'assurance maladie obligatoire sont qu'elle est la même pour tous les assurés. Si vous n'étiez pas en mesure de travailler en raison d'une maladie ou d'un accident et donc recevoir tout salaire de votre employeur, alors l'assurance maladie paierait l'employeur pour compenser une prestation de maladie.
- Grâce à l'**assurance dépendance**, vous recevrez un soutien financier si vous êtes vous-mêmes dépendant de soins au troisième âge ou si vous vous occupez d'une personne qui a besoin de soins. Si vous souhaitez recevoir une aide financière de l'assurance dépendance, il faut d'abord faire une demande. Le montant de l'aide dépend du degré de dépendance.
- L'**assurance chômage** vous sera versée si vous êtes frappé de chômage après un long emploi, en cas d'arrêts de travail, chômage partiel ou insolvabilité de votre employeur. En plus, vous bénéficierez de mesures de (ré-)insertion dans la vie professionnelle réservées aux salariés.
- Le devoir de l'**assurance accident** prescrite par la loi est de prévenir les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que les risques pour la santé au travail. Si vous êtes victime d'un accident au travail ou en vous y rendant, il faut notifier l'employeur. Par l'assurance accident obligatoire, plus de mesures de récupération peuvent être payées que par l'assurance maladie obligatoire. Même dans le cas d'une maladie professionnelle, l'assurance accident obligatoire va payer pour vous aider à recouvrer la santé et votre capacité de travail par tous les moyens appropriés et à vous compenser, vous ou vos survivants, par des prestations en espèces.

! D'autres adresses à ce sujet, mais aussi concernant d'autres thèmes de cette brochure se trouvent en ligne au registre des adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Logement et espace de vie

Foto: Region Hannover/Thomas Langreder

Aide publique

Autorisation de déménager et prise en charge des frais de loyer

Si vous percevez des prestations publiques et avez l'autorisation officielle de louer un appartement, les frais de la location de votre logement seront pris en charge par votre centre d'emploi local ou par le bureau des services sociaux. Cependant, il y a un plafond pour les frais de loyer. Avant de signer un contrat de bail, renseignez-vous auprès de l'agence d'allocations compétente, si, et à quelle hauteur les frais de loyer peuvent être pris en charge pour vous et votre famille.

Avant de déménager dans un nouveau logement, vous devriez déterminer si vous êtes autorisé à changer de domicile : en effet, les personnes qui se trouvent en procédure d'asile, ont une autorisation provisoire de séjour ou ont obtenu un statut de protection après le 1/1/2016, sont soumises à ce qu'on appelle une « obligation de résidence ». C'est-à-dire que vous êtes obligé d'habiter dans le foyer, la ville, l'arrondissement, le département ou état fédéral qui vous a été alloué. Dans la mesure où une telle obligation a été ajoutée à votre document de séjour et que vous souhaitez déménager dans un autre logement, vous devez d'abord faire une demande d'annulation ou de changement d'obligation de résidence. Vous avez le droit de vivre avec votre époux ou votre épouse et vos enfants mineurs. Par ailleurs, un changement d'obligation de résidence ne sera accordé que si la situation présente des difficultés extraordinaires (par exemple, soigner des proches parents), ou si vous pouvez vivre en grande partie indépendamment de l'assistance sociale à votre nouvel emplacement.

Allocations logement

« Allocations logement » veut dire une subvention à la location dépendant du nombre de membres de votre ménage, de votre revenu et du montant du loyer. Si vous n'avez pas droit à l'aide sociale, vous pouvez quand même, dans certaines circonstances, recevoir des allocations logement. Si vous ne disposez que d'un salaire de travail modeste, vous devriez faire une demande d'allocations logement. Si vous touchez des prestations sociales, par exemple des allocations reposant sur la loi sur l'aide sociale pour les demandeurs d'asile, prestations de chômage I ou II, vous n'avez généralement pas droit à l'allocation logement. Les prestations sociales comportent déjà les coûts de logement.

Les demandeurs d'asile et les personnes possédant une autorisation provisoire de séjour, qui louent leur propre logement avec l'approbation des autorités, ont, en règle générale, droit à l'allocation logement.

Vous trouverez de plus amples renseignements, des adresses utiles sous www.hannover.de/wohngeld-lhh, ainsi qu'en ligne dans le registre d'adresses de la rubrique « Logement et espace de vie » sous : www.nds-fluerat.org/wp-content/uploads/2007/03/10.-Adressen-zum-Thema-Wohnen-und-Leben-.pdf im Abschnitt „Wohnen und Leben“

Logements sociaux et HLM

On appelle « HLM (Sozialwohnung) », les habitations subventionnées par l'état et dont le loyer est nettement moins cher. Il y en a dans presque toutes les villes et communes. Afin de pouvoir louer un tel logement, vous avez besoin d'une attestation de droit à l'aide au logement. Vous pouvez en obtenir un, si votre revenu est inférieur à une certaine limite. Cependant, cette attestation a une durée limitée, elle doit être renouvelée régulièrement. Vous pouvez demander une attestation de droit à l'aide au logement subventionnés auprès de votre municipalité ou des autorités locales, la plupart du temps le bureau du logement est compétent.

- Vous ne recevrez l'**attestation de droit à l'aide au logement** que si vous habitez depuis 12 mois en Allemagne, c'est-à-dire si vous n'êtes « pas seulement de passage ».

- Si vous avez un permis de séjour temporaire, une autorisation provisoire de séjour ou un permis de séjour conformément à l'article 25, alinéa 5 de la loi réglementant le séjour des étrangers en Allemagne, vous n'avez, en fait, aucun droit à recevoir une attestation de droit à l'aide au logement. Cependant, l'agence du logement compétente pour votre dossier est tenue de prendre sa « **décision concernant le pronostic** » de votre application en coopération avec le service des étrangers. S'il est possible de supposer que vous resterez au moins un an en Allemagne, une attestation de droit à l'aide au logement peut être établie.

Si vous souhaitez obtenir un permis pour les logements subventionnés, il est donc conseillé de faire une demande de droit à l'aide au logement et de mentionner dans cette requête qu'un long séjour en Allemagne est prévu.

La recherche d'un logement

Aide de l'agence au logement

Le Service du logement de votre ville ou commune peut vous procurer de l'aide dans votre recherche de logement. La précondition est, cependant, que vous ayez le droit d'emménager dans un logement. Dans la mesure où votre titre de séjour contient une condition de résidence incompatible avec le domicile que vous souhaitez, il faut que vous fassiez une demande de « suppression de la condition de résidence » auprès du service des étrangers.

Lorsque le Service du logement ne peut pas procurer de domicile directement, les employés de ce service vous aideront en vous communiquant des adresses et informations qui vous aideront à pousser les recherches jusqu'au succès.

Si vous habitez à Hanovre, la capitale de l'état, au cas où ils ont un poste dans le foyer où vous vous trouvez, vous pouvez également vous tourner vers l'autorité de gestion de l'intégration.

Recherche indépendante d'un logement

La recherche indépendante sur internet ou dans le journal est aussi une bonne façon de trouver un appartement convenable. Il y a beaucoup de sites web gratuits qui se spécialisent dans la recherche de logements et d'agences immobilières. Les exemples sont :

- www.immobilienscout24.de
- www.immowelt.de
- www.meinestadt.de
- www.wg-gesucht.de
- www.studenten-wg.de

Aussi, il y a souvent aussi des annonces logement gratuites pour votre région dans le journal. D'une manière générale, le journal publie les annonces immobilières les samedis et parfois les mercredis.

Dans la région de Hanovre, il y a aussi des organisations qui soutiennent la recherche de logement à titre volontaire et gratuitement ; elles vous aideront à trouver un appartement convenable le plus tôt possible Vous trouverez de plus amples informations sous :

www.du-bist-willkommen.com

Commissions des agences immobilières

Pour votre recherche de logement, vous pouvez aussi faire appel à une agence immobilière. Ces dernières vous proposent des appartements sélectionnés en fonction de vos préférences. Les agences immobilières sont payées pour leur travail. En règle générale, la personne qui fait une demande de recherche doit payer l'agence. Donc, si le bailleur souhaite louer un appartement par le biais d'une agence immobilière, il doit payer pour ce service.

Après le déménagement

Faire inscrire son nouveau domicile auprès des autorités publiques

Si vous avez emménagé dans un autre foyer, appartement ou maison, vous devez immédiatement informer le service des étrangers, ainsi l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF) de votre adresse. Si vous tardez trop à notifier les autorités de ce changement, vous serez passible d'une amende et cela aura un impact négatif sur votre procédure d'asile. Alors, informez les autorités le plus tôt possible de votre nouvelle adresse.

Internet / Transfert de téléphone

Il est important d'informer votre fournisseur de services téléphoniques et internet de votre déménagement. La plupart des fournisseurs prennent un certain temps pour installer le téléphone / internet dans votre nouvel appartement.

Demande de réexpédition

Vous devriez faire une demande de réexpédition auprès du bureau de poste avant d'emménager dans un nouvel appartement / nouvelle maison. La poste envoie alors automatiquement toutes les lettres qui vous sont adressées à votre nouvelle adresse pour la période que vous avez sélectionnée. Pendant la période de réexpédition, vous devriez informer les banques, les compagnies d'assurance, les bureaux et les autorités de votre nouvelle adresse. Cependant, la demande de réexpédition du courrier entraîne des frais qui sont, en ce moment, d'environ 20 € pour une période de 6 mois.

Vous trouverez toutes les informations sous : www.nachsendeantrag.de

Loyer et droit de la location

Contrat de bail

Si vous souhaitez louer un logement, vous devez signer un contrat de bail. C'est un contrat qui régleme toutes les conditions de la location qui vous lie au propriétaire / bailleur du logement. C'est donc un document très important qu'il faut conserver dans un endroit sûr. Il est important de lire le contrat de bail avec attention avant de le signer. Si vous avez des difficultés à comprendre certains détails ou ne savez pas si vous devez signer certaines clauses du contrat, vous pouvez demander de l'aide, par exemple à l'association des locataires ou la fédération de protection des locataires la plus proche. Ces associations peuvent vous conseiller sur des questions juridiques ou des conflits avec votre bailleur en détail. Cependant, cette offre est payante.

Procès-verbal d'état des lieux

En plus du contrat de bail, vous devez souvent signer un procès-verbal d'état des lieux. Il contient une description de l'état dans lequel vous avez trouvé l'appartement lors de l'emménagement et quels défauts / dommages il comportait. Faites attention de ne pas oublier de dommages, car, autrement le bailleur peut vous tenir responsable au moment de déménager. Vous pouvez aussi avoir besoin demander un procès-verbal de l'état des lieux à votre bailleur, afin de vous prémunir contre toute réclamation future.

Caution

Comme sécurité contre tous arriérés de loyer ou les réparations nécessaires dans l'appartement suivant votre départ, le bailleur peut exiger une caution. Le montant de la caution peut être égal au loyer de base de trois mois (loyer hors charges locatives) et est généralement versé sur un compte spécial. Dans certains cas, le bureau d'aide sociale ou le centre d'emploi peut payer cette caution de loyer directement au bailleur. Renseignez-vous aussi auparavant auprès du Bureau d'aide sociale ou du Centre pour l'emploi, s'ils prennent en charge votre caution locative.

Loyer et charges locatives

Le **loyer de base** est la partie du loyer que le locataire doit payer au bailleur pour la seule utilisation du logement. Le loyer de base ne comprend aucune charge locative liée à l'utilisation de l'appartement.

Outre le loyer de base, d'autres charges doivent être payées. Ces frais supplémentaires sont résumés sous le terme **charges locatives**. L'eau utilisée, ainsi que les frais de chauffage doivent être payés logement par logement. A cela s'ajoute les frais d'enlèvement des ordures, ainsi que les assurances que le propriétaire a éventuellement conclu pour l'appartement. Souvent, ces charges comprennent les ramonages, les mesures de la qualité de l'air ambiant, les frais de gardiennage et l'entretien du système de chauffage sont inclus.

En outre, le bureau de sécurité sociale ou le centre d'emploi peut assumer une partie des charges locatives. Renseignez-vous aussi ici à l'avance si, et jusqu'à quel montant, les frais de votre logement sont assumés par le bureau de sécurité sociale ou centre d'emploi.



Autres frais

Aux charges locatives viennent souvent s'ajouter d'autres coûts liés à la location d'un appartement et ne sont pas inclus dans le loyer mensuel plus chauffage. Il s'agit, entre autres, des frais d'électricité, de téléphone, internet et éventuellement de câble de télévision. Vous devez payer, en plus, les fournisseurs d'électricité, téléphone, etc.

Les réfugiés et les personnes qui les assistent trouveront des informations générales et dépliants également en arabe au sujet de « l'économie d'énergie » sur le site de la centrale des consommateurs de Basse-Saxe sous : www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/arabischsprachige-flyer

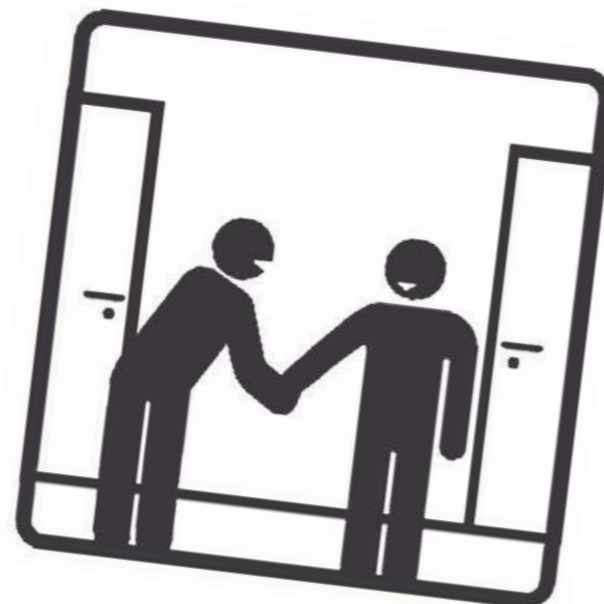
Obligations du locataire et comportement envers le voisinage

La nuit, en Allemagne, une **période de repos nocturne** est imposée de 22h00 le soir à 06h00 du matin. Pendant ce temps, vous devriez tenir compte des voisins qui veulent leur tranquillité.

En outre, certains bâtiments ont des **règlements intérieurs**. Il s'agit de règles qui s'appliquent en interne, que vous vous engagez à respecter à la signature du bail. Il établit des règles pour la coexistence de tous les habitants du bâtiment, par exemple, si et quand vous êtes responsable du nettoyage de la cage d'escalier. C'est le bailleur ou le gestionnaire d'immeubles qui vous remettra le règlement intérieur.

Après votre déménagement dans votre nouvel appartement, vous pouvez volontiers prendre contact avec vos voisins. Allez sonner à leurs portes, présentez-vous et apprenez à faire connaissance.

D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Les centres de retraités et de soins infirmiers

Les centres de retraités et de soins infirmiers sont là pour donner conseil aux personnes âgées sur un large éventail de sujets. Ceux qui souhaitent participer à la société civile, reçoivent également des conseils comme ceux qui veulent adapter leur logement à l'accès handicapé. Même si vous cherchez des offres pour les activités de tous les jours et les loisirs dans ses environs, vous y obtiendrez des informations.

Les soins y sont primordiaux et sont un sujet déterminant des consultations. Si vous avez besoin d'aide en raison d'un problème de santé dans la vie quotidienne, donc par exemple, si vous ne pouvez plus subvenir à vos besoins, l'aide à la retraite ou le centre de soin peut vous aider à organiser l'assistance nécessaire et à soumettre des propositions de financement. Il donne également des conseils sur les endroits où vous pouvez obtenir un soutien si vous vous faites des soucis que les soins d'un membre de la famille deviennent insoutenables.

L'offre vise principalement les personnes ayant besoin de soins et leurs familles. Elle fait également appel à ceux qui veulent faire du bénévolat avec les seniors.

Adresses

Centres de retraités et de soins infirmiers du Burgdorfer Land

Rathaus I, Marktstr. 55, 31303 Burgdorf

À partir du printemps 2017 : Marktstr. 23, 2. OG, 31303 Burgdorf

Téléphone 05 11/700 201 16 et 17

email SPN.BurgdorferLand@region-hannover.de

Principalement compétents pour les villes et communes de Burgdorf, Burgwedel, Isernhagen, Langenhagen, Lehrte, Sehnde, Uetze et la Wedemark

Centres de retraités et de soins infirmiers du Calenberger Land

Am Rathaus 14a, 30952 Ronnenberg OT Empelde

Téléphone 05 11/700 201 18 et 19

E-Mail SPN.CalenbergerLand@region-hannover.de

Principalement compétents pour les villes et communes Barsinghausen, Gehrden, Hemmingen, Laatzen, Pattensen, Ronnenberg, Springe et Wennigsen

Centres de retraités et de soins infirmiers de la région vallée de la Leine „Unteres Leinetal“

Medicum – Rez-de-chaussée –

Am Stadtgraben 28a, 31515 Wunstorf

Téléphone 05 11/700 201 14 et 15

E-Mail SPN.UnteresLeinetal@region-hannover.de

Principalement compétents pour les villes et communes de Garbsen, Neustadt a. Rbge., Seelze et Wunstorf

Les centres de retraités et de soins infirmiers de Burgdorf, Ronnenberg OT Empelde et Wunstorf sont ouverts du

Lundi au vendredi 08h15 à 12h00

Jeudi de 15h00 à 17h00 et sur rendez-vous.

Outre cela, les centres de retraités et de soins infirmiers ont des heures de consultations à l'extérieur. Vous pouvez vous renseigner sur locaux et les horaires de ces consultations auprès des centres de retraités et de soins infirmiers

Vous pouvez vous renseigner sur les horaires d'ouverture des **centres de retraités et de soins infirmiers de Basse Saxe 1 et 2 à Hanovre, la capitale de l'état**, ainsi que les filiales auprès du.

SeniorenService Zentrum

Service seniors de Hanovre, la capitale de l'état, Fachbereich Senioren der Landeshauptstadt Hannover

Ihmepassage 5

30449 Hannover

Téléphone 05 11/ 168-4 23 45

Transports - Mobilité

Transports en commun et zones tarifaires

RER et trains de banlieue,

Les trains régionaux et urbains circulent dans toute la région de Hanovre et quelques comtés. Ils représentent le moyen de transport le plus rapide de la région de Hanovre, mais ils n'arrêtent pas à toutes les gares. Les trains urbains et les bus, en revanche, marquent plus d'arrêts. Les trains régionaux et urbains partent en règle générale toutes les 60 minutes, quelquefois toutes les 30 minutes.

Bus

Dans la région de Hanovre, il y a 2 entreprises de transport. Dans la région urbaine de Hanovre et quelques villes avoisinantes, les bus üstra partent au moins toutes les 10 à 30 minutes, dans la région de Hanovre, des lignes RegioBus circulent. Les lignes de RegioBus relient, la plupart du temps, toutes les 30 - 60 minutes, les villages avec le centre et la ville de Hanovre.

Stadtbahn (tram urbain) Hannover

Le train urbain de Hanovre circule exclusivement sur le territoire de la ville de Hanovre et dans quelques communes et villes avoisinantes. Les trains roulent en règle générale toutes les 10 minutes, les soirs et les dimanches moins souvent. La station de changement la plus importante s'appelle « Kröpcke ». Elle se situe au centre-ville, c'est la gare où toutes les lignes de trains urbains s'arrêtent.

Zones de transport

Les transports en commun de la région de Hanovre s'appellent transports en commun de Hanovre (GVH) et se divisent en 3 zones de transport. Pour les tickets individuels, il y a 3 zones, et pour les cartes mensuelles, il y en a 4. Vous trouverez des informations concernant les transports sous www.gvh.de/tickets-cards/zonen. Avant de monter dans un train, il faut se renseigner sur le nombre de zones que le trajet va traverser. Cela a des implications pour le prix du billet. Plus votre trajet traverse de zones de transport, plus il est cher.

Conseils pour l'utilisation des transports en commun

Heures d'opération des bus et des trains urbains

- En semaine, les bus et trains urbains roulent en général à partir de 4h00 du matin, le dernier train de la journée part généralement autour de 0h00 ou 0h30. Le week-end, dans la région de Hanovre, des trains urbains et quelques bus circulent au moins toutes les heures entre environ 1h00 et 16h00.
- À partir de 1h00, les trains urbains de Hanovre circulent toutes 30 minutes en mode « trafic nuit étoilée ». Cela signifie que vous pouvez changer à la station de métro centrale « Kröpcke » pour accéder à toutes les autres lignes et donc arriver rapidement et facilement à la maison.
- Vous pouvez consulter le tableau des horaires à l'arrêt de bus pour savoir quand le prochain train urbain / bus va partir. En outre, souvent, des panneaux affichent également le nombre de minutes à attendre jusqu'à ce que le prochain train urbain / bus arrive.
- En plus, il y a une appli gratuite de l'organisme des transports en commun de Hanovre (GVH), grâce à laquelle vous apprendrez tous les horaires des bus et des trains, et des informations sur les retards et les fermetures éventuelles.

Cette appli est disponible sous : www.gvh.de/service/gvh-app

Orientation avant et pendant le trajet

- Le numéro de la ligne et votre dernier arrêt sont indiqués devant et sur le côté des trains et des bus.
- A l'arrêt du bus, la grille horaire est affichée ; elle vous indique les arrêts de la ligne. Dans les trains urbains, il y a un tableau horaire indiquant tous les gares de la ligne ; en outre, la prochaine gare s'affiche sur un écran et est annoncée par le haut-parleur.
- Les gares et arrêts où vous pouvez changer sont aussi affichées sur l'écran dans le train urbain / bus et également annoncées par haut-parleur. Si vous n'êtes pas sûr, vous pouvez bien sûr demander au conducteur ou à l'agent de train ou aux autres passagers. Ces derniers vous aideront sûrement volontiers.

Acheter un billet et types de titres de transport

Acheter un billet

Si vous utilisez les transports en commun, vous devez toujours acheter un titre de transport avant de commencer votre voyage. Vous pouvez acheter un billet aux distributeurs de tickets à la gare ferroviaire et aux arrêts de train urbain, dans les points GVH, ainsi qu'auprès de conducteurs ou conductrices de bus (sauf pour les billets de groupe SammelTicket)

De nombreux billets doivent être compostés après leur achat à un composteur. Demandez au conducteur ou aux autres passagers, si vous n'êtes pas sûr si votre billet, une fois acheté, doit être composté ou non avant le voyage.

Si vous voyagez sans posséder de billet valide et êtes **contrôlé, cela s'appelle** « fraude aux titres de transport » (la resquille). Cette action vous expose à une amende de 60€ qui doit être payée dans les 14 jours. Si vous êtes pris de manière répétée sans titre de transport valide, vous risquez des peines sévères.

Quels sont les types de billets disponibles ?

- **Billet simple**

Un billet « EinzelTicket » vous permet d'utiliser les bus et les trains urbains pendant 120 minutes. Soyez conscients toutefois, que, pendant ce temps, vous n'avez pas le droit de refaire le même trajet en sens inverse.

- **Billet à la journée / Billet de groupe à la journée:**

Si vous avez prévu de faire plusieurs trajets en un jour, il se pourrait qu'une carte à la journée (TagesTicket) soit plus avantageuse pour vous. Ce billet vous permet de prendre les trains urbains et les bus une journée entière jusqu'à 05h00 le lendemain aussi souvent que vous le souhaitez. Si vous souhaitez voyager avec plusieurs personnes, vous pouvez obtenir un billet de groupe à la journée. Pendant une journée entière, jusqu'à 5 personnes peuvent faire autant de trajets qu'elles le veulent.

- **Billet trajet court**

Avec ce billet, vous pouvez monter dans le tram jusqu'à 3 stations, sur les bus jusqu'à 5 arrêts. Ce billet est valable pendant 30 minutes et est moins cher qu'un billet simple ordinaire. Le billet courte distance n'est pas valable dans les trains régionaux, ni dans les trains de banlieue.

- **Billets de groupe**

Les billets de groupe sont un peu moins chers par personne que l'achat de billets séparés. Ils comprennent chacun de 6 à 4 tickets simples dans un bloc et ne sont disponibles que par achat d'avance.

- **Carte mensuelle**

Si vous prenez souvent le bus et le train dans la région de Hanovre, pour vous rendre, par exemple, au travail ou à l'école, cela vaut la peine, pour vous, d'obtenir une carte mensuelle. Cette carte peut – selon le type – être transférée à une autre personne et est beaucoup moins cher en fin de compte, en comparaison avec toujours acheter un ticket simple. Certaines cartes mensuelles permettent aussi de prendre d'autres personnes à certains temps les soirs pendant la semaine ou les week-ends.

- **Carte RER région / tarif réduit**

Si vous recevez des prestations en conformité avec la loi sur les aides aux demandeurs d'asile, la pension vieillesse de base / pension d'invalidité ou prestations de chômage, vous avez droit à la carte région-S. Pour cela, demandez à votre interlocuteur au Bureau d'aide sociale ou au centre d'emploi.

Avec la carte région-S, vous pouvez acheter des tickets à la journée (TagesEinzelTicket S) ou une carte mensuelle (MobilCard S). Pour les enfants entre 6 et 14 ans, il y a le ticket enfants KinderTagesTicket S.

Important : Le billet région S (Region-S-Karte) n'est pas un titre de transport. Vous devez toujours acheter un titre de transport avant de commencer le trajet, sinon, vous voyagez en état de fraude au titre de transport (« la resquille »).

Vous trouverez toutes les informations sur la carte région pour trains urbains sous : www.region-s-karte.de.

Les réfugiés et les personnes qui les assistent trouveront des informations générales sur l'utilisation des transports en commun sur le site de l'association d'aide aux consommateurs sous : www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/oeffentliche-verkehrsmittel-fluechtlinge



Vélos

Le vélo représente un moyen populaire, rapide et efficace de se déplacer dans la région de Hanovre. Dans toute la région de Hanovre, il y a de bonnes pistes cyclables qui vous permettent d'accéder rapidement à votre destination indépendamment des horaires des bus et des trains.

Dans la région de Hanovre, quelques organisations et initiatives mettent gratuitement des vélos à la disposition des réfugiés et peuvent vous aider à réparer votre propre vélo, comme par exemple le « Cercle des partisans de l'hébergement des réfugiés de Hanovre, association à but non lucratif -- Unterstützerkreis Flüchtlingsunterkünfte Hannover e.V. »

Vous trouverez, en ligne, des adresses d'atelier de réparation de vélos et groupes qui mettent des bicyclettes à la disposition des réfugiés sous www.nds-fluerat.org.

D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Santé et soins médicaux

Systeme de santé et caisses maladie

Quelles prestations médicales est-ce que je reçois après mon arrivée en Allemagne ?

Lorsque votre procédure d'asile est toujours en cours d'exécution, ou si vous ne disposez que d'une autorisation provisoire de séjour, vous pouvez ne bénéficier que de services médicaux de base dans les quinze premiers mois de votre séjour. Ceci est réglé dans la loi sur l'aide sociale aux demandeurs d'asile. Ces prestations comportent

- le traitement des maladies aiguës et de la douleur
- les examens médicaux préventifs nécessaires
- l'aide à la grossesse et à l'accouchement
- les autres prestations nécessaires à la sauvegarde de la santé.

Pour un traitement nécessaire par un médecin, le Bureau d'aide sociale vous remettra un **billet de soins**. Les restrictions légales sur la prise en charge des patients conformément à la loi allemande sur l'aide sociale pour les demandeurs d'asile dans les 15 premiers mois conduisent parfois à des discussions sur la question de savoir quelles prestations sont accordées. Le bureau d'aide sociale décidera si un traitement est approuvé ou non, dans certains cas, après avoir consulté un médecin de la sécurité sociale, pour déterminer. Une carte médicale d'assuré social (« Gesundheitskarte ») pour les réfugiés est en cours d'élaboration.*

Prestations médicales après au moins 15 mois de séjour en Allemagne

Si vous avez déjà séjourné pendant au moins 15 mois en Allemagne, vous obtiendrez les avantages de l'assurance maladie légale dans la même mesure que les gens qui habitent ici depuis longtemps. Vous recevrez une **carte d'assurance maladie** et pourrez bénéficier de toutes les prestations auxquelles les autres assurés ont aussi droit, de la caisse maladie que vous avez choisie. La carte d'assurance maladie doit être présentée à chaque visite, de sorte que le coût du traitement puisse être réglé.

Cependant, vous ne toucherez pas les prestations de l'assurance dépendance par le biais de l'assurance maladie. Celle-ci peut aussi être demandée auprès du Bureau d'aide sociale. Pour les remèdes, équipements médicaux, ainsi que les médicaments, il faut souvent que vous payiez vous-même. Les frais d'interprète et de déplacement ne sont généralement pas couverts par les caisses maladie et doivent faire, le cas échéant, l'objet d'une demande auprès du Bureau d'aide sociale.

* **Au moment de la mise sous presse, il n'était pas clair si une carte assurance maladie électronique pour les réfugiés allait être introduite à Hanovre.**

Qu'est-ce qu'une caisse maladie / une assurance maladie ?

Si vous travaillez comme employé et gagnez plus de 450€ par mois, vous payez une partie de votre revenu mensuel à l'assurance maladie. Le montant se rapporte à la hauteur de votre revenu. Que la personne soit en bonne santé ou vient de tomber malade est sans importance.

Depuis le 1er janvier 2009, en Allemagne, les citoyens sont obligés d'avoir une assurance maladie. Si vous êtes membre d'une caisse d'assurance maladie et payez une contribution pour assurer votre santé, l'assurance-maladie paye votre visite chez le médecin, les médicaments ou votre séjour à l'hôpital. Les traitements préventifs pour prévenir les maladies aussitôt que possible sont aussi payés par l'assurance maladie.

En Allemagne, il y a deux types d'assurance-maladie, une assurance maladie légale et une privée. La plupart des gens en Allemagne sont assurés par l'assurance maladie obligatoire. Elle est obligatoire jusqu'à un certain niveau de revenu. Si vous gagnez très bien, vous pouvez choisir si vous voulez être assuré volontairement dans l'assurance maladie légale ou une l'assurance-maladie privée.

Si vous recevez l'indemnisation de chômage I ou les prestations de chômage II, vous êtes assuré par l'Agence pour l'emploi ou le Centre d'emploi, c'est-à-dire, le centre d'emploi paye votre contribution mensuelle pour l'assurance maladie

Prévention santé générale

Examens de dépistage

Les traitements et remèdes sont d'autant plus efficaces que la maladie est détectée tôt. Dans le système de santé allemand, il y a donc un certain nombre de tests de prévention et de dépistage, telles les vaccinations et le dépistage du cancer ; ce sont toutes des interventions auxquelles vous avez droit.

À partir de 35 ans d'âge, quelques tests de prévention et de dépistage sont pris en charge, c'est-à-dire que ceux-ci sont gratuits. Tous les deux ans, vous avez droit à ces examens. Certains services (appelés prestations « iGel ») doivent être payés par le patient. **Ces traitements ou examens ne sont pas tous utiles.** Demandez à votre médecin / professionnel de la santé et de votre assurance santé.

Spécial enfants : il y a certains tests de dépistage destinés à identifier les maladies ainsi que les retards de développement le plus tôt possible. De la naissance à l'âge scolaire, 9 examens médicaux sont effectués. Faites-vous conseiller préférablement, donc, par un pédiatre. Les frais d'examen sont également couverts par l'assurance maladie ou par le prestataire de services.

Vaccinations

La vaccination est l'une des mesures préventives les plus importantes pour votre santé, car elle peut protéger contre les maladies graves. En Allemagne, les vaccinations sont généralement volontaires, mais certains vaccins sont fortement recommandés. Quand et quelle vaccination doit être effectuée, est inscrit dans un livret appelé carnet de vaccination. Celui-ci sera établi par le médecin. Il spécifie également contre quelles maladies vous avez déjà été vacciné et quand. L'assurance maladie couvre beaucoup de frais de vaccination.

Étant donné que les maladies infectieuses des nourrissons et jeunes enfants sont particulièrement dangereuses, vous devriez faire vacciner vos enfants contre toutes les principales maladies dès leurs premiers mois. Les vaccinations recommandées pour les enfants et nourrissons sont aussi inscrites au carnet de vaccination.

Grossesse

Si vous croyez être enceinte, vous pouvez consulter un médecin ou même acheter un **test de grossesse** dans une droguerie ou une pharmacie. En Allemagne et, en conséquence, dans la région de Hanovre, il y a un large éventail de dispositifs d'examen de dépistage, d'encadrement et des consultations pour les femmes enceintes. Vous y recevrez des réponses aux questions sur les sujets grossesse et accouchement et soins prénatals, et post-partum. Les associations de bienfaisance et d'aide à la famille, les églises, les services sociaux, les autorités sanitaires et médecins proposent des consultations pour les grossesses voulues et les grossesses de crise, que vous vouliez garder l'enfant ou non. Outre les conseils personnalisés sur le site, il y a aussi des services de consultation par téléphone et par internet. La consultation peut également se faire de manière anonyme. Vous trouverez quelques adresses dans le répertoire sous la rubrique « Santé – médecine préventive ».

www.nds-fluerat.org/wp-content/uploads/2007/03/11.-Adressen-zum-Thema-Gesundheit-.pdf

Pendant la grossesse et après la naissance de votre enfant, vous avez droit à un suivi par une sage-femme et un médecin. Pendant la grossesse, vous devriez vous rendre chez un gynécologue toutes les quatre semaines ; à partir de la 32e semaine, toutes les deux semaines.

Les frais de **soins prénatals** sont couverts par la caisse maladie ou le Bureau d'aide sociale compétent.

Si vous travaillez, vous avez droit à ce qu'on appelle le congé de maternité. **Congé de maternité**, cela veut dire que six semaines avant l'accouchement et huit semaines suivant la naissance de votre enfant, vous avez le droit à un congé et à conserver votre emploi, qui sera tout de même préservé. De manière générale, en Allemagne, les femmes enceintes ne sont pas autorisées à travailler plus de 8,5 heures par jour et de faire des travaux physiques pénibles.

Soins prénatals et post-partum (pendant la grossesse et après la naissance)

Pendant la grossesse et après la naissance de votre enfant, vous avez droit à un suivi par une sage-femme et un médecin. Une sage-femme vous rend visite à la maison, vous conseille et soutien dans toutes les questions se rapportant à la grossesse. Elle peut aussi traiter des questions au sujet de votre profession, de droits spéciaux et des règlements, mais aussi les craintes, les problèmes de santé et des prestations en espèces. Ainsi, il est fortement recommandé que vous cherchiez une sage-femme, par exemple, sous www.hebammen-suche.de

Secours en cas d'accident et de maladies

La visite chez le médecin

En Allemagne, **le choix du médecin est libre**, vous pouvez donc essentiellement visiter n'importe quel médecin de votre ville ou commune - souvent, il faut prendre rendez-vous par téléphone auparavant ou faire une application personnelle.

Si vous êtes déjà assuré par une caisse maladie, vous pouvez aller chez le médecin à tout moment. Si vous n'êtes pas encore assuré par une assurance-maladie, vous devez démontrer que vous pouvez assumer les frais en présentant un billet de soins du Bureau d'aide sociale compétent. En cas d'urgence, vous pouvez bien sûr aller immédiatement chez le médecin, mais devrez alors fournir le billet de soins de l'autorité compétente plus tard.

En règle générale, les médecins sont tenus à ce qu'on appelle le **secret médical**, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent rien divulguer sans votre consentement – pas même aux autorités officielles, aux membres de votre famille ou même à votre employeur.

Parfois, il est nécessaire que votre médecin / professionnel de la santé vous réfère à un spécialiste (par exemple, en orthopédie, médecine interne, urologie, etc.). Plusieurs mois peuvent se passer avant que vous n'obteniez un rendez-vous. Si vous ne disposez pas d'assurance maladie, alors le bureau d'aide sociale / les autorités de l'immigration doivent convenir au traitement et vous délivrer un nouveau billet de soins pour ce traitement.

Si un médecin prescrit des médicaments pour traiter votre maladie, il écrira une ordonnance. Muni de cette ordonnance, vous pouvez vous rendre à la pharmacie pour aller chercher le médicament. Le coût du médicament n'est pas toujours couvert par l'assurance maladie, renseignez-vous donc l'avance sur le montant que vous devrez payer vous-même.

Si vos connaissances en allemand ne sont pas suffisantes, vous pouvez vous adresser à la **Fédération nationale des médecins** conventionnés de Basse Saxe. Là-bas, on vous transférera si possible vers un médecin à qui parle votre langue.

Accidents et autres urgences

En cas d'accidents ou autres urgences et maladies aiguës, vous pouvez et devez informer immédiatement la police, les services de secours et l'équipe médicale d'urgence. Vous pouvez atteindre les numéros d'urgence à tout moment dans toute l'Allemagne.

- Vous joindrez **les premiers secours et les sapeurs-pompiers** en composant ce numéro : **112**
- Vous pouvez contacter la **police** en composant le : **110**
- Vous pouvez appeler le **service médical d'urgence** à ce numéro : **116-117**

Lorsque vous faites **un appel d'urgence**, vous devriez décrire la situation aussi exactement que possible. Au téléphone on vous demandera donc les informations suivantes :

- **Qui** appelle ? (Nom, numéro de téléphone pour rappel).
- **Qu'est-ce** qui s'est passé ? (Description brève et exacte)
- **Où** est-ce que cela s'est passé ? (Endroit, rue, numéro de maison, étage)
- **COMBIEN** de personnes sont concernées ?
- **QUAND** est-ce que c'est arrivé ?

! D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Traumatismes, troubles psychiques et violence domestique

Si vous ou une personne de votre environnement souffrez d'anxiété sévère, de cauchemars, de dépression ou d'autres symptômes évocateurs d'une maladie mentale, vous pouvez immédiatement contacter un médecin auquel vous faites confiance. Ce dernier vous aidera à trouver un psychologue approprié pour vous, et, le cas échéant, quelqu'un de votre entourage qui vous aidera à maîtriser ce problème.

En raison des terribles événements qu'ils ont vécus, les réfugiés souffrent plus souvent que la moyenne de stress post-traumatique ou d'autres maladies mentales. Vous devriez, comme toute autre maladie, être traité par un médecin ou un psychologue.

- Dans des situations de crises intenses, vous pouvez aussi appeler le **service psycho-social** en composant le numéro de téléphone : 0511 616 43284. Le service psycho-social dispose aussi, dans toute la région, d'un total de 11 centres de consultation pour adultes et un centre de consultation pour enfants et jeunes gens.
- Vous recevrez une aide professionnelle adaptée auprès de „**Netzwerk für traumatisierte Flüchtlinge in Niedersachsen (NTFN)**“, Marienstraße 28, 30171 Hannover; Tel.: 0511 85644510

Si vous avez connu la violence domestique ou êtes menacés par la violence d'une autre manière, vous devriez demander de l'aide immédiate. Dans la région de Hanovre, il y a une variété de services et de conseils confidentiels qui peuvent vous aider. Il y a des centres de conseil spéciaux en particulier pour les femmes. Si vous avez besoin d'aide immédiatement et êtes en danger imminent, il est conseillé d'appeler la police, même si on vous a menacé pour que vous ne le fassiez pas. Si vous souhaitez déposer plainte contre la personne concernée, vous devez de même vous rendre au poste de police.

Vous trouverez en ligne, dans le registre d'adresses sous la rubrique « Santé – soins médicaux », les adresses des institutions et des organisations qui peuvent vous aider ou toute autre personne à faire face à des expériences traumatisantes, des problèmes psychologiques ou la violence domestique.

www.nds-fluerat.org/wp-content/uploads/2007/03/11.-Adressen-zum-Thema-Gesundheit-.pdf

Enfants - Famille - Éducation

allocations familiales / supplément enfant

Allocations familiales

En plus des allocations parentales, vous avez, en tant que parent, aussi droit aux allocations familiales. En règle générale, vous y avez droit jusqu'au 18e anniversaire de votre enfant. Cependant, si votre enfant poursuit une éducation ou étudie à l'université, le droit aux allocations familiales sera prolongé jusqu'aux 25 ans de votre enfant maximum. Le montant des allocations familiales se rapporte au nombre d'enfants.

www.kindergeld.org

Le droit aux allocations familiales s'applique à toutes les personnes bénéficiant pleinement de l'asile et aux réfugiés, ainsi qu'aux personnes protégées à titre subsidiaire. Les réfugiés en possession d'une autorisation de séjour, BüMA ou une autorisation provisoire de séjour sont exclus, des exceptions peuvent appliquer pour les réfugiés originaires de certains pays. D'autres groupes de réfugiés y ont droit sous certaines conditions. Vous pouvez consulter les règlements exacts dans le « Guide pour les réfugiés » du Conseil aux réfugiés de Basse-Saxe dans le cadre du statut de résidence sous la rubrique « Prestations familiales ». Vous trouverez le guide ici :

www.nds-fluerat.org/leitfaden/

Une condition préalable à la demande d'allocations familiales est que votre enfant habite en Allemagne ou dans un autre État membre de l'UE. En outre, votre droit aux allocations familiales dépend de votre permis de séjour et si vous avez un emploi rémunéré ou êtes autorisé à exercer une activité lucrative en Allemagne. Si votre permis de séjour n'est valable que pour une durée déterminée par exemple pour seulement six mois, vous n'avez pas droit aux allocations familiales.

Le cas échéant, les allocations familiales y seront déduites des allocations de chômage II. Même dans ce cas, vous êtes obligés de faire une demande d'allocations familiales. Cela est logique, car les allocations familiales ne sont pas une prestation sociale visant à assurer les moyens d'existence. Autrement dit, ainsi, il vous est plus facile de financer votre propre vie vous-même. Pour la naturalisation ou en cas de révocation du statut de réfugié, il peut être important de sauvegarder les moyens de subsistance sans utiliser les prestations sociales.

Vous trouverez de plus amples informations sur ce sujet, entre autres, auprès de l'Agence fédérale pour l'emploi. Vous devez aussi faire une demande d'allocations familiales auprès de la caisse d'allocations familiales.

Supplément enfants

Outre les allocations familiales, en tant que parent, vous avez le droit de faire une demande de supplément aux allocations familiales. Afin d'avoir droit au supplément, vous devez cependant remplir certaines conditions :

- Vos enfants ont moins de 25 ans, vivent dans votre ménage et ne sont pas mariés
- Vous ne touchez encore pas d'allocations familiales pour vos enfants.
- Vous êtes en mesure d'assurer votre propre subsistance avec vos revenus et actifs de la subsistance en tant que parent, mais pas le minimum existentiel de vos enfants.
- Vous atteignez, en tant que parent, le salaire mensuel minimum et n'avez donc aucune prétention à l'allocation chômage II ou des prestations sociales

Le montant des allocations familiales dépend du revenu et des actifs des parents et des enfants. Le supplément enfants sera versé en même temps que les allocations familiales. Vous pouvez demander le supplément enfants auprès de la caisse familiale de l'Agence fédérale pour l'emploi.

Toutes les personnes reconnues comme ayant le droit à l'asile et les réfugiés, ainsi que les personnes protégées à titre subsidiaire ont le droit aux prestations supplémentaires enfant. La condition préalable est que vous soyez en Allemagne depuis au moins trois ans et êtes présentement salarié ou touchez les allocations chômage I.

Prestations pour l'éducation et la participation (BuT)

Vous pouvez demander ce qu'on appelle des prestations pour l'éducation et la participation. Celles-ci comprennent:

- prise en charge des coûts en cas de participation à des excursions d'une journée des garderies et écoles ;

*** Au moment de la mise sous presse, le supplément enfants était d'un maximum de 140 euros mensuels.**

- Allocation fixe de 100 euros par an pour le matériel pédagogique nécessaire, comme la calculatrice ou compas
- Prise en charge des frais de cours particuliers ou support scolaire pour les élèves.
- Prise en charge des frais des repas de midi en communauté à la garderie ou l'école – au-delà de l'euro d'apport personnel requis
- Remboursement pouvant aller jusqu'à dix euros mensuels pour les frais d'adhésion aux clubs, pour de formation culturelle et pour les loisirs.

Vous avez droit à ces prestations si vous recevez des aides publiques. Même si vous ne recevez pas de prestations, mais avez droit aux allocations logement, vous pouvez faire une demande pour profiter de ces prestations.

Les demandes peuvent – en fonction de la prestation reçue – être faites auprès des centres d'emploi compétents, auprès des services sociaux dans les villes et communes, auprès de la caisse familiale et de la région de Hanovre. La région de Hanovre donne des renseignements dans les nouveaux bureaux des services d'éducation et participation à Hanovre dans la rue Hildesheimer Straße 20, salle 420. Téléphone : +49 51161-63, E-Mail: BuT@region-hannover.de. Il est également possible de consulter ces informations sur le site internet suivant www.hannover.de/but.



Garde des enfants

Pour vos enfants, fréquenter une garderie avant même l'âge scolaire ou pendant la scolarité peut être très bénéfique. La pratique du langage leur facilite l'apprentissage de la langue allemande.

Souvent, il faut inscrire ses enfants dans ces institutions de garde d'enfants. Vous pouvez vous renseigner auprès de votre commune / administration de la ville ou directement dans les écoles maternelles et demander si elles ont des places à la garderie et si certaines places correspondent à vos besoins et combien elles coûtent.

En outre, il y a aussi de nombreux clubs de sport, d'éducation musicale et d'apprentissage d'instruments, ou d'activités créatives telles que le dessin ou similaire, auxquels l'enfant peut participer. Dans le cadre des services pour « l'éducation et la participation » une partie de ces coûts peut même être prise en charge. Si vous souhaitez en profiter, il faut soumettre une demande.

La carte « **HannoverAktivPass** » est un autre dispositif qui vous permet, par exemple, d'obtenir des rabais dans les musées ou les clubs sportifs. Si vous recevez des prestations en raison de la loi sur l'aide sociale pour les demandeurs d'asile, vous obtiendrez cette carte gratuitement.

Avant le début de la scolarité

Pour les très jeunes enfants jusqu'à l'âge de 3 ans, il y a, par exemple, des crèches et garderies où votre enfant est généralement gardé pendant une demi-journée sous la surveillance d'une éducatrice formée pour le faire. En outre, vous pouvez inscrire votre enfant à un cercle de jeux ou pour des cours de sport. Pour les enfants à partir de 1 an d'âge, il y a un droit garanti par la loi à une place dans un jardin d'enfants ou l'école maternelle. Dans ces groupes, les enfants sont particulièrement encouragés à développer leurs capacités et en général, ils sont surveillés et encadrés jusqu'à midi ou pendant l'après-midi. Certaines garderies proposent aussi des groupes de garderie à plein temps. Les frais de maternelle sont échelonnés en fonction du niveau de revenu. En vertu de la loi sur les prestations ou le SGB II, ces prestations sont généralement gratuites pour les demandeurs d'asile.

Avant le début de la scolarité

Dans les écoles dites « à la journée », les élèves sont pris en charge une grande partie du jour. À l'école, vos enfants font des activités d'enseignement, de récréation et y prennent leur repas.

Un autre dispositif aidant à s'occuper des petits sont des pépinières et des centres de jeunes où vos enfants sont encadrés au fil des heures scolaires normales et reçoivent assez souvent aussi une aide aux devoirs ; une restauration et de loisirs y sont aussi dispensés.

Aide à l'intégration pour les personnes handicapées

Aide à l'intégration pour les personnes handicapées veut dire aide sociale conforme au douzième Code de sécurité sociale (SGB XII).

Toute personne qui a un handicap, et, de ce fait, a des problèmes comme par exemple ne pas pouvoir travailler, ni vivre sans soutien spécial, peut obtenir une aide à l'intégration. Alors, le bureau compétent de la protection sociale paie le soutien nécessaire. Cela peut signifier l'emménagement dans un logement pour personnes avec le même handicap pour y habiter. Cela peut également vouloir dire que cette personne obtient un poste de travail protégé dans un atelier pour les personnes handicapées.

En règle générale, les demandeurs d'asile qui reçoivent des prestations en vertu de la loi sur l'aide sociale pour les demandeurs d'asile, n'ont pas droit à l'aide à l'intégration pour les personnes handicapées. Les réfugiés souffrant d'un handicap devraient dans tous les cas se faire conseiller à savoir s'ils peuvent exceptionnellement recevoir une prestation de l'aide à l'intégration ou, le cas échéant, si d'autres aides seraient possibles.

Le premier interlocuteur pour une consultation sont les bureaux d'aide sociale pour sur votre lieu de résidence ; ils fournissent aussi les prestations en conformité avec la loi sur l'aide sociale pour les demandeurs d'asile ou les centres de consultation de la Région de Hanovre.

Vous pouvez joindre la conseillère de la Région de Hanovre pour les personnes souffrant de handicap, Madame Renate Conrad, à l'adresse de la Région de Hanovre (Hildesheimer Str. 20, 30169 Hannover) et en composant le N° de tél. +49 511 616-22682, Fax: +49 511 616-1123122.



Protection contre la violence et la discrimination

Les réfugiés peuvent être affectés de plusieurs façons par la violence. Beaucoup d'entre vous ont connu la violence physique, psychologique ou sexuelle dans votre pays d'origine en raison de la guerre et de la persécution. Souvent, vous devez quitter votre réseau de soutien familial.

Ici, en Allemagne vous rencontrez une nouvelle vie inconnue, et, dans de nombreux cas, vous vous heurtez à des préjugés ou la discrimination. Les femmes réfugiées sont souvent particulièrement touchées par la violence et la discrimination : les femmes allemandes, elles aussi, risquent d'être les victimes d'abus et de la violence de la part des hommes. Mais les hommes peuvent être exposés à ce genre d'expérience. En outre, les gens ayant une orientation sexuelle et / ou identité de genre différente de normes hétéro peuvent, elles aussi, être victimes de violence et de discrimination. Les droits des victimes de mauvais traitements s'appliquent à toutes les personnes vivant en Allemagne.

En Allemagne, personne n'a le droit d'employer la violence. Seul l'État a le droit d'utiliser la force pour faire respecter ses lois, et cette tâche est assumée par la police et ses employés. Ce qui veut dire que les citoyens, y compris les réfugiés, ne doivent jamais souffrir de violence dans le domaine public, ni être blessés par tout autre moyen ou maltraités mentalement. Toute personne victime de discrimination et menacée par la violence, doit prendre contact avec les centres de consultation suivants :

Opferhilfebüro Hannover (aide aux victimes à Hanovre)

Weinstr. 20

30171 Hannover

Tél. : 0511-616 22029,

Tél. : 0551 – 616 22030

Tél. : 0551 – 616 22427

E-Mail: opferhilfebuero@region-hannover.de

Agence contre la discrimination

Blumenauer Straße 5

30449 Hannover

Tél. 0511 – 168 – 41232

Tél. 0511 – 168-36242

Tél. 0511 – 168-36238

E-Mail: antidiskriminierungsstelle@hannover-stadt.de

Amadeo Antonio Stiftung

Bureau de Hanovre

Otto-Brenner-Str. 1,

30159 Hannover

Tél. 0511 – 8973 43 33

Beratungsstelle für LGBTTI Personen (Centre de consultation pour les personnes LGBT)

Trammplatz 2

30159 Hannover

Tél. 0551 – 168 – 41080

Tél. 0551 – 168 – 41915

Tél. 0511 – 168 - 36470

! D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Disputes, crises et violences familiales

Même dans le secteur privé, c'est-à-dire, par exemple, au sein de la famille, les violences de toute nature sont interdites. Elles ne sont pas considérées comme des affaires privées ; au contraire, la violence domestique est poursuivie comme un crime par la police et la justice. Cela signifie qu'en Allemagne, battre son partenaire ou de le ou la maltraiter physiquement ou mentalement est une infraction pénale. En outre, tous les enfants ont le droit à une éducation non violente par leurs parents. La famille et les éducateurs et enseignants dans les garderies et les écoles, ne devraient donc ni les maltraiter, ni les punir. Le droit parental à punir les enfants n'existe plus en Allemagne. Des informations sur les violences domestiques et dans le domaine public se trouvent sur cette page dans différentes langues :

www.opferschutz-niedersachsen.de/nano.cms/informationen-fuer-betroffene-von-gewalttaten

Les réfugiés qui sont touchés par la violence domestique ne sont pas seuls. En cas de menace aiguë, vous devez appeler la police à l'aide. Vous n'avez aucune raison de craindre les inconvénients, si les policiers sont appelés.

La police intervient pour protéger les victimes de violences conjugales et leurs enfants, et obtenir des preuves. L'auteur de violences peut être obligé de quitter le logement et de ne plus s'approcher de trop près de la victime. Une telle expulsion opérée par la police est indépendante de la nationalité de l'auteur ou de la victime. Cette intervention n'a, si elle ne dure pas plus de 14 jours, aucune influence sur le droit de résidence.

La première adresse vers laquelle vous pouvez vous tourner pour des conseils en matière d'éducation des enfants, adolescents et leurs parents est le Service général et municipal social des bureaux de la jeunesse de votre ville ou commune. En outre, il existe beaucoup de services proposant des conseils gratuits dans la région de Hanovre, dont vous pouvez contacter anonymement les employés qui vous aideront rapidement et vous soutiendront avec vos problèmes et questions.

Surtout les femmes immigrées bénéficient d'un soutien et de l'assistance dans **les refuges pour les femmes battues** et **les centres de consultation**. En raison des problèmes particuliers posés par le droit de séjour, les femmes migrantes devraient définitivement demander les conseils d'un consultant. Même une évocation vers un refuge pour les femmes battues n'a pas d'effet juridique sur le statut de résidence.

Même si vous pensez que d'autres personnes de votre environnement sont victimes de violence, vous pouvez toujours vous tourner vers la police ou les centres de consultation. N'hésitez pas et n'ayez pas peur de demander de l'aide. Les collaborateurs des centres de consultation traiteront vos questions et problèmes en confiance et vous aideront de leur mieux



Éducation

Acquisitions linguistiques / cours d'intégration

Cours d'intégration

En Allemagne, il y a ce qu'on appelle des **cours d'intégration**. Le cours se compose essentiellement de cours d'allemand, des notions générales pour la vie de tous les jours, ainsi que des connaissances sur l'ordre juridique, la culture et l'histoire de l'Allemagne. Il se peut que vous ayez **droit à la participation** à un cours d'intégration ou dans le cadre des places libres dans le cours, **l'autorisation** de participer à un tel cours, ou, le cas échéant, **vous êtes obligés** de suivre un tel cours.

Vous avez droit à un cours d'intégration si vous êtes présent de manière constante sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne et

- avez un premier permis de séjour assorti d'un permis de travail, ou pour le regroupement familial, pour raisons humanitaires ou vous avez obtenu le statut de résident à long terme conformément à l'article 38 de la loi sur le séjour des étrangers en Allemagne (AufenthG) ou
- un titre de résident conformément à l'article 23, alinéa 2 de cette même loi.

Tous les réfugiés qui sont reconnus ou auxquels on a accordé une protection subsidiaire, ont aussi droit à la participation à un cours d'intégration. En outre, depuis 2015, les groupes suivants peuvent participer, dans la mesure où il y a des places libres :

- Les demandeurs d'asile avec une autorisation de séjour et une « prévision positive » (actuellement supposée pour les réfugiés de Syrie, Irak, Érythrée, Iran)
- Les réfugiés détenant une autorisation provisoire de séjour conformément à l'article 60a, alinéa 2(3) de la loi réglementant le séjour des étrangers en Allemagne, et qui en raison de « raisons humanitaires ou personnelles impératives » ou « des intérêts publics prépondérants »
- Les réfugiés détenant un permis de séjour selon article 25, alinéa 5 de la loi réglementant le séjour des étrangers en Allemagne.

Cela veut dire que les réfugiés des pays autres que les quatre nommés ci-dessus, qui sont encore dans une procédure d'asile n'ont aucun droit à la participation aux cours d'intégration. Également exclues sont toutes les personnes détenant une autorisation provisoire de séjour et dont les autorités d'immigration n'ont pas attesté que leur autorisation provisoire de séjour est due à des « raisons humanitaires ou personnelles impératives » ou à « des intérêts publics prépondérants ».

Les enfants, jeunes gens et jeunes adultes qui ne sont pas encore en âge d'être scolarisés, peuvent participer aux cours d'intégration.

A la fin du cours d'intégration, vous devez passer un examen, afin d'obtenir le certificat du cours d'intégration. Ce certificat atteste que vous avez acquis une connaissance suffisante de la langue allemande et les connaissances de base de la société allemande.

Vous devez payer pour une partie du cours d'intégration vous-même. Si vous ne disposez que d'un faible revenu, ou touchez des prestations de chômage Hartz IV - ou des prestations en conformité avec la loi sur l'aide sociale pour les demandeurs d'asile, vous pouvez faire une demande pour être dispensé de paiement. Une demande à cet effet peut être obtenue auprès du Service des étrangers, du fournisseur de formation ou de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés.

Diverses institutions de la région de Hanovre proposent des cours d'intégration. Renseignez-vous auprès de votre Service des étrangers local ou de l'agence pour l'emploi ou du centre d'emploi, où les cours d'intégration sont proposés dans la région. Dans certaines circonstances, vous pourriez devoir payer pour participer à des cours d'intégration. En ce moment, une heure de cours coûte 1,20€, ce qui veut dire que, pour étudier l'intégralité du cours, vous devrez payer environ 800 €.

Un tel cours vous procure aussi la possibilité de mieux connaître une profession par le biais d'un placement en stage. Cela peut vous aider à faire des choix professionnels ou éducatifs. Cependant, vous ne pouvez participer à un cours de langue pour la profession qu'à partir du niveau de langue « A1 ». Vous obtiendrez des renseignements concernant les cours auprès du centre d'emploi, l'agence pour l'emploi ou les autres services de consultation, comme par exemple le réseau hanovrois « Accès à l'emploi pour les réfugiés -Arbeitsmarktzugang für Flüchtlinge: », **Kontakt über: azf@nds-fluerat.org.**

Cours de langue des prestataires de formation pour adultes

Beaucoup de fournisseurs de formations continues de la région de Hanovre proposent, en outre, des cours de langue subventionnés pour les réfugiés. Ces fournisseurs comprennent par exemple les centres d'éducation des adultes (VHS), l'œuvre d'éducation du syndicat ver.di « Bildungswerk ver.di », l'association allemande pour la prospérité des travailleurs « Arbeiterwohlfahrt Region Hannover », ainsi que l'association à but non lucratif vie et travail (« Arbeit und Leben e.V. ». Pour obtenir les renseignements sur les cours de langue, il vaut mieux s'adresser directement à l'organisation concernée. Ils sont

ouverts à tous les réfugiés, indépendamment de leur statut juridique actuel ou niveau de langue (les adresses s'y rapportant se trouvent en ligne dans le registre d'adresses sous www.nds-fluerat.org).

L'apprentissage des langues à l'école

Les enfants d'âge scolaire, qu'ils aient des compétences linguistiques suffisantes ou pas, ont droit à la formation linguistique dans le cadre des classes spéciales ou des mesures individuelles au cas-par-cas. De nombreuses écoles proposent des cours de soutien linguistique. C'est là-bas que les élèves acquièrent les connaissances de base en allemand dans les groupes d'apprentissage afin de pouvoir, ultérieurement, participer aux leçons dans une classe ordinaire ou pour la communication de la vie quotidienne.

La fréquentation des classes de soutien linguistique dure habituellement un an, mais peut être raccourcie ou prolongée selon les niveaux préalables d'éducation et de connaissance de l'allemand.

A défaut d'une classe de soutien linguistique, les enfants peuvent être soutenus sous d'autres formes ou en complément à l'éducation scolaire – comme par exemple par le tutorat individuel parallèlement à l'enseignement de l'allemand. Les pages du ministère de la culture fournissent des informations sur les cours de soutien linguistique ou autres mesures d'assistance à l'acquisition de la langue à votre école ou l'école de votre enfant :

- <http://www.mk.niedersachsen.de> (unter „Aktuelles“ -> „Förderung von Flüchtlingskindern“)

Les jeunes gens entre 18 et 21 ans ont des possibilités supplémentaires de suivre un cours de langue dans les écoles professionnelles dans le cadre de ce qu'on appelle le « Sprint-Projekt » du gouvernement du Land (état). Pour de plus amples informations, il vaut mieux s'adresser directement à une école professionnelle.

École primaire

Scolarité obligatoire et inscription de votre enfant à l'école

En Allemagne, vous êtes obligés de scolariser votre enfant. Cela veut dire que les enfants doivent aller à l'école à partir de 6 ans. La fréquentation d'une école étatique est généralement gratuite en Allemagne.

En tant que parents, vous êtes tenus d'inscrire votre enfant à l'école dans les délais requis. Vous serez avisés de cette formalité environ 15 mois avant la première rentrée. Alors, vous devrez inscrire votre enfant à l'école qui convient. On vous informera de la date d'inscription auparavant et en bon temps.

Classement et mesures d'avancement de l'enfant

Il est important que votre enfant aille avec vous à l'inscription, car, lors de la présentation à la scolarité, votre enfant sera soumis à une vérification de son niveau de connaissance en allemand. Si votre enfant ne parle pas assez ou pas suffisamment bien l'allemand, il ou elle recevra des cours de langue dans l'année précédant l'entrée dans la scolarité, ou plus longtemps si nécessaire. Ceci est fait pour faire du commencement de la scolarité de votre enfant un événement réussi.

Écoles secondaires

Après la 4^e année scolaire, les élèves quittent l'école primaire. Ils sont ensuite dirigés vers une école secondaire. En fin de compte, c'est vous, en tant que parent, qui décidez quelle école votre enfant fréquentera. Les enseignants vous conseilleront dans cette entreprise. Utilisez donc la possibilité de parler avec l'instituteur ou l'institutrice de votre enfant sur la sélection du type d'école secondaire approprié.

En Basse Saxe, le système scolaire comprend 5 types d'écoles secondaires

- Hauptschule (école secondaire des niveaux inférieurs)
- Realschule (école secondaire de niveau moyen)
- Oberschule (école secondaire du deuxième degré)

- Établissement d'enseignement secondaire intégré (immatriculation possible => admission à l'université pour étudier)
- Lycée (baccalauréat => admission à l'université pour étudier)

La durée de scolarité varie selon le type d'école, et les diplômes de fin de scolarité comportent des degrés variés, qui, à leur tour, préparent à différents parcours éducatifs. Ainsi, renseignez-vous sur l'école que votre enfant devrait fréquenter auprès de l'autorité du Land, et quels diplômes on peut obtenir à quelle école. Ceci est important car chaque type d'école a son propre niveau qui aboutit à un diplôme reflétant des exigences scolaires différentes menant à certaines professions ou études.

Formation professionnelle / études / formation continue

La prochaine étape de votre propre scolarité, ou celle de votre enfant, vient la formation professionnelle. Selon les diplômes que vous possédez et les notes que vous y avez obtenues, vous pouvez réfléchir à la formation professionnelle que vous souhaitez faire et quel sujet vous voulez étudier à l'université.

Aide à la formation ou le choix d'étude

Vous ne savez pas exactement ce que vous voulez apprendre comme profession ou quelles études vous voulez commencer ? Vous vous demandez si votre statut de séjour en Allemagne vous permet de commencer une formation professionnelle ou des études ? Il y a un certain nombre de services de consultation qui peuvent vous aider dans le choix et les questions juridiques concernant votre formation. Les adresses utiles sont disponibles en ligne dans le registre d'adresse sous www.nds-fluerat.org.

Formation professionnelle

Les chercheurs d'asile, une fois qu'ils ont été répartis sur une commune (après trois à six mois), peuvent participer à une mesure de qualification d'entrée dans la vie professionnelle, s'ils ne possèdent pas le niveau de formation nécessaire. Une qualification d'entrée dans la vie professionnelle se compose d'un stage de six à douze mois qui prépare à la formation et peut être inclus dans la période d'éducation. Les réfugiés en possession d'une autorisation temporaire de séjour, peuvent participer à la qualification d'entrée dans la vie professionnelle dès le premier jour de leur séjour.

En Allemagne, la formation prend généralement de 2 à 3 ans. *Avant le début de la formation, les apprentis concluent un contrat d'apprentissage avec la société de formation qui fournira les composantes et les objectifs des enseignements.

Pendant l'apprentissage, vous ne gagnez généralement pas beaucoup d'argent. Si vous avez besoin donc un soutien financier, vous pouvez vous renseigner auprès de l'agence pour l'emploi si vous avez droit

à l'allocation de formation professionnelle que l'on appelle (BAB). Ceci est une subvention financière pour subvenir aux besoins de la vie de tous les jours pendant votre formation si votre bourse de formation ne suffit pas. En tant que réfugié, le droit à l'éducation vous est accordé en général si vous avez un permis de séjour ou un permis d'établissement ou détenez une autorisation provisoire de séjour en Allemagne depuis au moins 15 mois. En plus du prêt avantageux pour les études (Bafög), il est possible d'obtenir, dans certaines circonstances, une subvention au loyer auprès de l'Agence pour l'emploi ou du centre d'emploi (article 27, alinéa 3 de du code social II). Les demandeurs d'asile réfugiés ayant une autorisation de séjour ou BüMA peuvent recevoir l'allocation de formation professionnelle, s'ils peuvent démontrer un séjour préalable de cinq ans et cinq années d'emploi, ou si vos parents étaient employés pendant trois ans au cours des six dernières années. En fait, les demandeurs d'asile sont ainsi exclus de l'aide à la formation professionnelle.

Vous pouvez lire les dispositions légales dans le Guide pour les réfugiés du Conseil aux réfugiés de Basse Saxe : ouvrez-le à la page du permis de séjour respectif sous la rubrique « Cours d'allemand, garderie, école, formation, études » :

- www.nds-fluerat.org/leitfaden

Études

La condition préalable pour les études supérieures en Allemagne est soit **la qualification d'entrée aux études universitaires** ou **le diplôme de fin d'études secondaires**. En outre, il se peut aussi que certaines universités ou collèges aient leurs propres conditions d'admission pour certains sujets. Informez-vous donc assez tôt à savoir quelles conditions d'admission sont en application à l'université, la haute école spécialisée.

Faites attention à la **date limite des dépôts de candidatures** pour la filière universitaire souhaitée. Si vous dépassez cette date limite, vous ne pouvez poser votre candidature pour étudier qu'un an plus tard. En général, la date limite des dépôts de candidatures est fin mai ou juin. Afin d'étudier à une université allemande, il faut normalement, un C1 en allemand. Vous pouvez prouver vos connaissances nécessaires en allemand en présentant un examen d'allemand langue étrangère (Test- DaF : Allemand langue

* En ce qui concerne la durée de l'autorisation provisoire de séjour en cas de formation professionnelle, voir le chapitre « Travail » 43

étrangère ou DSH : test d'allemand pour études supérieures) au niveau C1. Renseignez-vous auprès de votre université sur les cours d'allemand qui entrent en ligne de compte. Beaucoup d'universités et écoles supérieures proposent une « Journée portes ouvertes » avant le commencement des études. Alors, vous avez la possibilité de vous renseigner de plus près sur votre filière et l'université ou école supérieure.

Sous certaines conditions, les étudiants ont droit à une aide financière étatique, appelée Bafög. C'est une aide financière de formation pour poursuivre des études qu'on doit rembourser en partie quand les études sont finies. Vous avez droit à une subvention d'éducation, en tant que réfugié, si vous détenez un permis de séjour ou un permis d'établissement ou avez une autorisation provisoire de séjour en Allemagne (Selon l'article 132 du code social III limité à fin 2018). En plus du prêt avantageux pour les études (Bafög), il est possible d'obtenir, dans certaines circonstances, une subvention au loyer auprès de l'Agence pour l'emploi ou du centre d'emploi (article 27, alinéa 3 de du code social II). Les demandeurs d'asile réfugiés ayant une autorisation de séjour peuvent recevoir l'allocation de formation professionnelle, s'ils peuvent démontrer un séjour préalable de cinq ans et cinq années d'emploi, ou si leurs parents ont été employés pendant trois ans au cours des six dernières années. Ainsi, les demandeurs d'asile sont ainsi exclus de fait du Bafög.

Les dispositions légales se trouvent dans le Guide pour les réfugiés du Conseil aux réfugiés de Basse-Saxe : ouvrez-le à la page du permis de séjour respectif sous la rubrique « Cours d'allemand, garderie, école, formation, études » :

- www.nds-fluerat.org/leitfaden

Pour en savoir plus sur le Bafög, contactez les Services aux étudiants ou le Bureau d'aide aux étudiants.

La Kiron University propose aussi une autre possibilité de commencer des études. Cette offre est gratuite et s'adresse spécialement aux réfugiés et se passe en ligne. Plusieurs cours d'études sont offerts, par exemple l'informatique, le génie civil et l'économie. Vous trouverez des informations sous : <https://kiron.university/>

En outre, il existe d'autres offres, comme par exemple

- chancenreich-for-science.de (proposé pour les réfugiés détenant un diplôme universitaire)
- www.ready4study.de (Une plate-forme en ligne pour les réfugiés pour les aider à se préparer aux études, proposant des cours et exercices variés et explique les conditions préalables d'accès aux études, comme par exemple, le dossier de candidature.)

Formation continue

Vous pouvez acquérir des qualifications professionnelles générales ou d'autres diplômes dans le cadre de la formation continue. Les cours de langue, d'informatique, un stage ou des mesures de réadaptation professionnelle constituent d'autres possibilités de formation continue.

Dans la région de Hanovre, il existe de nombreuses possibilités de formation continue, par exemple, au collège communautaire ou auprès d'autres prestataires privés. Pour toute question concernant la formation professionnelle, entre autres choses, l'Agence fédérale pour l'emploi est un contact utile. Certaines de ces formations continues sont toutefois associées à des coûts que vous devez assumer vous-même dans certaines circonstances, ou qui peuvent être prises en charge par l'Agence fédérale pour l'emploi. Il convient, donc, de vérifier à l'avance combien les cours ou les formations coûtent, et si vous devez les payer vous-même.

D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Finances - Contrats - Achats

Finances

Banques / comptes bancaires

En Allemagne, en règle générale, ce sont les banques qui gèrent votre argent pour vous. Les économies ou les salaires sont versés sur un compte bancaire et y sont maintenus et gérés par la Banque. Il est donc souhaitable que vous ouvriez un compte bancaire. Comparez à l'avance quelle banque vous convient le mieux. Ce faisant, vous devriez prendre en compte plusieurs facteurs:

- Les **frais** mensuels **de tenue de compte** sont le montant que vous payez chaque mois à la banque pour la gestion de votre compte.
- **Les intérêts** sont d'une part, l'argent que vous obtenez de la banque car vous lui avez confié votre argent et l'avez déposé sur un compte. En outre, les intérêts sont le montant que vous devez payer à la banque lorsque la banque vous prête de l'argent. Faites attention à obtenir un taux d'intérêt auprès de la banque et, en cas de doute, demander à l'association d'aide aux consommateurs de vous conseiller.
- **L'accessibilité de votre banque** est également importante. Si vous avez des questions ou désirez recevoir des conseils, il vaut mieux que votre banque ait une succursale dans votre région. Il est aussi plus pratique de ne pas devoir faire longs trajets pour retirer de l'argent de la banque ou en déposer.

Le plus souvent, en Allemagne, on ouvre un **compte courant** auprès d'une banque. Votre compte a son propre **numéro de compte**, en outre votre banque a, elle aussi, son propre **code bancaire**. De nos jours, le numéro de compte et le code bancaire sont principalement remplacés par l'IBAN et le BIC.

Une carte de débit est une **Carte EC**. Avec cette carte, vous pouvez payer sans espèces dans de nombreux magasins ou retirer de l'argent à un **distributeur automatique de billets**. La carte EC fait partie intégrante du compte courant. Votre carte de débit a son propre numéro secret, un **code PIN** à quatre chiffres, qui vous sera révélé. Vous devez entrer ce code dans les magasins quand vous faites un règlement, pour confirmer le paiement. Il faut aussi taper ce code aux distributeurs automatiques de billets si vous voulez retirer de l'argent ou que vous voulez en transférer. Il est important que vous soyez le seul à connaître votre code PIN. Autrement, si vous perdez votre carte, d'autres personnes pourraient retirer de l'argent de votre compte et utiliser la carte pour des paiements.

Vous devez également signer votre carte de débit au verso. Pour certains achats il faut signer au lieu d'entrer votre code PIN. Par votre signature, le vendeur peut s'assurer que vous êtes le véritable titulaire de la carte.

Vous recevez des **relevés de compte** se rapportant à votre compte bancaire, sur lesquels sont indiqués tous les crédits et débits de votre compte. Les relevés de compte s'obtiennent directement au guichet ou aux automates.

Si vous souhaitez retirer de l'argent d'un distributeur automatique, renseignez-vous à savoir s'il faut payer des frais bancaires pour cette opération. Cette information s'affiche sur l'écran du distributeur automatique.

Comment ouvrir un compte en banque ?

Sans compte bancaire, il est difficile de louer un appartement, signer un contrat ou adhérer à un club. De nombreux paiements sont effectués par le biais d'un compte courant, c'est pourquoi il est important d'ouvrir un compte bancaire.

Pour ouvrir un compte en banque, il faut prouver son identité. Pour cela, vous devez présenter une carte d'identité, un passeport ou un moyen d'identification de substitution lors de l'ouverture de votre compte.

Conformément à la loi régissant les comptes paiement (ZKG) et au règlement sur la vérification d'identité pour les comptes paiement (ZIdPrüfV), les gens qui sont encore en procédure d'asile ou qui possèdent une autorisation provisoire de séjour, ont le droit d'ouvrir un compte bancaire ; c'est-à-dire que ces documents suffisent à l'identification. Si vous rencontrez des difficultés lors de l'ouverture d'un compte bancaire, vous pouvez contacter un centre de conseil.

Les réfugiés et les personnes qui les assistent trouveront des informations générales sur l'ouverture d'un compte en banque sur la page d'accueil de l'association d'aide aux consommateurs de Basse Saxe sous : www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/kontoeroeffnung-fuer-fluechtlinge



Foto: Lotus Head

Crédits

Si vous avez besoin d'argent pour faire, par exemple, un achat important, vous pouvez demander à votre banque de vous prêter de l'argent, c'est-à-dire, si elle vous accorde un crédit. Si vous faites un prêt auprès d'une banque, vous devez payer des frais et des intérêts sur l'argent emprunté à la banque. Les frais et les taux d'intérêt varient d'une banque à l'autre, il faut les comparer avant d'accepter une offre.

Il est en outre important de convenir avec votre banque comment vous proposez de rembourser l'argent. La plupart paient des charges bancaires mensuelles à la banque jusqu'à ce que le prêt ait été remboursé.

Ne prenez un crédit que si vous avez vraiment besoin d'argent. Les taux des prêts sont élevés, de sorte que vous allez devoir dépenser beaucoup d'argent rien que pour les rembourser. Il peut aussi arriver que la banque vous qualifie de « **non solvable** ». Cela veut dire que la banque ne vous accordera aucun crédit et vous devez demander à une autre banque ou renoncer à l'emprunt.

Découverts bancaires

Si vous avez un compte dans une banque, la banque peut, sur demande, vous permettre d'avoir des découverts d'un certain montant sur votre compte courant. Ainsi, vous convenez d'un montant auparavant avec la banque et vous pouvez le débiter en plus de votre compte, même si vous n'avez plus d'argent sur votre compte. Ceci s'appelle « être à découvert », que les allemands abrègent « dispo ». Toutefois, ces prêts sont soumis à un fort intérêt, alors réfléchissez d'abord si vous avez vraiment besoin de cet argent.

Dettes

Si vous remarquez que vous ne pouvez pas rembourser votre crédit comme convenu, ou vous avez amassé des dettes par d'autres circonstances, il faut absolument obtenir de l'aide et des conseils le plus rapidement possible. Une consultation de surendettement peut vous aider à régler la dette le plus rapidement possible. Les services de conseil destinés aux migrants ou d'autres institutions de la région de Hanovre peuvent vous aider à résoudre ce problème. Vous trouverez d'autres adresses concernant les dettes en ligne sous le registre d'adresses sous www.nds-fluerat.org.

Contrats

Qu'est-ce je dois prendre en compte au moment de conclure un contrat ?

Si, par exemple, vous souhaitez louer un appartement, conclure une assurance ou avez trouvé un emploi, vous devez d'abord signer un contrat. Ce contrat valide les prestations et obligations qui s'appliquent entre vous et votre partenaire contractuel, par exemple, le bailleur. Ainsi, vous et votre partenaire contractuel possèdent une garantie que la prestation convenue sera satisfaite (par exemple, le paiement mensuel du loyer, votre salaire ou vos horaires de travail). Cependant, avant de signer un contrat, vous devriez prendre note de certains conseils et recommandations importants :

- Vérifiez bien que ce qui est spécifié dans le contrat et les dispositions correspondent à ce qui a été convenu à l'avance entre vous et votre partenaire contractuel.
- En ce qui concerne votre emploi, vous devriez aussi déterminer à l'avance avec votre employeur combien d'heures exactement vous devrez travailler, quel salaire votre employeur vous paiera, comment sont réglementées les périodes de congés payés, etc.

- Pour les contrats de location ou de téléphones portables, vous devriez, en particulier vérifier le contrat de location, payer les frais mensuels et frais supplémentaires éventuels, ainsi que les règlements de résiliation du contrat. Souvent, il faut résilier un contrat plusieurs mois avant la fin, sinon il se renouvelle automatiquement.

- Faites bien **attention** à ce qu'on appelle le « texte en petits caractères » dans les contrats. Ce sont surtout des ajouts, des exceptions et des règles spéciales incluses dans le texte du contrat en lettres vraiment plus petites. Des entrepreneurs douteux tentent souvent de vous tromper de cette façon et de vous faire payer plus de coûts et de prestations qui n'ont pas été traités auparavant entre vous-même et le partenaire contractuel.

- Dans la plupart des cas, vous avez le droit de **rétractation** d'un contrat. Cela signifie que vous pouvez vous retirer d'un contrat dans les 14 jours. En cas de problème, contactez les services consultatifs de la centrale d'aide aux consommateurs ou de la migration pour les immigrants de la région de Hanovre. Ici, outre une aide générale, vous recevrez une consultation juridique.



Acheter et payer

Méthodes de paiement des achats

- Vous pouvez payer vos achats avec de l'argent liquide partout, sauf sur internet. Il y a beaucoup de possibilités de payer vos achats avec votre carte EC (carte bancaire).
- Si vous voulez commander quelque chose sur internet, il faut faire attention de commander auprès de commerçants sérieux. Ainsi, on trouve souvent des évaluations et rapports de tests de certaines marchandises, ainsi que certains commerçants. Vous pouvez, donc, facilement déceler les commerçants honnêtes ou non.
- Le plus sûr, c'est quand vous ne devez payer la marchandise qu'une fois que vous l'avez reçue. Ce genre de paiement s'appelle « **paiement sur facture** ». Un autre moyen sûr de payer pour vos achats est la « **procédure de recouvrement direct** » par laquelle vous autorisez au vendeur de retirer la somme d'argent de votre compte en banque. Si quelque chose n'est pas juste dans vos achats, par exemple, si la marchandise est endommagée, vous pouvez récupérer votre argent dans le cadre de la procédure de recouvrement direct dans les 6 semaines auprès de votre banque.

Garantie / responsabilité civile du fabricant / échange

- Chaque vendeur doit s'assurer que sa marchandise n'a pas de défauts ou dommages au moment de la vente. Si, au moment où vous recevez la marchandise, ou pendant deux ans suivant son acquisition, vous vous apercevez qu'elle comporte des défauts qui étaient présents au moment de l'achat, vous avez droit à ce que le vendeur assume ses **responsabilités en matière de garantie**. Le vendeur est responsable pour ces défauts et doit ou bien vous procurer un remplacement ou garantir leur élimination.
- La simple garantie, en revanche, est accordée volontairement par le fabricant et vous assure que votre marchandise est apte au fonctionnement de pour une période de temps précise. La plupart du temps, la période de garantie est de deux ans. Si, dans ce temps, des défauts ou dommages devaient apparaître, le fabricant est obligé d'y remédier ou de vous livrer un remplacement.
- Si un certain article ne correspond pas à vos attentes, ou si vous avez acheté un article inadéquat par inadvertance, beaucoup de commerçants vous offrent la possibilité d'échanger cet article. La plupart du temps, la date limite pour l'**échange** est de 14 jours après l'achat de la marchandise. Cependant, seuls les commerçants de l'internet ont l'obligation de vous accorder la possibilité d'échanger la marchandise. Les magasins normaux ont le droit de décider de leur propre chef s'ils veulent vous consentir un droit d'échange ou non.

D'autres adresses utiles sur ce sujet et sur d'autres choses mentionnées dans cette brochure sont fournies dans le registre d'adresses en ligne : www.nds-fluerat.org



Adresses importantes

Adresses importantes pour les réfugiés de la région de Hanovre

Région de Hanovre

Hildesheimer Straße 20
30169 Hannover

Tel.: 0511 6160
Fax: 0511 61622499

Région de Hanovre – Bureau de coordination de l'intégration

Hildesheimer Straße 20
30169 Hannover

Tel.: 0511 61622981
Fax: 0511 6161124680

Agence contre la discrimination – Ville de Hanovre

Blumenauer Straße 5
30449 Hannover

Tel.: 0511 16841232
Fax: 0511 16846480

Basse Saxe – Groupe de travail pour les migrantes et migrants et réfugié(e)s en

Kurt-Schumacher-Straße 29
30159 Hannover

Tel.: 0511 921-5803
Fax: 0511 921-5527
E-Mail: info@amfn.de
Internet: www.amfn.de

Conseil aux réfugiés, Basse Saxe, organisation à but non lucratif

Röpkestraße 12 D
30173 Hannover

Tel.: 0511 98246030
Fax: 0511 98246031
E-Mail: nds@nds-fluerat.org
Internet: www.nds-fluerat.org

et le travail des réfugiés – Association pour la Communication interculturelle, la migration

Zur Bettfedernfabrik 1
30451 Hannover

Tel.: 0511 126078-0
Fax: 0511 126078-22
E-Mail: info@kargah.de
Internet: www.kargah.de

Service des étrangers de la région de Hanovre

Maschstraße 17
30169 Hannover

Tel.: 0511 6160
E-Mail: Auslaender-Asylrecht@region-hannover.de

Amnesty International

Frauenhoferstraße 15
30163 Hannover

Tel.: 0511 667263
Fax: 0511 392909
E-Mail: info@ai-hannover.de
Internet: www.ai-hannover.de

Agence pour l'emploi de Hanovre

Brühlstraße 4
30169 Hannover

Tel.: 0800 4555500
Fax: 0511 9191702

Centre pour l'emploi de la région de Hanovre

Vahrenwalder Str. 245
30179 Hannover

Tel.: 0511 65590
E-Mail: jobcenter-region-hannover@jobcenter-ge.de
Internet: www.jobcenter-region-hannover.de

RKW Nord GmbH IQ-Netzwerk Niedersachsen

Wasastraße 8
49082 Osnabrück

Telefon: 0541 600 815-25
E-Mail: bussmann@rkw-nord.de
Homepage: www.migrationsportal.de

Cercle de support de foyer de réfugiés (organisation à but non lucratif) Hanovre

Bemeroeder Rathausplatz 1
30539 Hannover

Tel.: 0152 33 99 5661
Mail: fluechtlingsheime-hannover@online.de
Internet: www.uf-hannover.de

Adresses de toutes les communes de la région de Hanovre

• Ville de Barsinghausen

Bergamtstraße 5
30890 Barsinghausen

Telefon: 05105 7740
Fax: 05106 774335

• Ville de Burgdorf

Vor dem Hannoverschen Tor 1
31303 Burgdorf

Telefon: 05136 8980
Fax: 05136 898112

• Ville de Burgwedel

Fuhrberger Straße 4
30938 Burgwedel

Telefon: 05139 89730
Fax: 05139 8973491

• Ville de Garbsen

Rathausplatz 1
30823 Garbsen

Telefon: 05131 7070
Fax: 05131 707777

• Ville de Gehrden

Kirchstraße 1
30989 Gehrden

Telefon: 05108 64040
Fax: 05108 640413

• Ville de Hanovre

Trammplatz 2
30159 Hannover

Telefon: 0511 1680
Fax: 0511 16842046

• Ville de Hemmingen

Rathausplatz 1
30966 Hemmingen

Telefon: 0511 41030
Fax: 0511 4103130

• Commune de Isernhagen

Bothfelder Straße 29
30916 Isernhagen

Telefon: 0511 61530
Fax: 0511 6153480

• Ville de Laatzen

Marktplatz 13
30880 Laatzen

Telefon: 0511 82050
Fax: 0511 8205373

• Ville de Langenhagen

Marktplatz 1
30853 Langenhagen

Telefon: 0511 73070
Fax: 0511 73079130

• Ville de Lehrte

Rathausplatz 1
31275 Lehrte

Telefon: 05132 5050
Fax: 05132 505115

• Ville de Neustadt am Rübenberge

Nienburger Straße 31
31535 Neustadt am Rübenberge

Telefon: 05032 840
Fax: 05032 84430

• Stadt Pattensen

Auf der Burg 1
30982 Pattensen

Telefon: 05101 10010
Fax: 05101 100181

• Ville de Ronnenberg

Hansastraße 38
30952 Ronnenberg

Telefon: 0511 46000
Fax: 0511 4600201

• Ville de Seelze

Rathausplatz 1
30926 Seelze

Telefon: 05137 8280
Fax: 05137 828190

• Ville de Sehnde

Nordstraße 21
31319 Sehnde

Telefon: 05138 7070
Fax: 05138 707262

• Ville de Springe

Auf dem Burghof 1
31832 Springe

Telefon: 05041 7300
Fax: 05041 73281

• Commune de Uetze

Marktstraße 9
31311 Uetze

Telefon: 05173 97000
Fax: 05173 970097

• Commune de Wedemark

Fritz-Sennheiser-Platz 1
30900 Wedemark

Telefon: 05130 5810
Fax: 05130 581205

• Commune de Wennigsen

Hauptstraße 1
30974 Wennigsen

Telefon: 05103 70070
Fax: 05103 700716

• Ville de Wunstorf

Südstraße 1
31515 Wunstorf

Telefon: 05031 1011
Fax: 05031 101212



D'autres adresses à ce sujet,
mais aussi concernant d'autres
thèmes de cette brochure se
trouvent en ligne au registre
des adresses en ligne :
www.nds-fluerat.org



WILLKOMMEN IN DER REGION HANNOVER



INFORMATIONEN FÜR GEFLÜCHTETE

IMPRESSUM

Herausgeber:

FLÜCHTLINGSRAT NIEDERSACHSEN

Röpkestr. 12, 30173 Hannover

Tel.: 0511/ 98 24 60 30

Fax: 0511/ 98 24 60 31

Mail: nds@nds-fluerat.org

www.nds-fluerat.org

www.facebook.com/Fluechtlingsrat.Niedersachsen

Gefördert durch:

Fonds „Miteinander - Gemeinsam für Integration“,
der Region Hannover

Redaktion:

David Albrecht, Kai Weber, Stephan Wedemeyer

Redaktionsschluss:

August 2016

Layout:

David Albrecht

Druck:

Andreas Zickert, Hannover

Auflage:

5 x 2.000 Expl. in den Sprachen deutsch-englisch,
deutsch-französisch, deutsch-russisch, deutsch-ara-
bisch und deutsch-persisch

Bezug über den
Flüchtlingsrat Niedersachsen

© Flüchtlingsrat Niedersachsen e. V.
Alle Rechte vorbehalten

Inhalt

Vorwort	S. 4
Die Region Hannover	S. 5
Thematischer Ratgeber	S. 7
• Behörden und Ämter <u>Themen u.a.:</u> Wichtige Behörden; Umgang mit Behörden und Ämtern	S. 8
• Arbeit <u>Themen u.a.:</u> Arbeitserlaubnis; Berufsberatung; Arbeitsrecht; Anerkennung beruflicher Qualifikationen; Einkommen/Steuern/Sozialversicherung	S. 13
• Wohnen und Leben <u>Themen u.a.:</u> Staatliche Unterstützung; Wohnungssuche; Umzug; Miete und Mietrecht;	S. 20
• Verkehr - Mobilität <u>Themen u.a.:</u> Nutzung öffentlicher Verkehrsmittel; Tarifzonen; Tickets	S. 26
• Gesundheit und medizinische Versorgung <u>Themen u.a.:</u> Gesundheitssystem; Gesundheitsvorsorge; Krankheiten und Unfälle	S. 30
• Kinder - Familie - Erziehung - Behinderung - Schutz vor Gewalt <u>Themen u.a.:</u> Kindergeld; Kinderbetreuung; Eingliederungsmaßnahmen; Gewaltschutz	S. 34
• Bildung <u>Themen u.a.:</u> Spracherwerb; Schulformen; Ausbildung /Studium /Weiterbildung	S. 40
• Finanzen - Verträge - Einkaufen <u>Themen u.a.:</u> Finanzen; Verträge; Einkaufen und Bezahlen	S. 45
Wichtige Adressen	S. 49

Vorwort

Mit der vorliegenden Broschüre, die wir in enger Zusammenarbeit mit der Region Hannover erstellt haben, wollen wir Ihnen die Orientierung in der Region Hannover erleichtern. Sicherlich ist für Sie noch vieles ungewohnt und neu. Doch wir freuen uns, dass Sie bei uns angekommen sind, und möchten dazu beitragen, dass Sie sich bei uns sicher und wohl fühlen.

Bitte bedenken Sie, dass diese Broschüre sich an Flüchtlinge mit sehr unterschiedlichen Vorkenntnissen und Erfahrungen richtet. Manches wird Ihnen vielleicht selbstverständlich erscheinen, andere Fragen sind womöglich zu kompliziert beantwortet. In jedem Fall ersetzt diese Broschüre keine weitergehende Beratung, sondern bietet Ihnen Hinweise darauf, was die Region zu bieten hat, wo Sie Antworten auf Ihre Fragen erhalten, und wer Ihnen dabei weiterhilft.

Die Broschüre gliedert sich in drei Teile: Im ersten Teil wird die Region Hannover ausführlich beschrieben und dargestellt. Hier finden Sie Informationen zur Geschichte und Geografie, Politik und Wirtschaft, Freizeit und Kultur.

Der Hauptteil der Broschüre ist der „thematische Ratgeber“. In diesem Teil vermitteln wir Ihnen wichtige Informationen zum Leben in der Region Hannover: Welche Behörden und Ämter sind für welche Fragen zuständig? Wo und wie erhalten Sie Unterstützung bei der Arbeitssuche? Unter welchen Voraussetzungen können Sie eine Wohnung beziehen? Wie erhalten Sie Tickets für den Öffentlichen Nahverkehr? Wie ist die medizinische Versorgung geregelt? Welche Unterstützung erhalten Familien? Was müssen Sie tun, damit Ihre Kinder beschult werden, und wo können Sie selbst die deutsche Sprache lernen? Welche Aspekte sind zu bedenken, wenn Sie Verträge abschließen wollen? Diese und viele weitere Fragen werden in der vorliegenden Broschüre behandelt.

Im abschließenden Adressteil finden Sie weiterführende Adressen. Aus Platzgründen haben wir davon Abstand genommen, alle für Sie relevanten Adressen aufzulisten, und uns auf die wesentlichsten beschränkt. Eine ausführliche Liste der für Sie wichtigen Adressen in der Stadt und Region Hannover findet sich auf der Homepage des Flüchtlingsrats unter

www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen/region-hannover/

Wir hoffen, dass Ihnen die vorliegende Broschüre das Ankommen erleichtert, und wünschen Ihnen einen guten Start – auf dass die Region Hannover für Sie bald eine Heimat und ein neues Zuhause wird!

Kai Weber

Die Region Hannover

Foto: Region Hannover/Jochen Knobloch

Hallo und herzlich willkommen in der Region Hannover. Wir freuen uns sehr, dass Sie hier sind und von nun an zu den mehr als 1,1 Millionen Menschen gehören, die hier in der Region leben, arbeiten und zuhause sind.

Zur Erklärung und Orientierung, damit auch sie sich hier ganz zuhause fühlen und teilhaben, möchten wir in dieser Broschüre die Region Hannover vorstellen:

GESCHICHTE UND GEOGRAFIE

Die Region Hannover ist ein Zusammenschluss der Stadt Hannover mit dem umliegenden Landkreis Hannover und existiert seit dem Jahr 2001. Sie besteht aus dem Zusammenschluss von 21 Städten und Gemeinden, die politische Entscheidungen für die Region treffen und eine gemeinsame Verwaltung haben. Gegründet wurde die Region Hannover in erster Linie mit dem Ziel, die Zusammenarbeit zwischen den Städten und Gemeinden in der Region zu verbessern und die Region wirtschaftlich zu stabilisieren und zu stärken. Die größere, übergeordnete Verwaltungseinheit ist das Bundesland Niedersachsen, eines von 16 Bundesländern, die die Bundesrepublik Deutschland bilden.

Kulturelles und wirtschaftliches Zentrum der Region Hannover ist die Stadt Hannover, Hauptstadt des Bundeslandes Niedersachsen und ehemalige Expo-Stadt, mit ihren mehr als 530.000 Einwohner_innen. Viele wichtige Behörden und Einrichtungen haben ihren Sitz in Hannover. Hier ist auch die Hauptverwaltung der Region Hannover ansässig, in der mehr als 2.000 Menschen arbeiten. Selbst wenn Sie

nicht direkt in Hannover leben, werden Sie daher sicherlich häufiger für bestimmte Anliegen hierher kommen.

Geografisch liegt die Region Hannover mit einer Fläche von rund 2.300 Quadratkilometern zentral im Herzen des Bundeslandes Niedersachsen. Sie ist landschaftlich sehr vielfältig und erstreckt sich im Westen vom Steinhuder Meer, dem größten See in Nordwestdeutschland, bis zum Südrand der Lüneburger Heide im Osten und von der Wedemare im Norden bis hin zum Höhenzug Deister im Süden.

POLITIK UND WIRTSCHAFT

Wichtigstes politisches Entscheidungsorgan und direkte Vertretung für die in der Region Hannover lebenden Menschen ist die sog. Regionsversammlung. Diese besteht aus 84 Regionsabgeordneten, welche von den Bürger_innen der Region Hannover jeweils für 5 Jahre gewählt werden. Die Regionsversammlung regelt alle Angelegenheiten der örtlichen Gemeinschaft im Rahmen der Gesetze in eigener Verantwortung. Sie entscheidet über den finanziellen Haushalt der Region Hannover und legt die Richtlinien fest, nach denen die Verwaltung in der Region Hannover geführt werden soll. Zu den Aufgaben der Regionsversammlung gehören z.B. der Umwelt- und Klimaschutz, die gemeinsame Müllentsorgung, die Organisation eines gemeinsamen Verkehrsverbundes und die Koordination der Krankenhäuser im Klinikum Hannover.

Foto: Region Hannover/Christian Stahl



Zusätzlich wählen die Bürger_innen ein_e Regionspräsident_in, dessen/deren Amtszeit 8 Jahre beträgt. Diese_r ist oberste_r Repräsentant_in der Region Hannover und Chef_in der Verwaltung. Der/die Regionspräsident_in gibt zudem die Leitlinien der Politik vor und koordiniert die Zusammenarbeit zwischen der Regionsversammlung und der Verwaltung der Region Hannover.

Die Stadt- und Gemeinderäte sowie die Bürgermeister_innen in den Städten und Gemeinden der Region Hannover, welche sich besonders mit der Politik und Verwaltung der einzelnen Stadt bzw. Gemeinde befassen, werden bei den sog. Kommunalwahlen gewählt. Die Amtszeit der Stadt- und Gemeinderäte beträgt fünf Jahre, die der Bürgermeister_innen acht Jahre.

Die Region Hannover war und ist wirtschaftlich eine sehr wichtige Region in Niedersachsen und der Bundesrepublik Deutschland. Bereits früher war die Region durch ihre geografische Lage ein wichtiges Wirtschafts- und Handelszentrum.

Heutzutage ist die Region Hannover wichtiger Industriestandort und Dienstleistungszentrum. Es gibt viele große Firmen und Unternehmen, die in der Region vertreten sind, z.B. Volkswagen, Continental und TUI. Durch die zentrale Lage in Deutschland ist die Region Hannover außerdem sehr wichtig für den Verkehr und den Transport von Waren und Gütern in Deutschland und Europa. Wichtige Fernverkehrsstraßen und Zugstrecken führen durch die Region, außerdem gibt es einige größere Häfen sowie einen bedeutenden internationalen Flughafen.

FREIZEIT UND KULTUR

In Ihrer Freizeit wird Ihnen in der Region Hannover ganz bestimmt nicht langweilig, denn es gibt eine ganze Menge zu erleben und zu entdecken. Durch die abwechslungsreiche Landschaft kann man insbesondere in der Natur viele interessante Unternehmungen und Ausflüge in der Region Hannover machen. Egal ob Bergsteigen oder Wandern im Deister, Bootfahren auf dem Steinhuder Meer, eine Radtour entlang der schönen Flüsse Ihme und Leine oder eine Runde schwimmen am Maschsee. Die Natur hier in der Region hat einiges zu bieten, und es lohnt sich, sie zu erkunden.

Bekannt ist die Region Hannover zudem für ihre vielen schönen Burgen, Schlösser und Kirchen. Weit über die Grenzen der Region bekannt ist z.B. das Schloss Marienburg, welches am südlichen Rande der Region in der Gemeinde Pattensen liegt.

Möchten Sie in Ihrer Freizeit lieber ein Museum, ein Theaterstück, ein Konzert oder eine Ausstellung besuchen, finden Sie in der Region Hannover ebenfalls ein breites Angebot, welches jedoch teilweise mit Eintrittskosten verbunden ist. Besonders die Landeshauptstadt Hannover bietet viele Möglichkeiten: regelmäßig treten hier weltberühmte Bands auf, und die Museen der Stadt haben einen sehr guten Ruf. Aber auch in den anderen Gemeinden und Städten der Region Hannover finden Sie ein großes Angebot an kulturellen Veranstaltungen.

Natürlich hat die Region Hannover noch viel mehr zu bieten, beispielsweise sehr erfolgreiche Sportmannschaften wie Hannover 96 im Fußball oder TSV Burgdorf im Handball, einen großen Zoo in Hannover und viele regelmäßig stattfindende Feste, wie z.B. das Schützenfest im Juli.

Informationen über kulturelle Veranstaltungen, Sehenswürdigkeiten und Tipps für Ausflüge in der Region Hannover erhalten Sie unter anderem bei der Touristeninformation in Hannover.

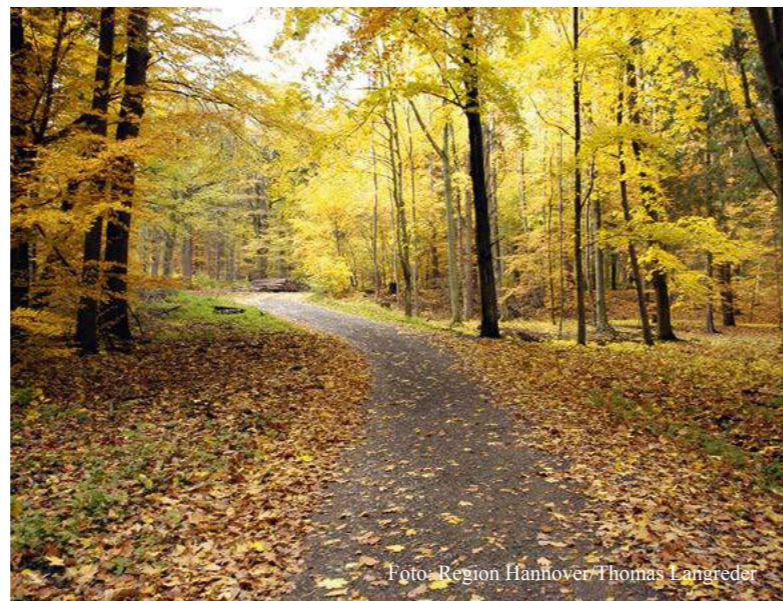


Foto: Region Hannover/Thomas Langreder

Thematischer Ratgeber

Sich in einer neuen Umgebung zurechtzufinden ist nicht einfach. Fast jeden Tag erlebt man neue Dinge, trifft die unterschiedlichsten Menschen und muss sich in Deutschland politisch, rechtlich und sozial auf neue und teils unausgesprochene Regeln einstellen. Um Ihnen bei der Orientierung in Ihrem neuen Alltagsleben Hilfe und Sicherheit zu geben, finden Sie auf den folgenden Seiten einen thematischen Ratgeber.

Der Ratgeber umfasst eine Vielzahl von Themen wie z.B. Arbeit, Gesundheit, Wohnen, Behörden oder Bildung. Er hilft Ihnen beim Verständnis von wichtigen Grundbegriffen oder gesetzlichen Vor-

schriften, gibt Ihnen viele Tipps z.B. zur Bewerbung auf einen Arbeitsplatz oder bei der Suche nach einer eigenen Wohnung und soll Ihnen somit dazu verhelfen, sich möglichst eigenständig in Ihrem Alltagsleben zurechtzufinden und bewegen zu können.

Sollten Sie weitere Informationen zu bestimmten Themen benötigen, finden Sie im Internet unter www.nds-fluerat.org ein Adressregister mit weiteren Unterstützungsangeboten. Im Adressregister finden Sie nach Themen geordnet die Namen und Adressen wichtiger Ansprechpartner_innen, die Ihnen bei Ihren Fragen und Problemen direkt weiterhelfen können.

Behörden und Ämter

WICHTIGE BEHÖRDEN

Rathaus/Verwaltung und Ämter

- Für die meisten Anliegen, beispielsweise wenn Sie einen Antrag stellen oder persönliche Dokumente einreichen möchten, sind in Ihrer Stadt oder Gemeinde das Rathaus, die Bürgerämter und weitere Ämter, wie z. B. das Jugendamt, wichtige Anlaufstellen. Viele dieser Ämter und Behörden sind direkt im Rathaus untergebracht, Sie finden dort Ansprechpartner_innen, die Ihr Anliegen bearbeiten oder Sie zu dem oder der richtigen Ansprechpartner_in weiterleiten können.
- Die Öffnungszeiten der Behörden und Ämter können Sie im Internet einsehen. In größeren Ämtern brauchen Sie sich meist nicht in einer Warteschlange anzustellen, sondern ziehen am Eingang eine Wartemarke. Dann können Sie warten, bis Ihre Wartemarkennummer auf dem Bildschirm angezeigt wird.
- Falls Sie persönliche Papiere, wie z. B. einen Ausweis oder Führerschein, ausstellen lassen möchten, müssen Sie dafür sog. Verwaltungsgebühren bezahlen. Die Summe ist je nach Dokument gesetzlich festgelegt. Auch wenn Sie ein Dokument beglaubigen lassen wollen, werden hierfür Gebühren fällig. Diese müssen meist direkt vor Ort an einem Automaten gezahlt werden. Informieren Sie sich also im Vorfeld, welche Gebühren möglicherweise anfallen könnten.

Bundesamt für Migration und Flüchtlinge

Das Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF) ist in Deutschland zuständig für die Durchführung von Asylverfahren. Darüber hinaus übernimmt das BAMF zentrale Aufgaben im Rahmen der Durchführung und Koordination von Integrationskursen, regelt die Umsetzung von Einbürgerungstests zur Erlangung der deutschen Staatsbürgerschaft und ist zuständig für die Durchführung von Beratungsangeboten, wie z. B. der Migrationsberatung für erwachsene Zuwanderer (MBE) bzw. der Jugendmigrationsdienste. Wichtig ist für Sie zunächst das BAMF als die Behörde, die Ihren Asylantrag bearbeitet und prüft. Die Einladung des BAMF zur förmlichen Asylantragstellung und zum sog. Interview, also zur Befragung über Ihre Asylgründe, erfolgt schriftlich. In dieser persönlichen Anhörung sollten Sie alle Ihre Fluchtgründe und Verfolgungserlebnisse schildern. Das BAMF prüft zunächst, ob Deutschland für die Durchführung eines Asylverfahrens überhaupt zuständig ist, oder ob das Asylverfahren in einem anderen Land durchgeführt wird. Flüchtlinge, die in einem anderen europäischen Land Fingerabdrücke abgegeben oder einen Asylantrag gestellt haben, müssen damit rechnen, zur Durchführung eines Asylverfahrens in dieses Land zurückgeschickt zu werden.

Ausländerbehörde

In jedem Landkreis bzw. in jeder kreisfreien Stadt finden Sie eine Ausländerbehörde. Die Ausländerbehörde ist für die praktische Umsetzung und den Vollzug des Ausländerrechts zuständig. Nachdem Asylbewerber_innen aus einer Erstaufnahme- oder einer sonstigen Notaufnahmeeinrichtung einer Kommune zugewiesen wurden, regelt die Ausländerbehörde die Ausstellung und Verlängerung von Aufenthaltspapieren, die Erteilung von Arbeitserlaubnissen sowie die Teilnahme an Integrationskursen. Darüber hinaus berät sie in Fragen der freiwilligen Ausreise und ist auch für die Einleitung von Abschiebungen zuständig. Die Ausländerbehörden für die Stadt und die Region haben beide ihren Sitz in Hannover.

Landesaufnahmebehörde und Erstaufnahmeeinrichtungen

In Niedersachsen werden die Einrichtungen zur Aufnahme und Registrierung von Asylsuchenden von der Landesaufnahmebehörde (LAB NI) verwaltet. Alle Flüchtlinge, die in Niedersachsen einen Asylantrag stellen wollen, müssen sich bei einem sog. Ankunftszentrum anmelden. Ein solches Ankunftszentrum existiert bereits in Bad Fallingbostal, ein weiteres ist in Bramsche geplant. Im Ankunftszentrum erfolgt zunächst die Klärung, welches Bundesland für die Durchführung des Asylverfahrens zuständig ist. Ist Niedersachsen nicht zuständig, wird der Flüchtling an eine Erstaufnahmeeinrichtung in einem anderen Bundesland verwiesen. Alle Flüchtlinge, für die Niedersachsen zuständig ist, werden registriert, von den Sicherheitsbehörden überprüft, vom Sozialdienst beraten, gesundheitlich untersucht und vom Bundesamt für Migration und Flüchtlinge erfasst. Viele Flüchtlinge werden direkt im Ankunftszentrum auch schon zu ihren Asylgründen angehört. Welche Flüchtlinge das sind, hängt unter anderem von der Frage ab, für welche Herkunftsländer kompetente Anhörer_innen und Dolmetscher_innen im Ankunftszentrum zur Verfügung stehen. In einfach gelagerten Fällen, insbesondere bei Flüchtlingen mit einer sog. guten Bleibeperspektive (derzeit sind das Geflüchtete aus Syrien und Eritrea, sowie Angehörige religiöser Minderheiten aus dem Irak), wird ein Bescheid über die Flüchtlingsanerkennung oder Schutzgewährung bereits im Ankunftszentrum ausgehändigt. Flüchtlinge mit einer sog. schlechten Bleibeperspektive (insbesondere Geflüchtete aus sog. sicheren Herkunftsländern) erhalten unter Umständen auch schon im Ankunftszentrum einen negativen Bescheid. Da der Begrün-

Folgende Entscheidungen des BAMF sind möglich:

- Anerkennung als Flüchtling (Rechtsfolge: Aufenthaltserlaubnis zunächst für drei Jahre.)
- Ablehnung als Flüchtling, aber Anerkennung von internationalem, subsidiärem Schutz (Rechtsfolge: Aufenthaltserlaubnis für zunächst ein Jahr.)
- Ablehnung als Flüchtling und Ablehnung von internationalem, subsidiärem Schutz, aber Anerkennung sonstiger Abschiebungshindernisse (Rechtsfolge: Aufenthaltserlaubnis für zunächst ein Jahr.)

ODER

- Ablehnung des Asylantrags mit Ausreiseaufforderung und Abschiebungsandrohung,
- Bescheid, dass in Deutschland kein Asylverfahren durchgeführt wird, weil ein anderes Land zuständig ist.

Wenn Sie die Mitteilung erhalten,

- dass Ihr Asylantrag gar nicht geprüft werden soll, weil ein anderer Staat zuständig ist

ODER

- dass Ihr Antrag auf Asyl oder sonstigen Schutz abgelehnt wird,

sollten Sie sofort fachkundige Beratung in Anspruch nehmen – es gibt wichtige Fristen z. B. für eine Klage vor Gericht zu beachten. Beratungsstellen für das Asylverfahren in der Region Hannover finden Sie online im Adressregister unter: www.nds-fluerat.org

Unter diesem Link finden Sie eine grafische Darstellung zum Ablauf des Asylverfahrens:

- www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Downloads/In_fothek/Asyl/schema-ablauf-asylverfahren.pdf?__blob=publicationFile

Weitere Informationen und Adressen finden Sie in dieser Broschüre:

- www.nds-fluerat.org/12490/zeitschrift/broschuere-erstinfos-fluer-asylsuchende/

dungsaufwand bei negativen Entscheidungen größer ist, werden negative Bescheide aber oft auch erst später per Post zugestellt.

Positiv beschiedene Fälle sollen nach dem Aufenthalt im Ankunfts-Zentrum auf die Kommunen verteilt werden. Personen, die noch nicht zu ihren Asylgründen angehört werden konnten oder bei denen sich die Entscheidungsfindung länger hinzieht, werden in die Erstaufnahmeeinrichtungen des Landes gebracht. Auch Menschen, die nach Auffassung des BAMF eine „schlechte Bleibereichtersperspektive“ haben und ggf. vom BAMF bereits abgelehnt wurden – wenn sie beispielsweise aus sog. sicheren Herkunftsstaaten kommen – sollen im Anschluss in die Erstaufnahmeeinrichtungen weitergeleitet werden.

Diese Erstaufnahmeeinrichtungen befinden sich derzeit in Oldenburg, Friedland, Bramsche/Osnabrück und in Braunschweig (mit weiteren Außenstellen).

In der Vergangenheit mussten zahlreiche Flüchtlinge in sog. Notunterkünften untergebracht werden, die vom Land aufgebaut wurden, weil in den Erstaufnahmeeinrichtungen zeitweise nicht genug Platz war. Die in Notunterkünften untergebrachten Flüchtlinge werden von der LAB NI alle nachregistriert.

Welche Erstaufnahmeeinrichtung bei einer Weiterverteilung zuständig ist, ist unter anderem abhängig vom Herkunftsland und von der Aufgabenverteilung zwischen den Erstaufnahmeeinrichtungen selbst. Da die Zahl der Flüchtlinge in der Vergangenheit großen Schwankungen unterworfen war, ändern sich auch die Abläufe bei der Aufnahme und Organisation der Asylantragstellung. Falls Sie oder Ihre Angehörigen einen Asylantrag stellen wollen, ist es insofern ratsam, dass Sie sich zunächst bei der Ausländerbehörde oder einer Beratungsstelle erkundigen, welche Aufnahmeeinrichtung für die Aufnahme zuständig ist.

Ihr Aufenthalt in einer Erstaufnahmeeinrichtung soll in der Regel nicht länger als sechs Wochen, maximal sechs Monate betragen. Nur Flüchtlinge aus sog. sicheren Herkunftsländern sollen nicht verteilt werden, sondern bis zur Entscheidung über den Asylantrag in der Einrichtung verbleiben.*

* Hierzu zählten bei Drucklegung die folgenden Staaten: Albanien, Serbien, Kosovo, Montenegro, Bosnien und Herzegowina, Mazedonien, Ghana, Senegal. Ob auch die Staaten Algerien, Tunesien und Marokko zu „sicheren Herkunftsstaaten“ erklärt werden, stand bei Redaktionsschluss noch nicht fest.

Falls Sie aus einer Erstaufnahmeeinrichtung in eine Notunterkunft verlegt wurden, ohne registriert worden zu sein, müssen Sie sich keine Sorgen machen. Die Registrierung wird dann später nachgeholt, Sie sind also nicht vergessen worden.

Im Zuge der behördlichen Registrierung werden verschiedene Bescheinigungen verwendet, deren Erklärung hier den Rahmen sprengen würde. Sofern Sie eine einen „Ankunftsnachweis“ oder eine „Aufenthaltsgestattung“ besitzen, können Sie davon ausgehen, dass Ihr Asylbegehren bearbeitet wird.

Agentur für Arbeit

Die Agentur für Arbeit (BA) berät und vermittelt Menschen, die arbeitslos sind bzw. eine Arbeit oder Ausbildung suchen. Sie bietet Berufsberatung an und fördert die berufliche Eingliederung von Menschen mit Behinderung. Zugleich ist die BA Ansprechpartner für Arbeitgeber_innen bei verschiedensten Fragen zur Arbeits- und Personalpolitik. Darüber hinaus ist die BA zuständig für die Auszahlung finanzieller Leistungen an alle Menschen, die Anspruch auf Arbeitslosengeld I haben. Die Agentur für Arbeit ist für Sie zuständig, wenn Sie eines der folgenden Aufenthaltstitel besitzen:

- Aufenthaltsgestattung, § 55 AsylG oder Ankunftsnachweis § 63a AsylG
- Duldung, § 60 a AufenthG
- Aufenthaltserlaubnis § 23 Abs. 1 AufenthG wegen Krieg im Heimatland
- Aufenthaltserlaubnis § 24 AufenthG (derzeit in Deutschland nicht vergeben)
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 4 Satz 1 AufenthG
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 4 Satz 2 AufenthG für 6 Monate oder weniger
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 5 AufenthG, wenn die erstmalige Erteilung der Duldung weniger als 18 Monate zurück liegt

Sobald Sie (drei Monate nach Ihrer Registrierung in Deutschland) grundsätzlich arbeiten dürfen, sollten Sie sich bei der örtlichen Agentur für Arbeit arbeitslos melden und dort um Unterstützung bei der Arbeitssuche bitten. Im Rahmen der Vermittlung von Ausbildungssuchenden und Arbeitslosen kann die Agentur für Arbeit Sie durch gezielte Qualifizierungs- und Förderprogramme oder finanzielle Zuschüsse unterstützen. Dazu zählen z. B. auch Sprachkurse und Computerkurse.



Jobcenter

Jobcenter unterstützen, informieren und beraten arbeitslose Personen dabei, wieder einen neuen Arbeitsplatz zu finden. Dazu bieten die Jobcenter eine Vielzahl von Informationsmöglichkeiten an, führen eine persönliche Beratung durch und helfen bei der gezielten Suche nach einem neuen Arbeitsplatz. Auch gezielte Förderprogramme oder finanzielle Unterstützung bei der Suche nach einem Arbeitsplatz sind Aufgaben des Jobcenters.

Das Jobcenter ist zuständig für die Gewährung von Leistungen zum Lebensunterhalt, d.h. es sichert Arbeitslose finanziell ab. Das Jobcenter zahlt z. B. das Arbeitslosengeld II (das sog. Hartz IV) aus. Unter bestimmten Voraussetzungen können durch das Jobcenter zusätzliche finanzielle Mittel bereitgestellt werden, beispielsweise für alleinerziehende Eltern oder die Erstausrüstung einer Wohnung mit Möbeln.

Das Jobcenter ist für Sie zuständig, wenn Sie einen der folgenden Aufenthaltstitel besitzen:

- Aufenthaltserlaubnis § 22 Satz 1 oder 2
- Aufenthaltserlaubnis § 23 Abs. 1 AufenthG, falls nicht erteilt wegen Krieg im Heimatland
- Aufenthaltserlaubnis § 23 Abs. 2 und Abs. 4
- Aufenthaltserlaubnis § 23 a AufenthG
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 1 - 3 AufenthG
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 4 Satz 2 AufenthG (wenn für mehr als 6 Monate gültig)
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 4a und 4b
- Aufenthaltserlaubnis § 25 a AufenthG
- Aufenthaltserlaubnis § 25 b AufenthG
- Aufenthaltserlaubnis § 25 Abs. 5 AufenthG, wenn die erstmalige Aussetzung der Abschiebung mehr als 18 Monate zurück liegt

Jugendamt

Das Jugendamt ist zuständig für die Wahrnehmung des Wohls von Kindern und Jugendlichen. Alle Kinder und Jugendliche, die Probleme haben und sich Sorgen machen, können sich an das Jugendamt wenden. Auch die Eltern können sich an das Jugendamt wenden, z. B. wenn sie Erziehungsprobleme haben, oder wenn es Konflikte gibt. Mit unterschiedlichen Angeboten unterstützt das Jugendamt Eltern und Erziehungsberechtigte bei der Erziehung, Betreuung und Bildung von Kindern und Jugendlichen. Immer wenn eine „Gefährdung des Kindeswohls“ droht, ist das Jugendamt die richtige Adresse.

Eine besondere Aufgabe des Jugendamts ist die „Inobhutnahme“ unbegleiteter minderjähriger Flüchtlinge (UMF): Das Jugendamt kümmert sich um die kind- bzw. jugendgerechte Aufnahme und Unterbringung sowie die Betreuung und Versorgung der Minderjährigen. Das Jugendamt veranlasst außerdem eine Gesundheitsuntersuchung des Flüchtlings, führt eine Alterseinschätzung durch und bestellt einen Vormund, also eine Person, die für den UMF die rechtliche Vertretung und Begleitung übernimmt und die die schulische und berufliche Entwicklung unterstützt. Nach ihrer Ankunft werden UMF durch das Jugendamt an Schutzeinrichtungen vermittelt, in denen eine Erstversorgung gewährleistet wird. Anschließend ziehen die minderjährigen Flüchtlinge meistens in betreute Wohneinrichtungen. Auch eine Unterbringung in Familien ist möglich.



HINWEISE ZUM UMGANG MIT BEHÖRDEN UND ÄMTERN

Einen Termin vereinbaren und vorbereiten

- Vereinbaren Sie am besten im Vorfeld eines Behördenbesuchs schriftlich oder telefonisch einen Termin. Dies erspart Ihnen unnötige Wartezeit, und die Mitarbeiter_innen können Sie so z. B. auch nochmals darüber informieren, welche Unterlagen und Dokumente Sie für den Termin benötigen.
- Es gibt für manche Anträge zeitliche Fristen, die Sie unbedingt einhalten sollten, da Sie sonst z. B. Gelder gekürzt bekommen oder den Anspruch auf eine Leistung verlieren. Notieren Sie sich am besten die Abgabefrist in einem Kalender, damit Sie sie auf keinen Fall verpassen.
- Bevor Sie Unterlagen und Dokumente einreichen, sollten Sie sich zu Ihrer Sicherheit wenn möglich Kopien von diesen Unterlagen sowie vom ausgefüllten Antrag machen. Geben Sie Ihre Unterlagen entweder persönlich beim Amt/bei der Behörde ab oder lassen Sie diese durch eine vertrauenswürdige Person abgeben. Lassen Sie sich die Abgabe Ihrer Unterlagen unbedingt mit Datum, Unterschrift und Stempel der Behörde/des Amtes auf Ihren Kopien bestätigen. Heften Sie anschließend die Kopien Ihrer Unterlagen sorgfältig ab.

Während des Termins

- Achten Sie darauf, dass Sie in jedem Fall pünktlich zu Ihrem Termin erscheinen. Ämter und Behörden sind zeitlich sehr strikt und streng bei Unpünktlichkeit. Sollten Sie Ihren Termin verpassen, müssen Sie oft lange auf einen neuen Termin warten. Wenn Sie wegen einer Krankheit oder aus einem anderen Grund nicht zum Termin erscheinen können, sagen Sie telefonisch oder persönlich Ihren Termin ab.
- Viele Abläufe und Verfahren erscheinen Ihnen vielleicht undurchsichtig oder unverständlich. Sollten Sie sich unsicher sein, sollten und können Sie immer nachfragen. Bitten Sie im Zweifel Mitarbeiter_innen darum, Ihnen bestimmte Dinge aufzuschreiben. So können Sie sich nach dem Termin noch einmal genau über diese Dinge informieren.
- Neben Terminen, die einer Anwesenheit des oder der Betroffenen bedürfen, besteht zu Ämtern und Behörden oftmals auch postalischer Kontakt. Um sicher zu gehen, dass ein Brief die Behörden erreicht, ist es sinnvoll, ihn als „Einschreiben“ zu verschicken. Allgemeine Informationen hierzu finden Flüchtlinge und Helfer_innen auf der Homepage der Verbraucherzentrale Niedersachsen unter: www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/einschreiben-informationen-fuer-gefluechtete

Arbeit

ARBEITSERLAUBNIS UND ARBEITSMARKTZUGANG

Ob und unter welchen Voraussetzungen Sie in Deutschland arbeiten oder eine Berufsausbildung beginnen dürfen, ist von Ihrem Aufenthaltsstatus und Ihrer Aufenthaltsdauer in Deutschland abhängig. Ihr Arbeitsmarktzugang (auch ein Arbeitsverbot) muss in Ihrem Ausweispapier eingetragen sein. Bitten Sie die Ausländerbehörde, den Arbeitsmarktzugang einzutragen, falls nichts eingetragen ist.

- Wenn Sie eine **Aufenthaltsurlaubnis** oder **Niederlassungserlaubnis** besitzen, dürfen Sie in Deutschland arbeiten.
- Mit einer **Aufenthalts gestattetung** oder einem **Ankunftsnachweis** unterliegen Sie in Deutschland in folgenden Situationen einem Arbeitsverbot:
 - a) in den ersten drei Monaten Ihres Aufenthalts,
 - b) für die Dauer Ihrer Unterbringung in einer Erstaufnahmeeinrichtung,
 - c) wenn Sie Staatsangehörige_r eines sicheren Herkunftslandes sind und Ihren Asylantrag nach dem 31.8.2015 gestellt haben (§61 AsylG).
- Als Startpunkt für die Berechnung der Frist beim Arbeitsmarktzugang gilt in Niedersachsen das Datum, an dem man ein Asylersuchen bei einer Behörde (z. B. Ausländerbehörde, Polizei oder Bundesamt für Migration und Flüchtlinge) gestellt hat. Damit ist

der Tag gemeint, an dem Sie mündlich gegenüber einer Behörde gesagt haben, dass Sie in Deutschland Asyl bekommen möchten.

- Wenn Sie einem Arbeitsverbot nicht mehr unterliegen, können Sie bei der Ausländerbehörde eine Arbeitserlaubnis für eine konkrete Stelle beantragen. Ab Sommer 2016 bis Sommer 2019 unterliegen Sie in Niedersachsen keiner sog. Vorrangprüfung (d.h. Prüfung, ob bevorrechtigte Arbeitssuchende für diese Stelle in Frage kommen). Wenn Sie sich für eine konkrete Stelle bewerben, wird die Agentur für Arbeit nur prüfen, ob die Arbeitsbedingungen in Ordnung sind (sog. Arbeitsbedingungsprüfung).
- Eine Berufsausbildung können Sie mit einem Ankunftsnachweis oder einer Aufenthaltsgestattung beginnen, wenn Sie auf eine Kommune umverteilt worden sind (nach drei bis sechs Monaten). Sie brauchen aber auch dafür eine formale Erlaubnis der Ausländerbehörde.
- Wenn Sie eine **Duldung** besitzen, gelten im Prinzip die gleichen Bedingungen zur Erteilung einer Arbeitserlaubnis wie bei einer Aufenthaltsgestattung (s. o.). Allerdings kommt hinzu, dass die Ausländerbehörde Ihnen ein Arbeitsverbot erteilen kann, wenn Sie bei der Identitätsklärung oder Passbeschaffung zur Abschiebung nicht mitwirken. Wer keinem Arbeitsverbot unterliegt, kann eine qualifizierte betriebliche Berufsausbildung sofort vom ersten

Tag des Aufenthalts ohne Zustimmung durch die Agentur für Arbeit beginnen. In diesem Fall wird die Duldung für die im Ausbildungsvertrag bestimmte Dauer der Berufsausbildung erteilt. Eine Erlaubnis der Ausländerbehörde ist aber auch dann notwendig.

Ohne Erlaubnis der Ausländerbehörde und ohne Zustimmung der Bundesagentur für Arbeit kann man eine rein schulische Ausbildung, ein Studium und eine Hospitation beginnen, unabhängig davon, welches Aufenthaltspapier man hat.

Wenn Sie als Staatsangehörige_r aus einem sog. sicheren Herkunftsstaat nach dem 31.08.2015 einen Asylantrag gestellt haben, unterliegen Sie einem unbefristeten Arbeitsverbot. Hierzu zählen derzeit die folgenden Staaten: Albanien, Serbien, Kosovo, Montenegro, Bosnien und Herzegowina, Mazedonien, Ghana, Senegal. Eine Arbeitserlaubnis können Sie nur nach einem erfolgreichen Asylantrag bekommen oder über die neue Arbeitsmigration. Dafür müssen Sie die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und Arbeitserlaubnis bei der Deutschen Botschaft in Ihrem Heimatland stellen. Für die Arbeitserlaubnis müssen

Sie die Vorrangprüfung und die Arbeitsbedingungsprüfung durchlaufen. Sie erhalten keine Arbeitserlaubnis, wenn Sie in den letzten 24 Monaten vor Antragstellung Sozialleistungen in Deutschland erhalten haben.

Sollten Sie rechtliche Fragen zu dem Thema Arbeitserlaubnis/Beschäftigungserlaubnis haben, können Sie sich von Mitarbeiter_innen der Jobcenter, der Agentur für Arbeit sowie von Mitarbeiter_innen des Arbeitsmarktprojektes „Arbeitsmarktzugang für Flüchtlinge III“ (AZF III) beim Flüchtlingsrat Niedersachsen e. V. und beim Kargah e. V. in Hannover beraten lassen. Darüber hinaus gibt es in der Region Hannover noch einige andere Beratungsangebote, die Sie bei Fragen zu diesen Themen unterstützen und an die Sie sich jederzeit wenden können. Mehr Informationen finden Sie online im Adressregister im Abschnitt „Arbeit“ unter:

www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen/region-hannover/attachment/7-adressen-zum-thema-arbeit/

Außerdem veröffentlichen viele Betriebe und Unternehmen freie Arbeitsstellen auf ihrer eigenen Internetseite. Oft finden Sie Stellenanzeigen dort unter den Begriffen „Jobs“ oder „Karriere“.

Viele Arbeitsstellen werden zudem über **Stellenanzeigen in der Zeitung** angeboten. Diese Anzeigen finden Sie meist am Mittwoch und am Samstag in der Zeitung. Wichtige bzw. große Zeitungen in der Stadt und Region Hannover sind die „Hannoversche Allgemeine“ (HAZ) und die „Neue Presse“.

Eine weitere Möglichkeit ist es, **eine eigene Anzeige in der Zeitung oder im Internet aufzugeben**, in der Sie Ihre beruflichen Qualifikationen sowie Ihre Arbeitserfahrungen darstellen und angeben, nach welcher Art von Arbeit Sie suchen.

ACHTUNG: Es gibt manchmal im Internet und der Zeitung unseriöse Stellenanzeigen. Sollten Sie sich nicht sicher sein, um welche Art von Arbeit es sich handelt oder ob Arbeitgeber_innen vertrauenswürdig sind, lassen Sie sich vom Jobcenter, der Agentur für Arbeit oder anderen Beratungsstellen helfen.



BERUFSBERATUNG UND ARBEITSSUCHE

Hilfe bei der Berufswahl und Arbeitssuche

Es gibt in der Region Hannover viele Beratungsangebote, die Sie bei der Berufswahl und Arbeitssuche unterstützen. Wichtigste Voraussetzung, um staatliche Unterstützungsangebote zu erhalten, ist, dass Sie sich bei der Bundesagentur für Arbeit bzw. beim Jobcenter arbeitslos melden.

- Sie erhalten entsprechende Informationen und Beratungen über Berufe, die Tätigkeiten und notwendigen Qualifikationen in den Jobcentern und den Berufsinformationszentren (BIZ) der Bundesagentur für Arbeit. Abhängig davon, welche Leistungen Sie zur Sicherung des Lebensunterhalts beziehen, müssen Sie sich an eine der beiden Einrichtungen wenden.

Selbstständige Arbeitssuche

Sie können natürlich auch selbst nach einem Arbeitsplatz oder einem Ausbildungsplatz suchen. Auf **Jobportalen im Internet** finden Sie viele Stellenanzeigen. Dort können Sie anhand Ihrer beruflichen Qualifikation, Ihres Berufswunsches oder speziell für Ihre Region nach freien Arbeitsplätzen suchen. Beispiele sind:

- <http://jobboerse.arbeitsagentur.de> (die Jobbörse der Bundesagentur für Arbeit)
- www.monster.de
- www.xing.de
- www.workeer.de/ (speziell für Flüchtlinge)

Bewerbung auf einen Arbeitsplatz

Wenn Sie sich auf eine Arbeitsstelle bewerben möchten, gibt es dazu einige Regeln und Tipps, an denen Sie sich orientieren sollten. Die **Bewerbungsunterlagen** sind die wichtigste Voraussetzung, um sich erfolgreich auf eine qualifizierte Arbeits- oder Ausbildungsstelle zu bewerben. Für weniger qualifizierte (und geringer bezahlte) Arbeiten reicht oft auch die persönliche Vorstellung bei dem/der Arbeitgeber_in. Sofern für eine Stelle ein Bewerbungsschreiben verlangt wird, lassen Sie sich von jemandem helfen, der oder die gut Deutsch schreiben und Sie beim Verfassen eines Bewerbungsschreibens unterstützen kann. Unter Umständen ist es auch möglich, dass Sie ihr Bewerbungsschreiben in einer anderen Sprache schreiben können. Dies müssen Sie aber vorher mit den Arbeitgeber_innen besprechen.

Folgende Dinge sollte eine schriftliche Bewerbung umfassen:

- Ein **Anschreiben**, in dem Sie deutlich machen, auf welche Stelle Sie sich bewerben möchten und warum Sie glauben, dass Sie geeignet für den Arbeitsplatz bzw. den Ausbildungsplatz sind. Es ist der erste Eindruck, den Arbeitgeber_innen von Ihnen erhalten. Versuchen Sie daher, das Anschreiben interessant zu gestalten,

stellen Sie Ihre Qualifikationen vor und zeigen Sie den Arbeitgeber_innen, dass Sie genau die richtige Person für die Arbeitsstelle sind.

- Einen **Lebenslauf**, in dem Sie Angaben zu Ihrer Person in tabellarischer Form machen und Ihren schulischen und beruflichen Werdegang darstellen. Der Lebenslauf muss unterschrieben sein.
- Legen Sie einer Bewerbung **Zeugnisse und Arbeitsnachweise** Ihrer bisherigen beruflichen Tätigkeit bei, um Ihre Qualifikationen und Erfahrungen nachweisen zu können. Legen Sie jedoch immer nur Kopien Ihrer Unterlagen bei und nicht die Originale.

Tipps und Hilfe zum Thema Bewerbung erhalten Sie unter anderem bei der Agentur für Arbeit, bei der Migrationsberatung für erwachsene Zuwanderer und bei einigen weiteren Beratungsangeboten in der Region Hannover. Nähere Informationen finden Sie online im Adressregister im Abschnitt „Arbeit“ unter:

- www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen/region-hannover/attachment/7-adressen-zum-thema-arbeit

ANERKENNUNG BERUFLICHER QUALIFIKATIONEN

Um in Deutschland arbeiten zu können, muss man oftmals Zeugnisse aus seinem Heimatland vorweisen. Zeugnisse können von unterschiedlichen Stellen anerkannt werden. **Schulzeugnisse** (z. B. Hochschulzugangsberechtigung) werden vom jeweiligen Träger geprüft und anerkannt (z. B. Berufsschule oder Universität). Mit einem Abschlusszeugnis eines **nichtreglementierten Abschlusses** (z. B. Studium der Politikwissenschaften) kann man direkt auf dem deutschen Arbeitsmarkt arbeiten. Allerdings kann man bei der Zentralstelle für Ausländisches Bildungswesen in Bonn im Rahmen eines online-Verfahrens eine Zeugnisbewertung eines nichtreglementierten Abschlusses durchführen lassen. Die Zeugnisbewertung soll den Zugang zum deutschen Arbeitsmarkt erleichtern.

Im Falle eines **reglementierten Berufsabschlusses** (z. B. Ingenieur, Arzt, Heilberufe, Elektroniker, etc.) haben Sie einen Rechtsanspruch auf Überprüfung der Gleichwertigkeit Ihrer im Ausland erworbenen Berufsqualifikationen. Dieser Anspruch ist durch das **Anerkennungsgesetz** geregelt. Dieses Gesetz stellt sicher, dass die Gleichwertigkeit Ihrer im Ausland erworbenen Berufsqualifikationen mit dem entsprechenden Beruf in Deutschland überprüft wird.

Das **Anerkennungsverfahren** findet immer in dem Bundesland statt, in dem Sie leben. Für das Verfahren sind beglaubigte und bestenfalls ins Deutsche übersetzte Kopien ihrer Zeugnisse notwendig. Eine Beglaubigung können sie z. B. beim Bürgerbüro, Notar oder auch bei kirchlichen Einrichtungen vornehmen lassen.

- Die Beratung wird von der **Anerkennungsberatungsstelle des IQ-Netzwerks** durchgeführt. Wenn Sie einen ausländischen, reglementierten Berufsabschluss haben, sollten Sie einen Termin bei einer Anerkennungsberatungsstelle des IQ-Netzwerks in Ihrer Nähe abmachen. Die Beratungsstelle leitet Sie an die zuständige Kammer (z. B. Ärztekammer) weiter, die das Anerkennungsverfahren durchführt, und begleitet das Verfahren. Im Ergebnis kann eine volle Anerkennung erfolgen oder eine Teilanerkennung. Im Falle einer Teilanerkennung werden die fehlenden Inhalte in einem Bescheid aufgelistet. Diese Inhalte können durch eine Anpassungsqualifizierung (z. B. ein Praktikum) nachgeholt werden, so dass eine volle Anerkennung erreicht wird. Die Kosten für das

Anerkennungsverfahren können von der Arbeitsagentur übernommen werden. Für die Anpassungsqualifizierung muss man nur die Arbeitsbedingungsprüfung durchlaufen. Mit einer vollen Anerkennung kann man auf dem Arbeitsmarkt arbeiten.

Wenn Sie Ihr Abschlusszeugnis Ihres reglementierten Berufsabschlusses und die Fächerliste nicht dabei haben, können die vorhandenen Kenntnisse durch alternative Verfahren (Externenprüfung, Arbeitsproben, Fachgespräche und Gutachten) geprüft werden. Selbst ohne vorhandene Zeugnisse ist eine Anerkennung möglich, wenn die alternativen Verfahren erfolgreich durchlaufen werden. Auch diese Kosten können von der Arbeitsagentur übernommen werden.

Informationen zum Verfahren erhalten Sie von der Anerkennungsberatungsstelle des IQ-Netzwerks, bei der Migrationsberatung für erwachsene Zuwanderer, beim Flüchtlingsrat Niedersachsen und anderen Beratungsstellen. Wichtige Adressen zur Anerkennung beruflicher Qualifikationen finden Sie zudem online im Adressregister unter: www.nds-fluerat.org/adressen-und-anlaufstellen



ARBEITSRECHT

Urlaubsanspruch

In Deutschland haben Sie als Arbeitnehmer_in gesetzlich garantierte Rechte, was Ihre Arbeitszeit, Ihren Anspruch auf Urlaub, Ihren Schutz vor Kündigung oder Ihre Unterstützung im Falle einer Krankheit angeht. Wenn diese Rechte verletzt werden oder Sie sich nicht sicher sind, dass ihr Arbeitsvertrag geltendem Recht entspricht, wenden Sie sich am besten an eine Gewerkschaft oder eine Beratungsstelle.

Arbeitszeiten

Haben Sie eine volle Arbeitsstelle, umfasst Ihre wöchentliche Arbeitszeit ungefähr 40 Stunden. Die genaue Stundenanzahl ist entweder tariflich geregelt oder Sie vereinbaren sie vertraglich mit Ihrem/Ihrer Arbeitgeber_in, wobei dann gesetzlich festgelegte Rahmenbedingungen gelten. Die maximale Arbeitszeit in Deutschland beträgt 48 Stunden pro Woche. Ausnahmen sind unter bestimmten Bedingungen allerdings möglich.

Gesetzlicher Mindestlohn

Seit dem Jahr 2015 gilt in Deutschland ein gesetzlicher Mindestlohn. Dies bedeutet, dass Sie von ihren Arbeitgeber_innen einen Bruttostundenlohn von mindestens 8,50 € erhalten müssen. In einigen Berufen gelten jedoch noch gesetzliche Ausnahmen, und Sie erhalten weniger Stundenlohn, z. B. als Zeitungsausträger_in oder Erntehelfer_in in der Landwirtschaft. Wollen Arbeitgeber_innen Ihnen weniger als 8,50 € Stundenlohn bezahlen, erkundigen Sie sich in jedem Fall beim Jobcenter bzw. der Bundesagentur für Arbeit, ob für Ihren Beruf eine Ausnahme vom Mindestlohn besteht.

Abhängig von Ihrer Arbeitszeit haben Sie in Deutschland gesetzlich ein Anrecht auf eine bestimmte Anzahl bezahlter Urlaubstage. Wenn Sie fünf Tage in der Woche arbeiten, haben Sie z. B. ein Anrecht auf mindestens 20 bezahlte Urlaubstage im Jahr. Darüber hinaus gibt es in Deutschland gesetzliche Feiertage, die generell zu beachten sind.

Kündigungsschutz

Das sog. **Kündigungsschutzgesetz** schützt Sie vor unangekündigten oder nicht nachvollziehbaren Kündigungen. Es gilt für Unternehmen und Betriebe mit mehr als zehn Mitarbeiter_innen. Je länger Sie in einem Betrieb gearbeitet haben, desto länger ist Ihre **Kündigungsfrist**. Einen besonderen Kündigungsschutz besitzen z. B. Menschen mit einer schweren Behinderung sowie Schwangere und Mütter bis vier Monate nach der Geburt.

Krankheit

Sollten Sie krank sein, müssen Sie dies Ihrem/Ihrer Arbeitgeber_in sofort mitteilen. Spätestens am dritten Tag müssen Sie Ihrem/Ihrer Arbeitgeber_in eine ärztliche Bescheinigung, eine Arbeitsunfähigkeitsbescheinigung (AU), vorlegen. Arbeitgeber_innen können die Vorlage der Arbeitsunfähigkeitsbescheinigung jedoch auch bereits am ersten Krankheitstag einfordern. Die Arbeitsunfähigkeitsbescheinigung muss außerdem an Ihre Krankenkasse geschickt werden.

Wenn Sie länger krank sein sollten, zahlen Arbeitgeber_innen Ihnen Ihr volles Gehalt bis zu sechs Wochen weiter. Danach zahlt Ihre Krankenkasse Ihnen ein Krankengeld aus, welches 70 Prozent Ihres vollen Gehalts entspricht.

EINKOMMEN/STEUERN/SOZIALVERSICHERUNG

Einkommen

Wenn Sie in Deutschland arbeiten, müssen Sie das verdiente Geld, Ihr Einkommen, versteuern. Beim Einkommen wird unterschieden in **Bruttoeinkommen** und **Nettoeinkommen**. Mit dem Bruttoeinkommen ist Ihr Einkommen ohne die verpflichtende Zahlung von Steuern, Versicherungen und anderen Abgaben gemeint, also der Betrag, den Arbeitgeber_innen Ihnen für Ihre Arbeit bezahlen. Sind Sie Angestellte_r, wird Ihnen von Ihrem/Ihrer Arbeitgeber_in jedoch nur ein sog. Nettolohn ausgezahlt. Dies ist Ihr Einkommen nach Abzug aller zu zahlenden Steuern, Abgaben und Versicherungen.

- Zusätzlich wird von Ihrem Einkommen der Solidaritätszuschlag abgezogen. Dieser Zuschlag wird seit der Vereinigung der Bundesrepublik Deutschland mit der DDR 1990 erhoben, um den Aufbau des Gebiets der ehemaligen DDR zu finanzieren. Den Solidaritätszuschlag zahlen alle Arbeitnehmer_innen.
- Die Kirchensteuer wird nur von Ihrem Lohn abgezogen, wenn Sie Mitglied in einer christlichen oder jüdischen Kirchengemeinde in Deutschland sind.

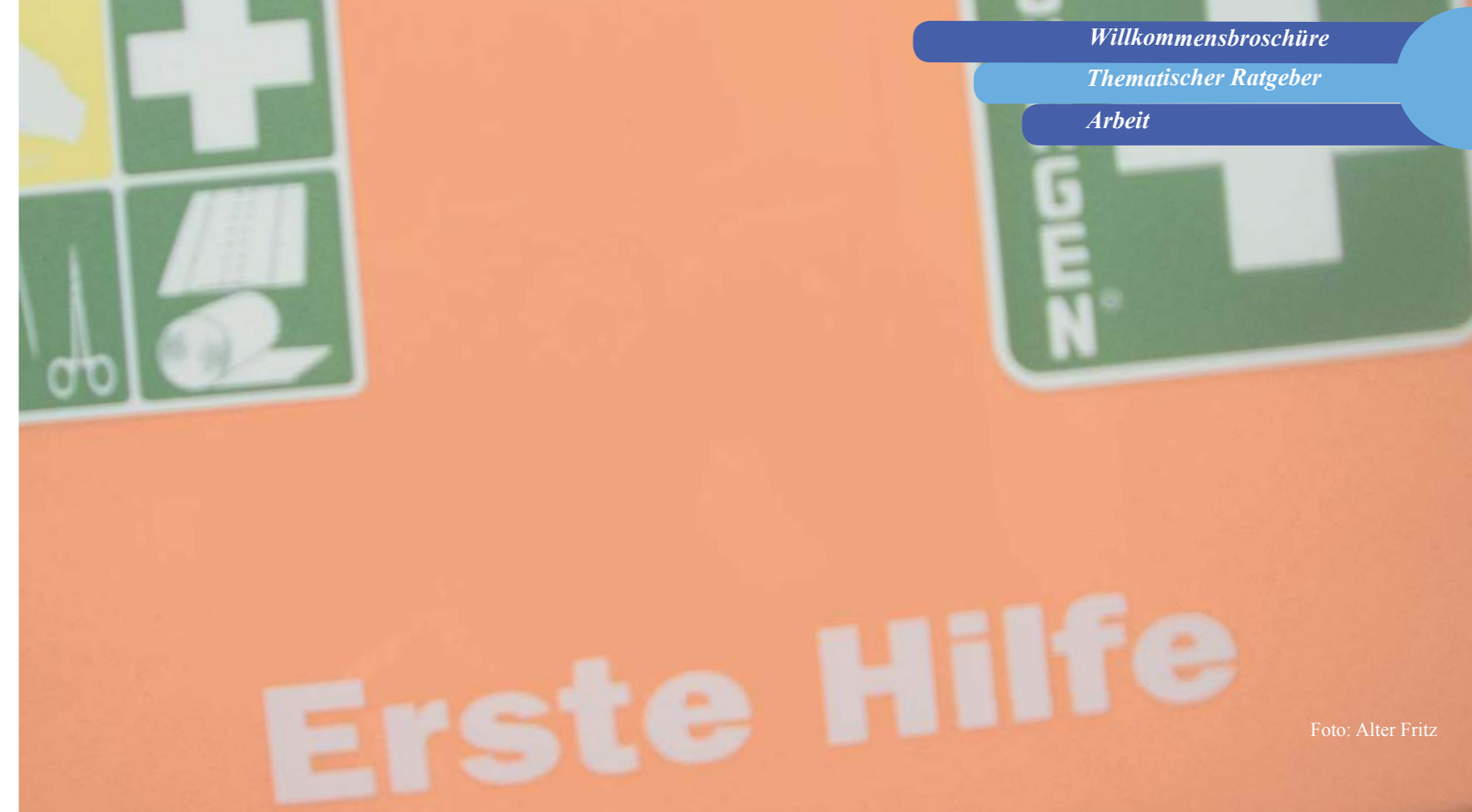
Sozialversicherung

Zusätzlich zu den Steuern und Abgaben zahlen Sie bzw. Ihr/Ihre Arbeitgeber_in Abgaben für die Sozialversicherung. Diese ist ein gesetzliches Versicherungssystem, welches die Bevölkerung gegen Risiken wie Krankheit, Arbeitslosigkeit, Alter und Pflegebedürftigkeit absichern soll. Der Beitrag zur Sozialversicherung richtet sich nach der Höhe Ihres Einkommens. Durch die Abgaben erhalten Sie grundsätzlich Anspruch auf verschiedene Bereiche der sozialen Sicherungssysteme:

Steuern und Abgaben

Ihr/Ihre Arbeitgeber_in zahlt von Ihrem Bruttolohn bereits alle verpflichtenden Steuern und Abgaben. Im Folgenden werden die einzelnen Abgaben kurz erläutert:

- Arbeitgeber_innen zahlen von Ihrem Einkommen einen Teil als Lohnsteuer an das Finanzamt. Der Anteil ist abhängig von der Höhe Ihres Einkommens und des Familienstands.



- Durch die **Rentenversicherung** erhalten Sie ab einem bestimmten Lebensalter eine monatliche Rente. Zusätzlich haben Sie auch Anspruch auf Leistungen der Rentenversicherung, wenn Sie berufsunfähig sind oder Witwe_r bzw. Waise. Wie hoch die Rentenleistungen dann tatsächlich ausfallen, ist abhängig von den lebenslang eingezahlten Beträgen.
- Die **Krankenversicherung** unterstützt Sie und Ihre Familie im Krankheitsfall und bei der Gesundheitsvorsorge (Vorsorge- und Früherkennungsuntersuchungen). Die Leistungen der gesetzlichen Krankenversicherung sind für alle Versicherten gleich. Sollten Sie längere Zeit aufgrund einer Krankheit oder eines Unfalls nicht arbeiten können und daher kein Gehalt mehr von Ihrem/Ihrer Arbeitgeber_in erhalten, zahlt Ihnen die Krankenkasse als Ausgleich ein Krankengeld.
- Durch die **Pflegeversicherung** erhalten Sie finanzielle Unterstützung, wenn Sie im Alter auf Pflege angewiesen sind oder selbst eine andere Person pflegen. Sollten Sie Leistungen aus der Pflegeversicherung beanspruchen wollen, müssen Sie diese allerdings immer zunächst beantragen. Die Höhe der Unterstützung hängt vom Grad der Pflegebedürftigkeit ab.
- Über die **Arbeitslosenversicherung** erhalten Sie Unterstützung im Falle von Arbeitslosigkeit nach einer längeren Beschäftigung, bei Arbeitsausfällen, Kurzarbeit oder Zahlungsunfähigkeit Ihres/Ihrer Arbeitgeber_in. Zudem erhalten Sie ggf. (Wieder-)Eingliederungsmaßnahmen ins Erwerbsleben für Arbeitnehmer_innen.
- Aufgabe der gesetzlichen **Unfallversicherung** ist es, bei Arbeitsunfällen und Berufskrankheiten sowie arbeitsbedingten Gesundheitsgefahren abzusichern. Wenn Sie bei der Arbeit oder auf dem Weg dahin einen Unfall haben, sollten Sie dies dem/der Arbeitgeber_in mitteilen. Über die gesetzliche Unfallversicherung können dann mehr Maßnahmen zur Gesundung bezahlt werden als über die Krankenkasse. Auch im Fall einer Berufskrankheit kommt die gesetzliche Unfallversicherung dafür auf, die Gesundheit und Leistungsfähigkeit von Ihnen mit allen geeigneten Mitteln wiederherzustellen und Sie oder Ihre Hinterbliebenen durch Geldleistungen zu entschädigen.

! Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



Wohnen und Leben

Foto: Region Hannover/Thomas Langreder

STAATLICHE UNTERSTÜTZUNG

Umzugsgenehmigung und Mietkostenübernahme

Wenn Sie öffentliche Leistungen beziehen und die behördliche Erlaubnis zum Bezug einer Wohnung haben, werden die Mietkosten für Ihre Wohnung von dem für Sie zuständigen Jobcenter oder Sozialamt übernommen. Allerdings gibt es eine Höchstgrenze für Mietkosten. Erkundigen Sie sich vor der Unterzeichnung eines Mietvertrags bei der für Sie zuständigen Leistungsbehörde, ob und bis zu welcher Höhe die Mietkosten für Sie und Ihre Familie übernommen werden.

Bevor Sie eine neue Wohnung an einem anderen Ort beziehen, sollten Sie klären, ob Sie überhaupt umziehen dürfen: Menschen, die sich im Asylverfahren befinden, eine Duldung haben oder nach dem 1.1.2016 einen Schutzstatus erhalten haben, unterliegen einer sog. Wohnsitzauflage. Das heißt, Sie sind verpflichtet in einer/einem Ihnen zugewiesenen Unterkunft, Stadt, Landkreis, Bezirk oder Bundesland zu wohnen. Sofern eine solche Auflage in Ihr Aufenthaltspapier eingetragen ist und Sie außerhalb dieses Bereichs eine Wohnung beziehen wollen, müssen Sie zunächst eine Streichung oder Änderung der Wohnsitzauflage beantragen. Sie haben das Recht, mit Ihrem/Ihrer Ehepartner_in und mit Ihren minderjährigen Kindern zusammenzuleben. Im Übrigen wird eine Änderung der Wohnsitzauflage nur vorgenommen, wenn besondere Härten vorliegen (z. B. Pflege von nahen Angehörigen), oder wenn Sie am neuen Wohnort von Sozialhilfe weitgehend unabhängig leben können.

Wohngeld

Mit Wohngeld ist ein Mietzuschuss gemeint, den Sie monatlich erhalten und der von der Anzahl der Haushaltsmitglieder, der Höhe Ihres Einkommens und der Höhe der Miete abhängig ist. Wenn Sie keinen Anspruch auf Sozialhilfe haben, können Sie unter Umständen dennoch Wohngeld erhalten. Wenn Sie mit Ihrer Arbeit nur geringes Einkommen haben, sollten Sie einen Wohngeldantrag stellen. Wenn Sie Transferleistungen beziehen, z. B. Leistungen nach Asylbewerberleistungsgesetz, Arbeitslosengeld I oder II, haben Sie grundsätzlich keinen Anspruch auf Wohngeld. Die Wohnkosten sind bereits in diesen Transferleistungen enthalten.

Asylsuchende und Menschen mit einer Duldung oder Aufenthaltserlaubnis, die mit Zustimmung der Behörden eine eigene Wohnung anmieten, haben generell auch einen Anspruch auf Wohngeld.

Weitere Informationen und hilfreiche Adressen erhalten Sie u. a. auf www.hannover.de/wohngeld-1hh sowie online im Adressregister unter: www.nds-fluerat.org/wp-content/uploads/2007/03/10.-Adressen-zum-Thema-Wohnen-und-Leben-.pdf im Abschnitt „Wohnen und Leben“.

Sozialwohnungen und geförderter Wohnraum

Als Sozialwohnungen werden Wohnungen bezeichnet, die vom Staat gefördert werden und deren Miete dadurch oftmals deutlich niedriger ist. Es gibt sie in fast allen Gemeinden und Städten. Um eine solche Wohnung zu mieten, brauchen Sie einen Wohnberechtigungsschein. Diesen erhalten Sie, wenn Ihr Einkommen unter einer bestimmten Grenze liegt. Allerdings gilt der Schein nur befristet, Sie müssen ihn also regelmäßig verlängern. Sie können den Wohnberechtigungsschein bei Ihrer Stadt- oder Gemeindeverwaltung beantragen, meistens ist das Wohnungsamt dafür zuständig.

- Einen **Wohnberechtigungsschein** erhalten Sie nur, wenn sie seit mindestens 12 Monaten in Deutschland wohnen, d.h. sich „nicht nur vorübergehend“ in Deutschland aufhalten.

- Sollten Sie eine Aufenthaltsgestattung, Duldung oder einen Aufenthaltstitel nach § 25 Abs. 5 AufenthG besitzen, haben Sie eigentlich keinen Anspruch auf einen Wohnberechtigungsschein. Allerdings hat die für Sie zuständige Wohnraumförderstelle auf Ihren Antrag in Zusammenarbeit mit der Ausländerbehörde eine „**Prognoseentscheidung**“ zu treffen: Wenn davon ausgegangen werden kann, dass Sie sich noch mindestens ein Jahr in Deutschland aufhalten, kann ein Wohnberechtigungsschein erteilt werden.

Möchten Sie einen Wohnberechtigungsschein erhalten, empfiehlt es sich daher, einen Antrag auf Ausstellung eines Wohnberechtigungsscheins zu stellen und im Antrag darauf zu verweisen, dass von einem langen Aufenthalt in Deutschland auszugehen ist.

DIE WOHNUNGSSUCHE

Hilfe vom Wohnungsamt

Das Wohnungsamt in Ihrer Stadt oder Gemeinde kann Ihnen bei der Suche nach einer Wohnung behilflich sein. Voraussetzung ist allerdings, dass Sie eine Wohnung beziehen dürfen. Solange in Ihrem Aufenthaltspapier eine Wohnsitzauflage verfügt ist, die Ihrem gewünschten Wohnort widerspricht, müssen Sie zunächst bei der Ausländerbehörde einen Antrag auf „Streichung der Wohnsitzauflage“ stellen.

Wenn Wohnungen durch das Wohnungsamt nicht direkt vermittelt werden können, werden Ihnen die Mitarbeiter_innen des Wohnungsamtes mit weiterführenden Adressen und Informationen zur erfolgreichen Wohnungssuche weiterhelfen.

Wohnen Sie in der Landeshauptstadt Hannover, können sie sich zusätzlich auch an das Integrationsmanagement wenden, falls deren Mitarbeiter_innen in Ihrer Unterkunft vertreten sind.

Eigenständige Wohnungssuche

Eine gute Möglichkeit, um eine passende Wohnung zu finden, ist die eigenständige Suche im Internet oder in der Zeitung. Es gibt eine Menge kostenlose Internetseiten, die auf die Wohnungssuche und Wohnungsvermittlung spezialisiert sind. Beispiele sind:

- www.immobilienscout24.de
- www.immowelt.de
- www.meinestadt.de
- www.wg-gesucht.de
- www.studenten-wg.de

Auch in der Zeitung finden sich häufig Anzeigen zu freien Wohnung in Ihrer Umgebung. In der Regel finden Sie Wohnungsanzeigen am Samstag und manchmal am Mittwoch in einer Zeitung.

In der Region Hannover gibt es zudem einige Organisationen, die sie gerne und kostenlos bei der Wohnungssuche unterstützen und Ihnen helfen, so schnell wie möglich eine passende Wohnung zu finden.

Nähere Informationen finden Sie unter:

www.du-bist-willkommen.com

Wohnung gesucht
 Paarpaar sucht 3-5 Zimmer-Wohnung
 Allstock/ Südstadt!

Provisionen von Immobilienmakler_innen

Sie können für Ihre Wohnungssuche auch Immobilienmakler_innen beauftragen. Diese vermitteln Ihnen nach Ihren Wünschen ausgewählte Wohnungen. Immobilienmakler_innen werden für ihre Arbeit bezahlt. In der Regel müssen der/die Auftragserteiler_in die Bezahlung übernehmen. Wenn Vermieter_innen also eine Wohnung über Makler_innen vermieten möchten, müssen sie dafür bezahlen. Sollten Sie selbst eine_n Makler_in beauftragen, für Sie eine Wohnung zu suchen, müssen Sie dafür bezahlen.

NACH DEM UMZUG

Wohnsitz ummelden

Wenn Sie eine andere Unterkunft, Wohnung oder ein anderes Haus bezogen haben, müssen Sie Ihre Adresse umgehend der Ausländerbehörde und dem Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF) mitteilen. Eine verspätete Ummeldung kann ansonsten ein Bußgeld nach sich ziehen und negative Auswirkungen auf Ihr Asylverfahren haben. Also melden Sie sich möglichst zeitnah mit Ihrer neuen Adresse um.

Internet/Telefon ummelden

Wichtig ist es, dass Sie möglichst früh Ihren Anbieter für Telefon und Internet über Ihren Umzug informieren. Meistens braucht der Anbieter etwas Zeit, um das Telefon/Internet in Ihrer neuen Wohnung einzurichten.

Nachsendeantrag

Sie sollten bereits vor dem Umzug in eine neue Wohnung/ein neues Haus bei der Post einen sog. Nachsendeantrag stellen. Die Post schickt dann alle eingehende Post für einen von Ihnen gewählten Zeitraum automatisch an Ihre neue Adresse. Während des laufenden Nachsendeanspruchs sollten Sie möglichst Banken, Versicherungen, Ämter und Behörden über Ihre neue Adresse informieren. Für einen Nachsendeantrag fallen allerdings Gebühren an, aktuell liegen diese bei ca. 20 € für einen Zeitraum von 6 Monaten.

Infos dazu finden Sie unter: www.nachsendeantrag.de

MIETE UND MIETRECHT

Mietvertrag

Wenn Sie eine Wohnung anmieten möchten, müssen Sie zuvor einen Mietvertrag unterschreiben. In einem Mietvertrag werden alle Bedingungen des Mietverhältnisses geregelt, welche für Sie und den/die Vermieter_in der Wohnung bindend sind. Er ist also ein sehr wichtiges Dokument und sollte gut aufgehoben werden. Wichtig ist, dass Sie den Mietvertrag vor dem Unterzeichnen aufmerksam lesen. Sollten Sie Verständnisschwierigkeiten zu bestimmten Einzelheiten haben oder unsicher sein, ob Sie bestimmte Klauseln im Vertrag unterschreiben sollten, können Sie Hilfe in Anspruch nehmen, z. B. beim nächstgelegenen Mieterverein oder dem Mieterschutzbund. Auch bei rechtlichen Fragen oder Konflikten mit Ihren Vermieter_innen werden Sie hier ausführlich beraten. Dieses Angebot ist jedoch kostenpflichtig.

Übergabeprotokoll

Zusätzlich zum Mietvertrag müssen Sie oftmals auch noch ein sog. Übergabeprotokoll unterschreiben. Darin wird festgehalten, in welchem Zustand Sie die Wohnung bezogen haben und welche Schäden/Mängel in der Wohnung bereits bestehen. Achten Sie auch hier darauf, dass keine Schäden vergessen werden, da Sie ansonsten von dem/der Vermieter_in bei Ihrem Auszug dafür haftbar gemacht werden könnten. Auch Sie selbst können von Vermieter_innen ein Übergabeprotokoll verlangen, um sich gegen spätere Forderungen abzusichern.

Kaution

Als Sicherheit für mögliche Mietrückstände oder notwendige Reparaturen in der Wohnung nach Ihrem Auszug dürfen Vermieter_innen von Mieter_innen eine Kaution verlangen. Die Summe der Kaution darf höchstens so hoch sein wie drei Monatskaltmieten (Miete ohne Nebenkosten) und wird in der Regel auf ein spezielles Konto überwiesen. In einigen Fällen übernimmt das Sozialamt bzw. das Jobcenter die Mietkaution und zahlt diese direkt an den/die Vermieter_in. Erkundigen Sie sich also vorher beim Sozialamt bzw. Jobcenter, ob ihre Mietkaution übernommen wird.

Miete und Nebenkosten

Als **Kaltmiete** wird der Anteil der Miete bezeichnet, den Mieter_innen nur für die Nutzung der Wohnung an den/die Vermieter_in bezahlen müssen. Die Kaltmiete enthält keine sonstigen Nebenkosten, die beim Mieten einer Wohnung anfallen.

Bei einer Mietwohnung fallen außer der Kaltmiete weitere Kosten an. Diese Zusatzkosten werden in den sog. **Nebenkosten** zusammengefasst. Das genutzte Wasser sowie die Heizungskosten müssen je Wohnung bezahlt werden. Dazu kommen die Gebühren für die Müllentsorgung sowie Versicherungen, die der/die Eigentümer_in eventuell für die Wohnung abgeschlossen hat. Häufig werden auch Schornsteinreinigungen, Immissionsmessungen, Hausmeisterkosten und Wartungsarbeiten der Heizungsanlage berechnet.

Auch ein Teil der Nebenkosten wird bei Bedürftigkeit vom Sozialamt bzw. Jobcenter übernommen. Erkundigen Sie sich auch hier vorher, ob und bis zu welchem Betrag die Nebenkosten für ihre Wohnung vom Sozialamt bzw. Jobcenter übernommen werden.



Sonstige Kosten

Zu den Nebenkosten kommen oftmals noch weitere Kosten hinzu, die durch das Mieten einer Wohnung entstehen können und nicht in der Miete an den/die Vermieter_in enthalten sind. Darunter fallen unter anderem die Kosten für Strom, Telefon, Internet und eventuell Kabelanschluss sowie für Heizung, falls diese nicht in den Nebenkosten enthalten sind. Diese Kosten müssen Sie zusätzlich an den jeweiligen Anbieter für Strom, Telefon etc. bezahlen.

Allgemeine Informationen und auch arabischsprachige Flyer zu dem Thema „Energiekosten sparen“ finden Flüchtlinge und Helfer_innen auf der Homepage der Verbraucherzentrale Niedersachsen unter: www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/arabischsprachige-flyer

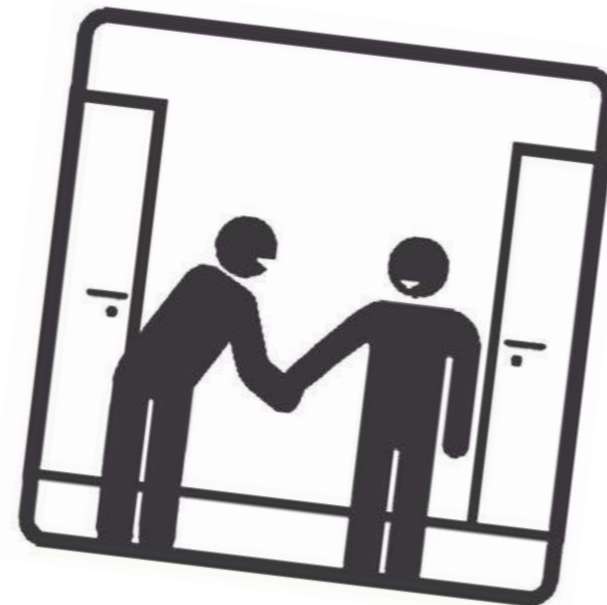
Pflichten des Mieters/der Mieterin und Verhalten gegenüber der Nachbarschaft

Nachts gilt in Deutschland die **gesetzliche Nachtruhe** von 22 Uhr abends bis 6 Uhr morgens. In dieser Zeit darf die Zimmerlautstärke nicht überschritten werden.

Zudem gibt es in manchen Wohnhäusern **Hausordnungen**. Das ist eine interne Ordnung, der Sie mit der Unterzeichnung des Mietvertrags zustimmen. Sie legt die Regeln für das Zusammenleben aller Hausbewohner_innen fest, z. B. ob und wann Sie für die Reinigung des Treppenhauses zuständig sind. Sie erhalten die Hausordnung von Ihrer Hausverwaltung oder Ihren Vermieter_innen.

Nehmen Sie nach ihrem Einzug in ihre neue Wohnung ruhig den Kontakt zu Ihren Nachbar_innen auf. Klingeln Sie bei ihnen, stellen Sie sich vor und lernen Sie sich besser kennen.

Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



SENIOREN- UND PFLEGESTÜTZPUNKTE

Senioren- und Pflegestützpunkte informieren und beraten ältere Menschen zu einer Fülle von Themen. Wer sich zivilgesellschaftlich engagieren möchte, erhält ebenso Rat wie diejenigen, die ihre Wohnung barrierefrei gestalten wollen. Auch wer Angebote zur Alltags- und Freizeitgestaltung in seiner Umgebung sucht, bekommt hier Auskunft.

Das wichtige Thema Pflege bildet einen Schwerpunkt der Beratung. Wenn Sie wegen einer gesundheitlichen Beeinträchtigung Hilfe bei der alltäglichen Lebensführung benötigen, sich also z. B. nicht mehr selbst versorgen können, hilft Ihnen der Senioren- und Pflegestützpunkt, die notwendigen Hilfen zu organisieren und Anträge zur Finanzierung zu stellen. Er gibt auch Ratschläge, wo Sie Unterstützung erhalten können, wenn Ihnen die Pflege eines/einer Angehörigen zu viel wird.

Das Angebot richtet sich in erster Linie an Pflegebedürftige und ihre Angehörigen. Außerdem spricht es Menschen an, die sich ehrenamtlich im Seniorenbereich engagieren möchten.

Adressen

Senioren- und Pflegestützpunkt Burgdorfer Land

Rathaus I, Marktstr. 55, 31303 Burgdorf
Ab Frühjahr 2017: Marktstr. 23, 2. OG, 31303 Burgdorf
Telefon 05 11/700 201 16 und 17
E-Mail SPN.BurgdorferLand@region-hannover.de

Überwiegend zuständig für die Städte und Gemeinden Burgdorf, Burgwedel, Isernhagen, Langenhagen, Lehrte, Sehnde, Uetze und die Wedemark

Senioren- und Pflegestützpunkt Calenberger Land

Am Rathaus 14a, 30952 Ronnenberg OT Empelde
Telefon 05 11/700 201 18 und 19
E-Mail SPN.CalenbergerLand@region-hannover.de

Überwiegend zuständig für die Städte und Gemeinden Barsinghausen, Gehrden, Hemmingen, Laatzen, Pattensen, Ronnenberg, Springe und Wennigsen

Senioren- und Pflegestützpunkt Unteres Leinetal

Medicum – Erdgeschoss –
Am Stadtgraben 28a, 31515 Wunstorf
Telefon 05 11/700 201 14 und 15
E-Mail SPN.UnteresLeinetal@region-hannover.de
Überwiegend zuständig für die Städte und Gemeinden Garbsen, Neustadt a. Rbge., Seelze und Wunstorf

Die Senioren- und Pflegestützpunkte in Burgdorf, Ronnenberg OT Empelde und Wunstorf haben
Montag bis Freitag 08.15 bis 12.00 Uhr
Montag 13.00 bis 16.00 Uhr
Donnerstag 15.00 bis 17.00 Uhr
und nach Vereinbarung geöffnet.

Außerdem bieten die Senioren- und Pflegestützpunkte Außensprechstunden an. Ort und Zeit können bei den Senioren- und Pflegestützpunkten erfragt werden.

Die Öffnungszeiten der **Senioren- und Pflegestützpunkte Niedersachsen 1 und 2 der Landeshauptstadt Hannover** sowie deren Nebenstellen erfragen Sie bitte beim

SeniorenService Zentrum

Fachbereich Senioren der Landeshauptstadt Hannover
Ihmepassage 5
30449 Hannover
Telefon 05 11/ 168-4 23 45

Verkehr - Mobilität

VERKEHRSMITTEL UND TARIFZONEN

Regional- und S-Bahn

Die Regional- und S-Bahnen verkehren in der gesamten Region Hannover sowie in einigen angrenzenden Landkreisen. Sie sind das schnellste Verkehrsmittel in der Region Hannover, halten jedoch nicht an so vielen Haltestellen. Die Stadtbahn und Busse halten dagegen häufiger. Die Regional- und S-Bahnen fahren in der Regel alle 60 Minuten, teilweise auch alle 30 Minuten.

Bus

In der Region Hannover fahren Busse von 2 Verkehrsunternehmen. Im Stadtgebiet von Hannover und einigen Nachbarstädten fahren die üstra-Busse meistens alle 10 – 30 Minuten, in der Region Hannover fahren die RegioBus-Linien. Die RegioBus-Linien verbinden meistens alle 30 – 60 Minuten die Ortschaften mit ihrem Zentrum und der Stadt Hannover.

Stadtbahn Hannover

Die Stadtbahn Hannover verkehrt ausschließlich im Stadtgebiet von Hannover und in einigen Nachbargemeinden und -städten. Die Bahnen fahren in der Regel alle 10 Minuten, abends und am Sonntag etwas seltener. Die wichtigste Umsteigestation heißt „Kröpcke“. Sie liegt im Zentrum der Stadt und ist Haltestelle aller Stadtbahnlinien.

Verkehrszonen

Der öffentliche Nahverkehr in der Region Hannover wird als Großraum-Verkehr-Hannover (GVH) bezeichnet und ist in Zonen unterteilt. Es gibt für Tickets 3 Zonen und für Monatskarten 4 Zonen. Informationen dazu finden Sie unter www.gvh.de/tickets-cards/zonen. Vor Fahrtantritt müssen Sie darauf achten, durch wie viele Verkehrszonen Ihre Fahrt verläuft. Dies hat Auswirkungen auf den Preis für einen Fahrticket. Je mehr Verkehrszonen Ihre Fahrt durchquert, desto teurer wird das entsprechende Fahrticket.

TIPPS ZUR NUTZUNG DER ÖFFENTLICHEN VERKEHRSMITTEL

Betriebszeiten der Busse und Bahnen

- Wochentags fahren Busse und Bahnen in der Regel ab 4:00 Uhr morgens, die letzte Fahrt des Tages ist meist gegen 0:00 Uhr oder 0:30 Uhr. In den Wochenendnächten fahren Bahnen und einige Busse in der Region Hannover zwischen ca. 1.00 Uhr und 4.00 Uhr mindestens stündlich.
- Ab 1:00 Uhr fahren die Stadtbahnlinien in Hannover im 30-Minuten-Takt im Nachtsternverkehr. Das bedeutet, dass Sie an der zentralen Haltestelle „Kröpcke“ in alle anderen Linien umsteigen können und somit schnell und einfach nach Hause kommen.
- Wann die nächste Bahn/der nächste Bus fährt, können Sie dem Fahrplan an der Haltestelle entnehmen. Außerdem gibt es oft Anzeigetafeln, auf denen die Minuten angezeigt werden, bis die nächste Bahn/der nächste Bus kommt.
- Außerdem gibt es vom Großraum-Verkehr-Hannover (GVH) eine kostenlose App, in der Sie alle Fahrpläne der Busse und Bahnen und Informationen über mögliche Verspätungen und Sperrungen erhalten.

Die App finden Sie unter: www.gvh.de/service/gvh-app

Orientierung vor und während der Fahrt

- An den Bahnen und Bussen sind vorne und an der Seite die Nummer der Linie und ihre Endhaltestelle angegeben.
- An welchen Haltestellen die Linie hält, können Sie dem Fahrplan an der Haltestelle entnehmen. In den Bahnen und Bussen hängt auch ein Fahrplan mit allen Haltestellen der Linie, zudem wird die nächste Haltestelle auf Bildschirmen angezeigt und auch durchgesagt.
- Wann Sie wo und in welche Linie umsteigen können, wird ebenfalls auf dem Bildschirm und dem Fahrplan in der Bahn/dem Bus angezeigt bzw. durchgesagt. Sollten Sie sich nicht sicher sein, können Sie natürlich auch den/die Fahrer_in, den/die Zugbegleiter_in oder andere Fahrgäste fragen. Diese werden Ihnen dabei sicherlich gerne behilflich sein.

TICKETKAUF UND TICKETARTEN

Kauf eines Tickets

Wenn Sie öffentliche Verkehrsmittel benutzen, müssen Sie vor dem Fahrtantritt eine Fahrkarte kaufen. Ein Ticket bekommen Sie an den Automaten der Bahnstationen und Stadtbahnhaltestellen, in GVH Verkaufsstellen, in GVH-Servicestellen sowie bei den Fahrer_innen in den Bussen (Ausnahme: keine SammelTickets).

Manche Tickets müssen Sie nach dem Kauf noch an einem „Stempel-Automaten“ entwerten. Fragen Sie am besten die Fahrer_innen oder andere Fahrgäste, wenn Sie nicht sicher sind, ob Ihr Ticket nach dem Kauf vor der Fahrt noch entwertet werden muss.

Haben Sie keine gültige Fahrkarte und werden während der Fahrt kontrolliert, gilt dies als „Schwarzfahren“. Die Strafe hierfür beträgt aktuell 60 € und muss innerhalb von 14 Tagen bezahlt werden. Sollten Sie wiederholt ohne ein gültiges Fahrticket angetroffen werden, droht eine Strafanzeige.

Welche Ticketarten gibt es?

• Einzelticket

Mit einem Einzelticket können Sie 120 Minuten Busse und Bahnen benutzen. Achten Sie allerdings darauf, dass Sie in dieser Zeit nicht auf der gleichen Strecke wieder zurück fahren dürfen.

• TagesTicket/TagesgruppenTicket:

Planen Sie an einem Tag mehrere Fahrten, könnte ein TagesTicket möglicherweise billiger für Sie sein. Mit diesem Ticket können Sie einen ganzen Tag bis 5.00 Uhr des nächsten Tages in den Bussen und Bahnen unbegrenzt häufig fahren. Möchten Sie mit mehreren Personen fahren, können Sie auch ein TagesgruppenTicket erwerben. Damit können bis zu 5 Personen einen ganzen Tag unbegrenzt häufig fahren.

• Kurzstreckenticket

Mit diesem Ticket können Sie in der Stadtbahn bis zu 3 Stationen fahren, in den Bussen bis zu 5 Stationen. Das Ticket gilt für 30 Minuten und ist günstiger als ein normales Einzelticket. Das Kurzstreckenticket gilt nicht in den Regionalbahnen und nicht in der S-Bahn.

• SammelTicket

SammelTickets sind etwas günstiger als der Kauf von Einzelfahrkarten. Sie umfassen je 6 oder 4 Einzelfahrkarten in einem Block und sind nur im Vorverkauf erhältlich.

• Monatskarte

Sollten Sie häufig mit Bus und Bahn in der Region Hannover fahren, beispielsweise um Ihre Arbeitsstelle oder Schule zu erreichen, lohnt sich der Kauf einer Monatskarte für Sie. Diese Karte kann je nach Art der Monatskarte - auch auf andere Personen übertragen werden und ist im Vergleich zum Einzelticket bei häufiger Nutzung deutlich günstiger. Einige Monatskarten ermöglichen auch die Mitnahme weiterer Personen zu bestimmten Zeiten an Abenden in der Woche und am Wochenende.

• Region-S-Karte/Sozialtarif

Wenn Sie Leistungen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz, Grundsicherung im Alter/bei Erwerbsminderung oder Arbeitslosengeld II beziehen, haben Sie ein Anrecht auf die Region-S-Karte. Fragen Sie dazu Ihre_n Ansprechpartner_in im Sozialamt bzw. im Jobcenter.

Mit der Region-S-Karte können Sie dann vergünstigte Tagestickets (TagesEinzelticket S) oder Monatskarten (MobilCard S) kaufen. Für Kinder zwischen 6 und 14 Jahren gibt es das KinderTagesTicket S.

Wichtig: Die Region-S-Karte gilt nicht als Fahrticket. Sie müssen immer noch ein Fahrticket zusätzlich vor dem Fahrtantritt kaufen, ansonsten gilt dies als „Schwarzfahren“.

Alle Informationen zur Region-S-Karte finden Sie hier:

www.region-s-karte.de

Allgemeine Informationen zu der Nutzung von Öffentlichen Verkehrsmitteln finden Flüchtlinge und Helfer_innen auf der Homepage der Verbraucherzentrale Niedersachsen unter: www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/oeffentliche-verkehrsmittel-fluechtlinge



Fahrräder

Ein beliebtes, schnelles und günstiges Fortbewegungsmittel in der Region Hannover ist das Fahrrad. In der gesamten Region Hannover gibt es gute Fahrradwege, auf denen Sie schnell an ihr Ziel kommen.

Es gibt in der Region Hannover einige Organisationen und Initiativen, die Flüchtlingen **Fahrräder kostenlos zur Verfügung stellen** und bei der Reparatur des eigenen Fahrrads helfen können, z. B. der „Unterstützerkreis Flüchtlingsunterkünfte Hannover e.V.“ oder die „Flüchtlingsinitiative Bothfeld“.

Adressen zu Fahrradwerkstätten und Gruppen, die Flüchtlingen Fahrräder zur Verfügung stellen finden Sie online im Adressregister unter www.nds-fluerat.org.

! Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



Gesundheit und medizinische Versorgung

GESUNDHEITSSYSTEM UND KRANKENKASSEN

Welche medizinischen Leistungen erhalte ich nach der Ankunft in Deutschland?

Wenn Ihr Asylverfahren noch läuft, oder wenn Sie nur über eine Duldung verfügen, erhalten Sie in den ersten fünfzehn Monaten Ihres Aufenthalts nur medizinische Grundleistungen. Dies wird durch das Asylbewerberleistungsgesetz geregelt. Zu diesen Leistungen zählen

- Behandlung von akuten Erkrankungen und Schmerzzuständen
- Medizinisch notwendige Vorsorgeuntersuchungen
- Hilfe bei Schwangerschaft und Geburt
- Sonstige Leistungen, wenn sie zur Sicherung der Gesundheit nötig sind.

Für eine notwendige Behandlung durch eine_n Arzt/Ärztin erhalten Sie vom örtlichen Sozialamt einen **Behandlungsschein**. Die gesetzlichen Einschränkungen bei der Krankenversorgung laut Asylbewerberleistungsgesetz in den ersten 15 Monaten führen zuweilen zu Diskussionen über die Frage, welche Leistungen bewilligt werden. Das Sozialamt entscheidet in manchen Fällen erst nach Rücksprache mit einem Amtsarzt bzw. einer Amtsärztin darüber, ob eine Behandlung bewilligt wird oder nicht. Eine Krankenversicherungskarte („Gesundheitskarte“) für Flüchtlinge ist in Vorbereitung.*

Medizinische Leistungen nach mindestens 15 Monaten Aufenthalt in Deutschland

Wenn Sie sich schon mindestens 15 Monate in Deutschland aufhalten, erhalten Sie die Leistungen der gesetzlichen Krankenversicherung im gleichen Umfang wie hier bereits länger lebende Menschen. Sie erhalten eine **Versicherungskarte** und bekommen alle Leistungen, auf die auch alle anderen Versicherten einen Anspruch haben, von der von Ihnen gewählten gesetzlichen Krankenkasse. Die Versicherungskarte müssen Sie bei jedem Arztbesuch vorlegen, damit die Kosten für die Behandlung über diese abgerechnet werden können.

Leistungen der Pflegeversicherung erhalten Sie allerdings nicht über die Krankenkasse. Diese können Sie ggf. beim Sozialamt beantragen. Bei Heil- und Hilfsmitteln sowie Medikamenten müssen Sie oftmals eine Zuzahlung leisten. Kosten für Dolmetscher_innen und Fahrtkosten werden in der Regel nicht von den Krankenkassen übernommen und sollten ggf. beim Sozialamt beantragt werden.

* **Ob eine elektronische Gesundheitskarte für Flüchtlinge in der Region Hannover eingeführt wird, stand bei Redaktionsschluss noch nicht fest.**

Was ist eine Krankenkasse/ Krankenversicherung?

Wenn Sie als Angestellte_r einer Arbeit nachgehen und über 450 € im Monat verdienen, zahlen Sie monatlich einen Beitrag Ihres Einkommens für Ihre Krankenversicherung. Die Höhe des Betrags richtet sich dabei nach der Höhe Ihres Einkommens. Dabei ist es egal, ob die Person gerade krank oder gesund ist.

Seit dem 1. Januar 2009 besteht in Deutschland die sog. allgemeine Krankenversicherungspflicht. Wenn Sie Mitglied einer Krankenkasse sind und jeden Monat etwas für Ihre Krankenversicherung zahlen, kommen die Krankenkassen für Ihre Arztbesuche, bestimmte Medikamente oder für Ihren Aufenthalt im Krankenhaus auf. Durch die Krankenkasse werden teilweise auch Vorsorgebehandlungen bezahlt, um möglichen Erkrankungen schon frühzeitig vorzubeugen.

In Deutschland gibt es zwei Arten von Krankenversicherungen, eine gesetzliche und eine private Krankenversicherung. Die meisten Menschen in Deutschland sind in der gesetzlichen Krankenversicherung versichert. Dies ist bis zu einer bestimmten Einkommenshöhe Pflicht. Wenn Sie sehr gut verdienen, können Sie sich aussuchen, ob Sie freiwillig in der gesetzlichen Krankenversicherung oder in einer privaten Krankenversicherung versichert sein möchten.

Wenn Sie Arbeitslosengeld I oder Arbeitslosengeld II beziehen, sind Sie über die Agentur für Arbeit oder das Jobcenter krankenversichert, d.h. das Jobcenter bezahlt für Sie den monatlichen Beitrag zur Krankenversicherung.

GENERELLE GESUNDHEITSVORSORGE

Vorsorgeuntersuchungen

Die Behandlungs- und Heilungsmöglichkeiten sind umso besser, je eher eine Krankheit erkannt wird. Im deutschen Gesundheitssystem gibt es daher eine Reihe von Vorsorge- und Früherkennungsuntersuchungen, wie z.B. Impfungen und Krebsfrüherkennung, auf deren Wahrnehmung Sie einen Anspruch haben.

Ab einem Alter von 35 Jahren werden einige Vorsorge- und Früherkennungsuntersuchungen übernommen, d.h. diese sind für Sie kostenlos. Sie haben alle zwei Jahre einen Anspruch auf diese Untersuchungen. Manche Leistungen (sog. „iGel“-Leistungen) muss man jedoch selbst bezahlen. **Nicht jede dieser Leistungen ist sinnvoll.** Fragen Sie dazu jeweils Ihre_n Arzt/Ärztin und Ihre Krankenkasse.

Speziell für Kinder gibt es verbindliche Früherkennungsuntersuchungen, um Entwicklungsstörungen und Erkrankungen möglichst frühzeitig feststellen zu können. Es werden von der Geburt bis zum Schulalter 9 Untersuchungen durchgeführt. Lassen Sie sich daher am besten von Kinderärzt_innen beraten. Die Kosten für die Untersuchungen werden ebenfalls von der Krankenkasse bzw. vom Leistungsträger übernommen.

Impfungen

Impfungen gehören zu den wichtigsten Vorsorgemaßnahmen für Ihre Gesundheit, da sie vor schweren Krankheiten schützen können. In Deutschland sind Impfungen generell freiwillig, allerdings werden bestimmte Schutzimpfungen ausdrücklich empfohlen. Wann Sie welche Impfung durchführen lassen sollten, wird in einem sog. Impfpass vermerkt. Dieser wird Ihnen von Ärzt_innen ausgestellt. Dort steht auch, gegen welche Krankheiten Sie bereits zu welchem Zeitpunkt geimpft wurden. Die Kosten für viele Impfungen werden von der Krankenkasse übernommen.

Da Infektionskrankheiten für Säuglinge und kleine Kinder besonders gefährlich sind, sollten Sie Ihre Kinder bereits in den ersten Lebensmonaten gegen alle wichtigen Krankheiten impfen lassen. Die empfohlenen Impfungen für Kinder und Säuglinge finden Sie ebenfalls in Ihrem Impfpass.

Schwangerschaft

Sollten Sie die Vermutung haben, dass Sie schwanger sind, können Sie Ärzt_innen aufsuchen oder aber auch selbst in der Apotheke oder einer Drogerie einen **Schwangerschaftstest** kaufen. In Deutschland und entsprechend auch in der Region Hannover besteht ein breites Angebot an Vorsorgeuntersuchungen, begleitenden Hilfen und Beratungen für Schwangere. Dort erhalten Sie Antworten bei Fragen rund um die Themen Schwangerschaft und Geburt und Unterstützung vor, während und nach der Schwangerschaft. Wohlfahrts- und Familienverbände, Kirchen, Sozialämter, Gesundheitsämter und Ärzt_innen bieten Schwangerschaftsberatungen und Schwangerschaftskonfliktberatungen an, wenn Sie kein Kind austragen wollen oder können. Neben der persönlichen Beratung vor Ort gibt es auch Beratungsangebote per Telefon und im Internet. Die Beratung kann auf Wunsch auch anonym durchgeführt werden. Einige Adressen finden Sie im Adressregister im Abschnitt „Gesundheit – Medizinische Vorsorge“.

www.nds-fluerat.org/wp-content/uploads/2007/03/11.-Adressen-zum-Thema-Gesundheit-.pdf

Während der Schwangerschaft und nach der Geburt Ihres Kindes haben Sie Anspruch auf Betreuung durch eine Hebamme und eine_n Arzt/Ärztin. Während der Schwangerschaft sollten Sie zudem ca. alle vier Wochen zu einem Frauenarzt bzw. einer Frauenärztin gehen – ab

der 32. Schwangerschaftswoche alle zwei Wochen. Die Kosten für die **Schwangerschaftsvorsorge** übernimmt Ihre Krankenkasse bzw. das zuständige Sozialamt.

Sollten Sie berufstätig sein, haben Sie Anrecht auf den sog. **Mutterschutz**. Das bedeutet, dass Sie sechs Wochen vor der Geburt und acht Wochen danach nicht arbeiten gehen müssen, Ihr Arbeitsplatz bleibt Ihnen natürlich trotzdem erhalten. Generell dürfen Schwangere in Deutschland nicht mehr als 8,5 Stunden am Tag arbeiten und dabei keine schweren körperlichen Arbeiten verrichten.

Betreuung während und nach der Schwangerschaft

Während der Schwangerschaft und nach der Geburt haben Sie Anspruch auf Betreuung durch eine Hebamme und eine_n Arzt/Ärztin. Eine Hebamme besucht Sie zu Hause und berät und unterstützt Sie bei allen Fragen rund um die Schwangerschaft. Das können auch Fragen zu Ihrer Berufstätigkeit, zu besonderen Rechten und Vorschriften, aber auch zu Ängsten, gesundheitlichen Beschwerden und Geldleistungen sein. Daher ist es sehr empfehlenswert, dass Sie sich eine Hebamme suchen, z. B. unter www.hebammensuche.de

HILFE BEI KRANKHEITEN UND UNFÄLLEN

Der Besuch bei Ärzt_innen

In Deutschland besteht **freie Arztwahl**, Sie können also grundsätzlich jede_n Arzt/Ärztin in Ihrer Stadt oder Kommune aufsuchen – oft allerdings nur nach vorheriger telefonischer oder persönlicher Anmeldung.

Sind Sie bereits über eine Krankenkasse versichert, können Sie jederzeit zu Ärzt_innen gehen. Sollten Sie noch nicht über eine Krankenkasse versichert sein, brauchen Sie zur Gewährleistung einer Kostenübernahme einen Behandlungsschein von Ihrem zuständigen Sozialamt. In Notfällen können Sie natürlich sofort zu Ärzt_innen gehen, müssen allerdings anschließend den Behandlungsschein bei der zuständigen Behörde nachreichen.

Generell unterliegen Ärzt_innen in Deutschland der sog. **Schweigepflicht**, d.h. sie dürfen ohne Ihre Zustimmung keine Informationen an andere weitergeben – nicht an offizielle Stellen, Familienmitglieder oder auch Arbeitgeber_innen.

Manchmal ist es nötig, dass Ihr_e Arzt/Ärztin Sie an eine_n Facharzt/ Fachärztin überweist (z. B. für Orthopädie, Inneres, Urologie usw.). Es kann einige Monate dauern, bis Sie dort einen Termin erhalten. Sollten Sie nicht krankenversichert sein, muss zudem das Sozialamt einer Behandlung zustimmen und einen neuen Behandlungsschein für Sie ausstellen.

Wenn Ärzt_innen Ihnen Medikamente zur Behandlung Ihrer Krankheiten verschreiben, stellen sie hierfür ein Rezept aus. Mit diesem Rezept können Sie anschließend in Apotheken das entsprechende Medikament abholen. Nicht immer werden alle Kosten für das Medikament von der Krankenkasse übernommen, fragen Sie daher ruhig vorher, wie hoch der Betrag ist, den Sie selbst bezahlen müssen.

Sollten Sie noch nicht über ausreichende Deutschkenntnisse verfügen, können Sie sich an die **Kassenärztliche Vereinigung Niedersachsen** wenden. Dort werden Sie dann nach Möglichkeit an Ärzt_innen verwiesen, welche Ihre Sprache sprechen.

Unfälle und andere Notfälle

Bei Unfällen oder anderen Notfällen und akuten Erkrankungen können und sollten Sie sofort die Polizei, den Rettungsdienst oder den ärztlichen Notdienst anrufen. Die folgenden Notrufnummern können Sie jederzeit und in ganz Deutschland erreichen.

- Den **Rettungsdienst und die Feuerwehr** erreichen Sie unter der Nummer: **112**
- Die **Polizei** erreichen Sie unter der Nummer: **110**
- Den **ärztlichen Notdienst** erreichen Sie unter der Nummer: **116-117**

Wenn Sie einen **Notruf** machen, sollten Sie möglichst genau die Notfallsituation beschreiben. Am Telefon werden Sie daher nach folgenden Informationen gefragt:

- **WER** ruft an ? (Name, Telefonnummer für Rückruf)
- **WAS** ist passiert ? (genaue, kurze Beschreibung)
- **WO** ist es passiert ? (Ort, Straße, Hausnummer, Stockwerk)
- **WIE VIELE** Personen sind betroffen?
- **WANN** ist es passiert?

Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



Traumatisierung, psychische Probleme und häusliche Gewalt

Sollten Sie oder jemand in Ihrem Umfeld an starken Ängsten, Alpträumen, Depressionen oder sonstigen Symptomen leiden, die auf eine psychische Erkrankung hindeuten, können Sie sich umgehend an Ärzt_innen Ihres Vertrauens wenden. Diese helfen Ihnen dabei, geeignete Psycholog_innen für Sie zu finden, die Ihnen und ggf. auch Personen in Ihrem Umfeld bei der Bewältigung und dem Umgang mit diesen Problemen weiterhelfen.

Flüchtlinge leiden aufgrund von schrecklichen Ereignissen, die sie erlebt haben, überdurchschnittlich oft an posttraumatischen Belastungsstörungen oder anderen psychischen Erkrankungen. Sie sollten, wie jede andere Krankheit, von Ärzt_innen oder Psycholog_innen behandelt werden.

- In akuten Krisensituationen können Sie sich auch an den **Sozialpsychiatrischen Dienst** wenden – Telefonnummer: 0511 616 43284. Der Sozialpsychiatrische Dienst verfügt im gesamten Regionsgebiet über insgesamt elf Beratungsstellen für Erwachsene und eine Beratungsstelle für Kinder und Jugendliche.
- Fachkundige Hilfe erhalten Sie auch beim „**Netzwerk für traumatisierte Flüchtlinge in Niedersachsen (NTFN)**“, Marienstraße 28, 30171 Hannover; Tel.: 0511 85644510

Wenn Sie häusliche Gewalt erfahren haben oder anderweitig durch Gewalt bedroht sind, sollten Sie umgehend Hilfe aufsuchen. In der Region Hannover gibt es eine Vielzahl vertraulicher Beratungsstellen und Einrichtungen, die Ihnen helfen können. Insbesondere für Frauen existieren einige spezielle Beratungsstellen. Sollten Sie in akuter Gefahr umgehend Hilfe benötigen, ist es ratsam, die Polizei zu alarmieren, auch wenn Ihnen gedroht wird, dies nicht zu tun. Möchten Sie Anzeige gegen die betreffende Person erstatten, müssen Sie ebenfalls zur Polizei gehen.

Sie finden online im Adressregister unter dem Abschnitt „Gesundheit – Medizinische Vorsorge“ die Adressen von Einrichtungen und Organisationen, die Ihnen oder anderen Personen bei der Bewältigung traumatischer Erlebnisse, psychologischer Probleme oder häuslicher Gewalt helfen.

www.nds-fluerat.org/wp-content/uploads/2007/03/11.-Adressen-zum-Thema-Gesundheit-.pdf

Kinder - Familie - Erziehung

KINDERGELD/KINDERZUSCHLAG

Kindergeld

Zusätzlich zum Elterngeld haben Sie als Elternteil auch Anspruch auf Kindergeld. In der Regel haben Sie einen Anspruch bis zum 18. Geburtstag Ihres Kindes. Sollte Ihr Kind allerdings eine Ausbildung machen oder ein Studium absolvieren, verlängert sich der Anspruch auf Kindergeld maximal bis zum 25. Geburtstag Ihres Kindes. Die Höhe des Kindergeldes hängt von der Anzahl Ihrer Kinder ab.

www.kindergeld.org

Ein Anspruch auf Kindergeld gilt für alle anerkannten Asylberechtigten und Flüchtlinge sowie für subsidiär Geschützte. Flüchtlinge mit Aufenthaltsgestattung oder Duldung sind grundsätzlich ausgeschlossen, Ausnahmen gelten unter Umständen für Flüchtlinge aus bestimmten Herkunftsländern. Andere Flüchtlingsgruppen haben unter bestimmten Umständen einen Anspruch. Die genauen Regelungen finden Sie, wenn Sie im „Leitfaden für Flüchtlinge“ des Flüchtlingsrats Niedersachsen unter dem jeweiligen Aufenthaltsstatus die Rubrik „Familienleistungen“ nachschlagen. Sie finden den Leitfaden hier:

www.nds-fluerat.org/leitfaden/

Voraussetzung für die Beantragung von Kindergeld ist, dass Ihr Kind in Deutschland oder einem anderen EU-Mitgliedsstaat lebt. Außerdem ist Ihr Anspruch auf Kindergeld abhängig von Ihrem Aufenthaltstitel und der Frage, ob Sie einer Erwerbstätigkeit nachgehen bzw. in Deutschland einer Erwerbstätigkeit nachgehen dürfen. Sollte Ihr Aufenthaltstitel beispielsweise nur für einen befristeten Zeitraum von weniger als sechs Monaten gültig sein, haben Sie keinen Anspruch auf Kindergeld.

Wenn Sie Arbeitslosengeld II beziehen, wird das Kindergeld hiermit verrechnet. Sie sind auch in diesem Fall verpflichtet, Kindergeld zu beantragen. Dies ist sinnvoll, da der Bezug von Kindergeld keine Sozialleistung zur Sicherung des Lebensunterhalts ist. Das heißt, Sie haben dadurch leichter die Möglichkeit, Ihr Leben selbst zu finanzieren. Für die Einbürgerung oder im Fall eines Widerrufs der Flüchtlingsanerkennung kann es wichtig sein, den Lebensunterhalt ohne Sozialleistungen zu sichern.

Nähere Informationen dazu erhalten Sie u.a. bei der Bundesagentur für Arbeit. Bei der dortigen Familienkasse müssen Sie auch den Antrag auf Kindergeld einreichen.

Kinderzuschlag

Zusätzlich zum Kindergeld können Sie als Elternteil staatliche Unterstützung durch den sog. Kindergeldzuschlag beantragen. Um den Zuschlag zu erhalten müssen Sie jedoch einige Voraussetzungen erfüllen:

- Ihre Kinder sind unter 25 Jahre alt, leben mit Ihnen in einem Haushalt und sind noch nicht verheiratet
- Sie erhalten aktuell noch Kindergeld für Ihre Kinder
- Sie können mit Ihrem Einkommen und Vermögenswerten lediglich das Existenzminimum von Ihnen selbst als Elternteil sichern, nicht aber das Existenzminimum der Kinder
- Sie erreichen als Elternteile das monatliche Mindesteinkommen und haben daher keinen Anspruch Arbeitslosengeld II oder Sozialhilfeleistungen

Die Höhe des Kinderzuschlags ist abhängig vom Einkommen und Vermögen der Eltern und Kinder. Der Kinderzuschlag wird zusammen mit dem Kindergeld ausgezahlt. Den Kinderzuschlag können Sie bei der Familienkasse der Bundesagentur für Arbeit beantragen.

Anspruch auf Kinderzuschlag haben alle anerkannten Asylberechtigten und Flüchtlinge sowie subsidiär Geschützte. Voraussetzung ist, dass Sie sich seit mindestens drei Jahren in Deutschland aufhalten und aktuell erwerbstätig sind bzw. Arbeitslosengeld I beziehen.

Leistungen für Bildung und Teilhabe (BuT)

Sie können für Ihre Kinder sog. Leistungen für Bildung und Teilhabe beanspruchen. Diese umfassen:

- Übernahme der Kosten bei der Teilnahme an eintägigen Ausflügen von Kindertageseinrichtungen und Schulen

* Bei Redaktionsschluss betrug der Kinderzuschlag maximal 140 Euro monatlich.

- Einen pauschalen Zuschuss von insgesamt 100 Euro pro Schuljahr für notwendige Unterrichtsmaterialien wie Taschenrechner oder Zirkel
- Übernahme der Kosten für notwendige Nachhilfestunden oder Lernförderung für Schüler_innen
- Übernahme der Kosten für ein gemeinsames Mittagessen in der Kindertagesstätte oder Schule – jenseits der Eigenbeteiligung von einem Euro
- Erstattung von bis zu zehn Euro monatlich für Mitgliedsbeiträge in Vereinen, für Kurse zur kulturellen Bildung oder für Freizeiten.

Anspruch auf diese Leistungen haben Sie, wenn Sie öffentliche Leistungen beziehen. Auch wenn Sie keine Sozialleistungen beziehen, aber wohngeldberechtigt sind, können Sie diese Leistungen beantragen.

Die Anträge können – je nach Leistungsbezug – bei den zuständigen Jobcentern, den Sozialämtern in den Städten und Gemeinden, der Familienkasse und der Region Hannover gestellt werden. Auskünfte gibt die Region Hannover im neuen Kundenservicebüro Bildung und Teilhabe in Hannover in der Hildesheimer Straße 20, Raum 420. Telefon: +49 511 61 62 63 64, E-Mail: BuT@region-hannover.de. Informationen können außerdem auf der Internetpräsenz abgerufen werden, welche unter www.hannover.de/but zu erreichen ist.



KINDERBETREUUNG

Für Ihre Kinder kann es sehr förderlich sein, wenn sie auch schon vor dem Schulbeginn oder auch während der Schulzeit eine Einrichtung zur Kinderbetreuung besuchen. Gerade die Sprachförderung und Sprachpraxis dort erleichtert den Kindern das Erlernen der deutschen Sprache.

Oftmals müssen Sie Ihre Kinder erst für die Betreuungsangebote anmelden. Sie können sich bei Ihrer Gemeinde- bzw. Stadtverwaltung oder direkt in den Kindergärten und Schulen nach den Angeboten zur Kinderbetreuung erkundigen und fragen, ob für das entsprechende Angebot noch Plätze zur Verfügung stehen oder wieviel das Angebot kostet.

Außerdem gibt es zahlreiche Vereine für Sportangebote, musikalische Erziehung und das Erlernen von Instrumenten, oder auch für kreative Aktivitäten wie Zeichnen o.ä., bei denen Ihr Kind mitmachen kann. Im Rahmen der Leistungen für „Bildung und Teilhabe“ können die Kosten hierfür zum Teil sogar übernommen werden. Dafür müssen Sie einen Antrag stellen.

Ein weiteres interessantes Angebot ist der „**HannoverAktivPass**“, mit dem Sie z. B. Vergünstigungen in Museen oder bei Sportvereinen erhalten. Wenn Sie Leistungen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz erhalten, ist der Pass für Sie kostenlos.

Vor dem Schulbeginn

Für sehr junge Kinder bis zum Alter von 3 Jahren gibt es z. B. Kinderkrippen und Krabbelgruppen, in denen Ihr Kind meist halbtags von ausgebildeten Erzieher_innen betreut wird. Zudem können Sie Ihr Kind in Spielkreisen oder für Sportkurse anmelden. Für Kinder ab 1 Jahr besteht ein gesetzlicher Anspruch auf eine Betreuung in einem Kindergarten bzw. in einer Kindertagesstätte. Dort werden Kinder speziell in ihrer Entwicklung gefördert und meist bis mittags oder nachmittags betreut und auch gepflegt. Einige Kindergärten bieten auch eine Ganztagsbetreuung an. Die Kindergartengebühren sind gestaffelt in Abhängigkeit von der Höhe des Einkommens. Empfänger_innen von Leistungen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz oder dem SGB II zahlen in der Regel keine Gebühren.

Vor dem Schulbeginn

In Ganztagschulen werden die Schüler_innen für einen Großteil des Tages betreut. In der Schule finden sowohl Unterricht als auch Freizeitaktivitäten sowie die Verpflegung Ihrer Kinder statt.

Eine weitere Möglichkeit zur Betreuung sind Kinderhorte und Jugendzentren, in denen Ihre Kinder ebenfalls über die normalen Schulzeiten hinaus betreut werden und oftmals auch eine Hausaufgabenhilfe sowie Verpflegungs- und Freizeitangebote vorhanden sind.

EINGLIEDERUNGSHILFE FÜR MENSCHEN MIT BEHINDERUNG

Eine Eingliederungshilfe für Menschen mit Behinderungen ist Sozialhilfe nach dem Zwölften Sozialgesetzbuch (SGB XII).

Wer eine Behinderung und dadurch Probleme hat, z. B. ohne Unterstützung zu arbeiten oder zu wohnen, kann Eingliederungshilfe bekommen. Dann bezahlt das zuständige Sozialamt die notwendige Unterstützung. Das kann bedeuten, dass jemand in ein Wohnheim für Menschen mit der gleichen Behinderung zieht und dort lebt. Das kann auch bedeuten, dass jemand einen beschützten Arbeitsplatz in einer Werkstatt für Menschen mit Behinderungen bekommt.

Asylsuchende, die Leistungen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz erhalten, haben in der Regel keinen Anspruch auf die Eingliederungshilfe für Menschen mit Behinderung. Flüchtlinge, bei denen eine Behinderung vorliegt, sollten sich aber auf jeden Fall beraten lassen, ob ausnahmsweise eine Leistung der Eingliederungshilfe oder ggf. andere Hilfen in Betracht kommen.

Erste Ansprechpartner für eine Beratung sind die Sozialämter am Wohnort, die auch die Leistungen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz gewähren, oder eine der Beratungsstellen der Region Hannover.

Die Beauftragte der Region Hannover für Menschen mit Behinderungen, Frau Renate Conrad, ist unter der Anschrift der Region Hannover (Hildesheimer Str. 20, 30169 Hannover) und unter Tel.: +49 511 616-22682, Fax: +49 511 616-1123122 erreichbar.



SCHUTZ VOR GEWALT UND DISKRIMINIERUNG

Flüchtlinge können in vielfältiger Weise von Gewalt betroffen sein. Viele von Ihnen haben in Ihrem Herkunftsland auf Grund von Krieg und Verfolgung physische, psychische oder sexuelle Gewalt erlebt. Oft haben Sie Ihr familiäres Unterstützungsnetz zurücklassen müssen.

Hier in Deutschland treffen Sie auf ein unbekanntes neues Leben und vielfach auch auf Vorurteile oder Diskriminierungen. Geflüchtete Frauen sind von Gewalt und Diskriminierung oft besonders betroffen: Wie auch deutsche Frauen sind sie von Misshandlungen und Gewalttätigkeiten durch Männer bedroht. Aber auch Männer können Erfahrungen dieser Art ausgesetzt sein. Zudem können Menschen mit einer sexuellen Orientierung und/oder einer geschlechtlichen Identität, die von Hetero-Normen abweicht, von Gewalt und Diskriminierung in besonderer Weise betroffen sein. Die Rechte für Opfer von Misshandlungen gelten für alle in Deutschland lebenden Menschen.

Gewalt darf in Deutschland niemand anwenden. Nur der Staat ist berechtigt, zur Durchsetzung der Gesetze Gewalt einzusetzen, und hat diese Aufgabe den Polizeibeamt_innen übertragen. Das bedeutet, dass Bürger_innen, auch Flüchtlinge, im öffentlichen Bereich von niemandem geschlagen, auf andere Art verletzt oder psychisch misshandelt werden dürfen. Wer diskriminiert und von Gewalt bedroht wird, sollte sich an die folgenden Beratungsstellen wenden:

Opferhilfebüro Hannover

Weinstr. 20

30171 Hannover

Tel.: 0511-616 22029,

Tel.: 0551 – 616 22030

Tel.: 0551 – 616 22427

E-Mail: opferhilfebueuro@region-hannover.de

Antidiskriminierungsstelle

Blumenauer Straße 5

30449 Hannover

Tel. 0511 – 168 – 41232

Tel. 0511 – 168-36242

Tel. 0511 – 168-36238

E-Mail: antidiskriminierungsstelle@hannover-stadt.de

Amadeo Antonio Stiftung

Büro Hannover

Otto-Brenner-Str. 1,

30159 Hannover

Tel. 0511 – 8973 43 33

Beratungsstelle für LGBTTI Personen

Trammplatz 2

30159 Hannover

Tel. 0551 – 168 – 41080

Tel. 0551 – 168 – 41915

Tel. 0511 – 168 - 36470

! Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



Streit, Krisen und Gewalt in der Familie

Auch im privaten Bereich, also z.B. innerhalb der Familie, sind Gewalthandlungen jeglicher Art verboten. Sie gelten nicht als Privatsache sondern als Häusliche Gewalt und werden als Straftaten durch Polizei und Justiz verfolgt. Das bedeutet, dass es in Deutschland strafbar ist, den/ die Partner_in zu schlagen oder sonst körperlich oder seelisch zu misshandeln. Auch alle Kinder haben das Recht auf eine gewaltfreie Erziehung durch ihre Eltern, die Familie und Erzieher_innen sowie Lehrer_innen in Kindertagesstätten und Schulen, dürfen also ebenfalls nicht misshandelt oder gezüchtigt werden. Ein Züchtigungsrecht der Eltern gibt es in Deutschland nicht mehr. Informationen zu Häuslicher Gewalt und zu Gewalt im öffentlichen Bereich finden Sie auf dieser Seite in verschiedenen Sprachen:

www.opferschutz-niedersachsen.de/nano.cms/informationen-fuer-betroffene-von-gewalttaten

Flüchtlinge, die von häuslicher Gewalt betroffen sind, sind nicht allein. Bei akuter Bedrohung sollten Sie die Polizei zu Hilfe rufen. Es sind keine Nachteile zu befürchten, wenn die Polizei gerufen wird.

Die Polizei greift ein, um Opfer häuslicher Gewalt und ihre Kinder zu schützen und Beweise zu sichern. Der/ die Täter_in kann zum Beispiel verpflichtet werden, eine Wohnung zu verlassen und dem Opfer nicht zu nahe zu kommen. Ein solcher polizeilicher Platzverweis ist unabhängig von der Nationalität des Täters/ der Täterin oder des Opfers und hat für bis zu 14 Tagen keinerlei Einfluss auf das Aufenthaltsrecht.

Erster Anlaufpunkt für die Beratung von Kindern, Jugendlichen und deren Eltern ist der Allgemeine bzw. Kommunale Soziale Dienst der Jugendämter in Ihrer Stadt oder Gemeinde. Weiterhin gibt es in der Region Hannover viele kostenlose Beratungsstellen, welche Sie auch anonym kontaktieren können und deren Mitarbeiter_innen Ihnen bei Ihren Problemen und Fragen schnell behilflich sein können und Sie unterstützen.

Speziell Migrantinnen erhalten Unterstützung und Hilfe in den **Frauenhäusern** und **Beratungsstellen**. Wegen der besonderen Problematik des Aufenthaltsrechts sollten sich Migrantinnen auf jeden Fall beraten lassen. Auch eine Flucht in ein Frauenhaus hat keine aufenthaltsrechtlichen Auswirkungen.

Auch wenn Sie vermuten, dass andere Personen in Ihrem Umfeld Opfer von Gewalt werden, können Sie sich jederzeit an die Polizei oder die Beratungsstellen wenden. Zögern Sie nicht und haben Sie keine Angst davor, sich Hilfe zu suchen. Die Mitarbeiter_innen in den Beratungsstellen werden Ihre Fragen und Probleme vertraulich behandeln und Ihnen bestmöglich helfen.



Bildung

SPRACHERWERB/INTEGRATIONSKURSE

Integrationskurse

In Deutschland gibt es die sog. **Integrationskurse**. Der Kurs besteht hauptsächlich aus Deutschunterricht, außerdem wird Ihnen Alltagswissen sowie Wissen über die Rechtsordnung, Kultur und die Geschichte Deutschlands vermittelt. Es kann sein, dass Sie einen **Anspruch auf Teilnahme** an einem Integrationskurs haben oder im Rahmen der verfügbaren Kursplätze **die Berechtigung** haben an einem solchen Kurs teilzunehmen, oder ggf. **verpflichtet sind** einen solchen Kurs zu absolvieren.

Anspruch auf einen Integrationskurs haben Sie, wenn Sie sich dauerhaft im Bundesgebiet aufhalten und

- erstmals eine Aufenthaltserlaubnis zu Erwerbszwecken, zum Zweck des Familiennachzugs, aus humanitären Gründen oder als langfristig Aufenthaltsberechtigte_r nach § 38 a Aufenthaltsgesetz (AufenthG) oder
- eine Niederlassungserlaubnis nach § 23 Absatz 2 AufenthG erhalten haben.

Alle Flüchtlinge, die anerkannt werden oder denen subsidiärer Schutz zugesprochen wird, haben also einen Anspruch auf Teilnahme an einem Integrationskurs. Darüber hinaus können seit 2015 auch folgende Gruppen teilnehmen, soweit Kursplätze zur Verfügung stehen:

- Asylsuchende mit einer Aufenthaltsgestattung und „positiver Prognose“ (gegenwärtig angenommen für Flüchtlinge aus Syrien, Irak, Eritrea, Iran und Somalia)
- Flüchtlinge mit Duldung gemäß § 60a Abs. 2 Satz 3 AufenthG aufgrund von „dringenden humanitären oder persönlichen Gründen“ oder „erheblichen öffentlichen Interessen“
- Flüchtlinge mit Aufenthaltserlaubnis nach § 25 Abs. 5 AufenthG

Keinen Anspruch auf Teilnahme an Integrationskursen haben also alle Flüchtlinge aus anderen als den oben genannten fünf Ländern, die sich noch im Asylverfahren befinden. Ausgeschlossen sind darüber hinaus alle Geduldeten, denen die Ausländerbehörde nicht bescheinigt, dass ihre Duldung aufgrund von „dringenden humanitären oder persönlichen Gründen“ oder „erheblichen öffentlichen Interessen“ erfolgt.

Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene, die noch schulpflichtig sind, können nicht am Integrationskurs teilnehmen.

Am Ende des Integrationskurses müssen Sie eine Prüfung ablegen, um ein Zertifikat zu erhalten. Dieses Zertifikat bescheinigt Ihnen, dass Sie ausreichende Kenntnisse der deutschen Sprache sowie Grundkenntnisse über die deutsche Gesellschaft erworben haben.

Die Teilnahme am Integrationskurs müssen Sie zum Teil selber bezahlen. Verfügen Sie nur über ein geringes eigenes Einkommen bzw. erhalten Sie Arbeitslosengeld, Hartz IV – Leistungen oder Leistungen nach dem Asylbewerberleistungsgesetz, können Sie einen Antrag stellen, dass Sie von der Zahlung befreit werden. Einen Antrag hierfür erhalten Sie bei der Ausländerbehörde, dem Kursträger oder dem Bundesamt für Migration und Flüchtlinge.

Integrationskurse werden von verschiedenen Einrichtungen in der Region Hannover angeboten. Informieren Sie sich bei Ihrer zuständigen Ausländerbehörde, der Arbeitsagentur oder dem Jobcenter, wo in der Region Integrationskurse angeboten werden. Für die Teilnahme an Integrationskursen müssen Sie unter Umständen Geld bezahlen. Pro Stunde zahlen Sie derzeit 1,20 €, das bedeutet, dass Sie für den gesamten Kurs ungefähr 800 € bezahlen müssen.

Zusätzlich zu den Integrationskursen gibt es in der Region Hannover spezielle Kurse, in denen Sie berufsbezogenes Deutsch lernen und weiteres Wissen für den Berufsalltag erwerben können.

Durch einen solchen Kurs haben Sie außerdem die Möglichkeit, einen Beruf durch ein vermitteltes Praktikum besser kennenzulernen. Dies kann Ihnen bei der Berufs- oder Ausbildungswahl weiterhelfen. Sie können jedoch erst ab einem Sprachniveau „A1“ an berufsbezogenen Sprachkursen teilnehmen. Informationen über die Kurse erhalten Sie bei Ihrem Jobcenter, der Agentur für Arbeit oder anderen Beratungsstellen, etwa dem Hannoveraner Netzwerk „Arbeitsmarktzugang für Flüchtlinge“, **Kontakt über: azf@nds-fluerat.org**.

Sprachkurse der Erwachsenenbildungsträger

Viele Erwachsenenbildungsträger in der Region Hannover bieten darüber hinaus vom Land geförderte Sprachkurse für Flüchtlinge an. Zu den Trägern gehören z. B. die Volkshochschulen (VHS), das „Bildungswerk ver.di“, die „Arbeiterwohlfahrt Region Hannover“ und „Arbeit und Leben e. V.“. Informationen zu diesen Sprachkursen und die anfallenden Kosten erhalten Sie am schnellsten direkt bei der jeweiligen Organisation. Sie stehen allen Flüchtlingen unabhängig von

ihren aktuellen rechtlichen Status oder Sprachniveaus offen (Adressen hierzu finden Sie online im Adressregister unter www.nds-fluerat.org).

Sprachlernangebote in der Schule

Schulpflichtige Kinder, die keine oder nicht hinreichende Sprachkenntnisse besitzen, haben Anspruch auf eine Sprachförderung im Rahmen von Sprachlernklassen oder einzelfallbezogener Maßnahmen.

In vielen Schulen werden Sprachförderklassen angeboten. Dort erlernen die Schüler_innen in Lerngruppen grundlegende Kenntnisse in der deutschen Sprache für einen Unterricht in einer sich anschließenden Regelklasse bzw. für die Verständigung im Alltag.

Der Besuch einer Sprachförderklasse dauert in der Regel ein Jahr, kann aber entsprechend dem Stand der Deutschkenntnisse und dem Bildungsstand verkürzt oder verlängert werden.

Kommt eine Sprachförderklasse nicht zustande, können die Kinder auch in anderer Form oder unterrichtsbegleitend – etwa über individuelle Nachhilfestunden parallel zum Deutschunterricht – gefördert werden.

Informationen zu Sprachförderklassen oder alternativen Fördermaßnahmen zum Spracherwerb erhalten Sie bei Ihrer Schule bzw. der Schule Ihres Kindes oder auf den Seiten des Kultusministeriums:

- www.mk.niedersachsen.de (unter „Aktuelles“ -> „Förderung von Flüchtlingskindern“)

Für Jugendliche zwischen 18 und 21 Jahren gibt es zusätzliche Möglichkeiten einer Sprachförderung an Berufsschulen im Rahmen des sog. Sprint-Projekts der Landesregierung. Für weitere Informationen wenden Sie sich am besten an eine Berufsschule.



GRUNDSCHULE

Schulpflicht und Anmeldung Ihres Kindes zur Schule

In Deutschland besteht Schulpflicht. Das bedeutet, dass alle Kinder ab 6 Jahren zur Schule gehen müssen. Der Besuch einer sog. staatlichen Schule ist in Deutschland generell kostenlos.

Als Eltern müssen Sie Ihr Kind rechtzeitig für die Schule anmelden. Etwa 15 Monate vor der Einschulung werden Sie zur Anmeldung in die für Ihr Kind zuständige Grundschule eingeladen. Der Termin zur Anmeldung wird Ihnen vorher rechtzeitig mitgeteilt.

Einstufung und Förderangebote

Es ist wichtig, dass Ihr Kind zur Schulanmeldung mitkommt, da während der Anmeldung bei Ihrem Kind überprüft wird, wie gut seine Kenntnisse der deutschen Sprache sind. Sollte Ihr Kind die deutsche Sprache noch nicht ausreichend gut sprechen, erhält es im letzten Jahr vor der Einschulung und bei Bedarf auch darüber hinaus einen Sprachförderunterricht. So soll Ihrem Kind ein möglichst leichter und erfolgreicher Start in die Schulzeit ermöglicht werden.

WEITERFÜHRENDE SCHULEN

Nach der 4. Klasse verlassen Schüler_innen in Niedersachsen die Grundschule. Sie wechseln anschließend auf eine weiterführende Schule. Letztlich entscheiden Sie als Eltern, auf welche Schule Ihr Kind wechselt. Die Lehrer_innen sollen Sie dabei beraten. Nutzen Sie daher die Möglichkeit, vor Ihrer Entscheidung mit den Lehrer_innen Ihres Kindes über die geeignete Schulwahl zu sprechen.

Im niedersächsischen Schulsystem gibt es 5 Arten von weiterführenden Schulen:

- Hauptschule
- Realschule
- Oberschule

- Integrierte Gesamtschule (Abschluss Abitur möglich => Hochschulzugangsberechtigung zum Studium)
- Gymnasium (Abschluss Abitur => Hochschulzugangsberechtigung zum Studium)

Je nach Schulart unterscheidet sich die Schuldauer, und es können unterschiedliche Schulabschlüsse erworben werden, welche wiederum verschiedene Bildungswege ermöglichen. Informieren Sie sich daher bei der Schule Ihres Kindes oder der Landesschulbehörde, welche Abschlüsse an welcher Schule erworben werden können. Dies ist wichtig, da die verschiedenen Schulabschlüsse im Anschluss an die Schulzeit Voraussetzung für bestimmte Ausbildungsberufe oder ein Studium sind.

AUSBILDUNG/STUDIUM/WEITERBILDUNG

Im Anschluss an Ihre eigene oder die schulische Ausbildung Ihres Kindes folgt als nächster Schritt die Berufsausbildung. Abhängig von Ihrem Schulabschluss und Ihren Abschlussnoten können Sie nun überlegen, welchen Ausbildungsberuf Sie erlernen möchten oder welches Fach an der Universität Sie studieren möchten.

Hilfe bei der Ausbildungs- oder Studienwahl

Sie wissen noch nicht genau, welchen Beruf Sie erlernen oder welches Studium Sie beginnen möchten? Sie haben Fragen dazu, ob Ihr Aufenthaltsstatus in Deutschland es Ihnen erlaubt, eine Ausbildung oder ein Studium zu beginnen? Es gibt eine Reihe von Beratungsangeboten, die Ihnen bei der Wahl und rechtlichen Fragen hinsichtlich Ihrer Berufsausbildung behilflich sein können. Hilfreiche Adressen finden Sie online im Adressregister unter www.nds-fluerat.org.

Ausbildung

Asylsuchende können, nachdem sie auf eine Kommune umverteilt worden sind (nach drei bis sechs Monaten), an einer Einstiegsqualifizierung teilnehmen, wenn sie noch nicht über die erforderliche Ausbildungsreife verfügen. Eine Einstiegsqualifizierung stellt ein sechs- bis zwölfmonatiges Praktikum dar, welches auf die Ausbildung vorbereitet und es kann auf die Ausbildungszeit angerechnet werden. Geduldete und Flüchtlinge mit Aufenthaltserlaubnis können ab dem ersten Tag ihres Aufenthalts an einer Einstiegsqualifizierung teilnehmen.

Eine Ausbildung in Deutschland dauert in der Regel 2-3 Jahre.* Vor Beginn der Ausbildung schließen Auszubildende mit dem Ausbildungsbetrieb einen Ausbildungsvertrag ab, in dem die Bestandteile und Ziele der Ausbildung festgehalten werden.

Während Ihrer Ausbildungszeit verdienen Sie meist noch nicht viel Geld. Sollten Sie daher finanzielle Unterstützung benötigen, können Sie sich bei der Agentur für Arbeit informieren, ob Sie Anspruch auf die sog. Berufsausbildungsbeihilfe (BAB) haben. Dies ist eine

finanzielle Unterstützung zum Lebensunterhalt während Ihrer Ausbildungszeit, wenn Ihre Ausbildungsvergütung nicht ausreichend ist. Einen Anspruch auf eine Ausbildungsförderung haben Sie als Flüchtling in der Regel, wenn Sie eine Aufenthaltserlaubnis oder Niederlassungserlaubnis besitzen oder mit einer Duldung seit mindestens 15 Monaten in Deutschland leben. Zusätzlich zu BAB kann man einen Mietzuschuss bei der Agentur für Arbeit oder beim Jobcenter beantragen (§ 27 Abs. 3 SGB II), den man unter bestimmten Voraussetzungen erhalten kann. Asylsuchende Flüchtlinge mit einer Aufenthaltsgestattung oder BüMA können Berufsausbildungsbeihilfe erhalten, wenn sie einen fünfjährigen Voraufenthalt und fünfjährige Erwerbstätigkeit nachweisen können oder wenn Ihre Eltern in den letzten sechs Jahren für drei Jahre erwerbstätig waren. Faktisch sind Asylsuchende damit von Berufsausbildungsbeihilfe ausgeschlossen.

Die rechtlichen Voraussetzungen sind auch im Leitfaden für Flüchtlinge des Flüchtlingsrats Niedersachsen nachzulesen: Schlagen Sie unter dem jeweiligen Aufenthaltsstatus die Rubrik „Deutschkurs, Kindergarten, Schule, Ausbildung, Studium“ auf:

- www.nds-fluerat.org/leitfaden

Studium

Voraussetzung für ein Studium an einer deutschen Hochschule oder Fachhochschule ist die **Hochschulreife** oder **Fachhochschulreife**. Zudem kann es sein, dass manche Universitäten oder Fachhochschulen für bestimmte Studienfächer eigene Aufnahmeregeln besitzen. Informieren Sie sich also frühzeitig, welche Aufnahmeregeln für das Studienfach an der jeweiligen Universität/Fachhochschule gelten.

Achten Sie darauf, wann die **Bewerbungsfrist** für Ihr Studienfach endet. Sollten Sie diese Frist verpassen, können Sie sich meist erst ein Jahr später erneut für das Studium bewerben. In der Regel ist die Bewerbungsfrist Ende Mai oder Juni.

Um an einer deutschen Universität zu studieren, benötigt man regelmäßig ein C 1 der deutschen Sprache. Mit Bestehen einer Test-DaF- oder DSH-Prüfung kann man die erforderlichen C 1-Kenntnisse

*Zur Ausstellungsdauer der Duldung bei Durchführung einer Berufsausbildung s. Kapitel „Arbeit“.

nachweisen. Informieren Sie sich an Ihrer Universität über entsprechende Deutschkurse und Prüfungen.

Viele Universitäten und Fachhochschulen bieten einige Monate vor Beginn des Studiums einen „Tag der offenen Tür“ an. Hier haben Sie die Möglichkeit, sich näher über Ihr Studienfach und die Universität bzw. die Fachhochschule generell zu informieren.

Unter bestimmten Voraussetzungen haben Studierende Anspruch auf das sog. Bafög. Dies ist eine finanzielle Ausbildungsförderung des Staates während Ihres Studiums, welche Sie nach dem Studienabschluss teilweise zurückzahlen müssen. Einen Anspruch auf eine Ausbildungsförderung haben Sie als Flüchtling in der Regel, wenn Sie eine Aufenthaltserlaubnis oder Niederlassungserlaubnis besitzen oder mit einer Duldung in Deutschland leben (Gemäß §132 SGB III befristet bis Ende 2018). Zusätzlich zu Bafög kann man einen Mietzuschuss bei der Agentur für Arbeit oder beim Jobcenter beantragen (§ 27 Abs. 3 SGB II), den man unter bestimmten Voraussetzungen erhalten kann. Asylsuchende Flüchtlinge mit einer Aufenthaltsgestattung können Bafög erhalten, wenn sie einen fünfjährigen Voraufenthalt und fünfjährige Erwerbstätigkeit nachweisen können oder wenn Ihre Eltern in den letzten sechs Jahren für drei Jahre erwerbstätig waren. Faktisch sind Asylsuchende damit von Bafög ausgeschlossen.

Die rechtlichen Voraussetzungen sind auch im Leitfaden für Flüchtlinge des Flüchtlingsrats Niedersachsen nachzulesen: Schlagen Sie unter dem jeweiligen Aufenthaltsstatus die Rubrik „Deutschkurs, Kindergarten, Schule, Ausbildung, Studium“ auf:

- www.nds-fluerat.org/leitfaden

Weitere Informationen über die Bafög-Förderung erhalten Sie beim Studentenwerk oder dem Amt für Ausbildungsförderung.

Eine weitere Möglichkeit ein Studium aufzunehmen bietet die Kiron University. Das Angebot ist kostenlos, richtet sich speziell an Flüchtlinge und findet online statt. Es werden mehrere Studiengänge angeboten, u.a. Informatik, Ingenieurwissenschaften und Wirtschaft.

Informationen finden Sie unter: <https://kiron.university/>

Zudem existieren weitere Angebote wie z. B.

- chancenreich-for-science.de (Ein Angebot für geflüchtete Akademiker_innen und Wissenschaftler_innen)
- www.ready4study.de (Eine Onlineplattform, die Flüchtlingen bei der Vorbereitung auf ein Studium hilft, verschiedene Kurse und Übungen anbietet und die formalen Voraussetzungen eines Studiums, wie z. B. die Bewerbung, erklärt.)

Weiterbildung

Sie können im Rahmen einer Weiterbildung allgemeine berufliche Qualifikationen oder auch weitere Schulabschlüsse erwerben. Andere Möglichkeiten zur Weiterbildung sind z. B. Sprachkurse, Computerkurse, ein Praktikum oder berufliche Umschulungsmaßnahmen.

In der Region Hannover gibt es viele Möglichkeiten zur Weiterbildung, z. B. bei der Volkshochschule oder anderen privaten Anbietern. Bei Fragen zur beruflichen Weiterbildung ist unter anderem die Bundesagentur für Arbeit ein hilfreicher Ansprechpartner. Teilweise sind diese Weiterbildungen allerdings mit Kosten verbunden, die Sie u. U. selber tragen müssen oder von der Bundesagentur für Arbeit übernommen werden. Informieren Sie sich daher vorher, wie viel die Kurse oder Veranstaltungen kosten und ob Sie diese selbst bezahlen müssen.

! Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



Finanzen - Verträge - Einkaufen

FINANZEN

Banken/Bankkonto

In Deutschland ist es die Regel, dass Banken für Sie Ihr Geld verwalten. Ersparnisse oder der Arbeitslohn werden auf ein Bankkonto eingezahlt und dort von der Bank verwahrt und verwaltet. Es ist daher ratsam, dass Sie bei einer Bank ein Konto eröffnen. Vergleichen Sie vorher, welche Bank für Sie am besten geeignet ist. Dabei sollten Sie auf einige Faktoren achten:

- Die monatliche **Kontoführungsgebühr** ist der Betrag, den Sie monatlich an die Bank für die Verwaltung Ihres Kontos zahlen.
- **Zinsen** sind einerseits das Geld, das Sie von der Bank dafür bekommen, dass Sie ihr Ihr Geld anvertrauen und es auf einem Konto lagern. Zum anderen sind Zinsen der Betrag, den Sie an die Bank zahlen müssen, wenn die Bank Ihnen Geld leiht. Achten Sie auf einen guten Zinswert bei der Auswahl Ihrer Bank und lassen Sie sich im Zweifel vorher bei der Verbraucherzentrale beraten.
- Die **Erreichbarkeit Ihrer Bank** ist ebenfalls wichtig. Sollten Sie Fragen haben oder möchten sich beraten lassen, ist es gut, wenn eine Filiale Ihrer Bank in Ihrer Nähe ist. Auch um Geld von der Bank abzuheben oder dort einzuzahlen ist es praktisch, wenn Sie dafür nicht erst weite Strecken fahren müssen.

Am häufigsten wird in Deutschland ein sog. **Girokonto** bei einer Bank eröffnet. Auf dieses Konto können Sie Geld einzahlen oder von dort abheben. Ihr Konto besitzt eine eigene **Kontonummer**, außerdem hat Ihre Bank eine eigene **Bankleitzahl**. Heutzutage sind die Kontonummer und die Bankleitzahl zumeist durch die IBAN und die BIC ersetzt worden.

Zu Ihrem Girokonto erhalten Sie eine **EC-Karte**, mit der Sie in vielen Geschäften auch ohne Bargeld bezahlen können oder an einem **Bankautomaten** Geld abheben können. Zu Ihrer EC-Karte erhalten Sie eine vierstellige Geheimnummer, **PIN-Nummer** genannt. Diese müssen Sie oft beim Bezahlen in Geschäften eingeben, um Ihre Zahlung zu bestätigen. Auch am Bankautomaten müssen Sie diese Nummer eingeben, wenn Sie Geld abheben wollen oder Geld überweisen möchten. Es ist wichtig, dass nur Sie die PIN-Nummer kennen. Sollten Sie Ihre EC-Karte einmal verlieren, könnten sonst andere Personen Geld von Ihrem Konto abheben bzw. mit Karte bezahlen.

Außerdem müssen Sie Ihre EC-Karte auf der Rückseite unterschreiben. Bei manchen Einkäufen müssen Sie, anstatt Ihre PIN-Nummer einzugeben, eine Unterschrift leisten. Durch die Unterschrift auf Ihrer Karte kann der/die Verkäufer_in erkennen, ob Sie wirklich Besitzer_in der Karte sind.

Zu Ihrem Konto erhalten Sie **Kontoauszüge**. Auf diesen werden alle Geldeingänge und Abbuchungen Ihres Kontos vermerkt. Sie erhalten Kontoauszüge entweder direkt am Schalter in der Bank oder am Bankautomaten.

Wenn Sie Geld von einem Bankautomaten abheben möchten, achten Sie darauf, ob dafür Gebühren anfallen. Dies wird Ihnen auf dem Bildschirm des Automaten angezeigt.

Wie können Sie ein Bankkonto eröffnen?

Ohne ein Bankkonto ist es schwer, eine Wohnung anzumieten, einen Vertrag abzuschließen oder einem Verein beizutreten. Viele Zahlungen erfolgen über ein Bankkonto, daher ist die Eröffnung eines Bankkontos wichtig.

Zur Eröffnung eines Bankkontos muss Ihre Identität festgestellt werden. Dafür müssen Sie einen Ausweis, Pass oder einen Ausweisersatz bei der Kontoeröffnung vorlegen.

Laut Zahlungskontengesetzes (ZKG) und Zahlungskonto-Identitätsprüfungsverordnung (ZIdPrüfV) dürfen Menschen, die sich noch im Asylverfahren befinden oder eine Duldung haben, ein Bankkonto eröffnen; d.h., dass solche Dokumente zur Identifikation ausreichen. Sollten Sie dennoch bei der Eröffnung eines Bankkontos auf Schwierigkeiten stoßen, so können Sie sich an eine Beratungsstelle wenden.

Allgemeine Informationen zur Eröffnung eines Bankkontos finden sich für Flüchtlinge und Helfer_innen auch auf der Homepage der Verbraucherzentrale Niedersachsen unter: www.verbraucherzentrale-niedersachsen.de/kontoeroeffnung-fuer-fluechtlinge

Kredite

Wenn Sie Geld benötigen, um beispielsweise eine größere Anschaffung zu tätigen, können Sie bei Ihrer Bank nachfragen, ob diese Ihnen Geld leiht, also einen Kredit gewährt. Wenn Sie einen Kredit bei einer Bank aufnehmen, müssen Sie dafür bei der Bank eine Gebühr und Zinsen auf das geliehene Geld bezahlen. Die Gebühren und Zinsen sind von Bank zu Bank unterschiedlich, also vergleichen Sie vorher die Angebote.

Wichtig ist außerdem, dass Sie mit der Bank vereinbaren, wie Sie das Geld zurückzahlen. Meist zahlen Sie einen monatlichen Betrag an die Bank, bis die Kreditsumme an die Bank zurückgezahlt wurde.

Nehmen Sie generell nur einen Kredit auf, wenn Sie das Geld auch wirklich benötigen. Die Kreditzinsen sind hoch, sodass Sie alleine hierfür eine Menge Geld aufwenden müssen. Auch kann es passieren, dass die Bank Sie als „**nicht kreditwürdig**“ einstuft. Dann gewährt Ihnen die Bank keinen Kredit und Sie müssen bei einer anderen Bank anfragen bzw. auf den Kredit verzichten.

Dispositionscredit

Wenn Sie bei einer Bank ein Girokonto haben, kann die Bank es Ihnen auf Antrag erlauben, das Konto mit einem gewissen Betrag zu überziehen. Sie vereinbaren vorher mit der Bank einen Betrag und können diesen dann zusätzlich von Ihrem Konto abbuchen, auch wenn eigentlich kein Geld mehr auf Ihrem Konto vorhanden ist. Dies nennt sich Dispositionscredit oder kurz Dispo. Die Zinsen für diesen Kredit sind jedoch sehr hoch, also überlegen Sie sich vorher, ob Sie das Geld wirklich benötigen.

Schulden

Sollten Sie merken, dass Sie Ihren Kredit nicht mehr wie vereinbart zurückzahlen können, oder haben Sie durch andere Umstände Geldschulden angehäuft, holen Sie sich möglichst schnell Hilfe und Beratung. Eine Schuldnerberatung kann Ihnen dabei helfen, die Schulden möglichst schnell wieder zu begleichen. Auch bei der Migrationsberatung für erwachsene Zuwanderer oder anderen Einrichtungen in der Region Hannover kann Ihnen bei diesem Problem geholfen werden. Weitere Adressen zum Thema Schulden finden Sie online im Adressregister unter www.nds-fluerat.org.

VERTRÄGE

Was muss ich bei einem Vertragsabschluss beachten?

Wenn Sie z. B. eine Wohnung anmieten möchten, eine Versicherung abschließen oder eine Arbeitsstelle gefunden haben, müssen Sie vorher einen Vertrag unterschreiben. In diesem Vertrag werden die Leistungen und Pflichten zwischen Ihnen und Ihrem/Ihrer Vertragspartner_in, z. B. dem/der Vermieter_in, festgeschrieben. Dadurch haben Sie und Ihr_e Vertragspartner_in eine Garantie, dass die vereinbarte Leistung erfüllt wird (z. B. die monatliche Mietzahlung, Ihr Gehalt oder Ihre Arbeitszeit). Bevor Sie jedoch einen Vertrag unterschreiben, sollten Sie einige wichtige Tipps und Hinweise beachten:

- Unterschreiben Sie niemals einen Vertrag, den Sie vorher nicht gelesen haben. Sollten Sie Verständnisprobleme haben, wenden Sie sich an eine Person, die Ihnen beim Verstehen des Vertragstextes behilflich sein kann.
- Vergewissern Sie sich, dass die im Vertrag festgelegten Leistungen und Regelungen dem entsprechen, was vorher zwischen Ihnen und Ihrem/Ihrer Vertragspartner_in abgemacht wurde.
- Bei Ihrem Arbeitsvertrag sollten Sie z. B. vorher mit Ihrem/Ihrer Arbeitgeber_in genau festlegen, wie viele Stunden Ihre Arbeitszeit beträgt, welchen Lohn Ihr/Ihre Arbeitgeber_in Ihnen zahlt, wie Ihre Urlaubszeiten geregelt sind etc.

- Bei Mietverträgen oder Handyverträgen sollten Sie insbesondere auf die Vertragslaufzeit, die monatlichen Kosten und eventuelle Zusatzkosten sowie die Regelungen zur Vertragskündigung achten. Oftmals müssen Sie einen Vertrag bereits mehrere Monate vorher kündigen, da sich dieser sonst automatisch verlängert.
- Achten Sie auf das sog. **Kleingedruckte** in Verträgen. Dies sind meist Ergänzungen, Ausnahmen und Sonderregelungen, welche in kleinerer Schrift im Vertragstext enthalten sind. Unseriöse Vertragspartner_innen versuchen auf diese Weise oftmals, Sie zu täuschen und Ihnen weitere Kosten und Leistungen aufzuerlegen, die vorher zwischen Ihnen und dem/der Vertragspartner_in nicht besprochen wurden.
- In den meisten Fällen haben Sie bei Verträgen ein **Widerrufsrecht**. Dies bedeutet, dass Sie innerhalb von 14 Tagen von einem Vertrag zurücktreten können. Sollte es dennoch Probleme geben, wenden Sie sich an die Verbraucherzentrale oder die Migrationsberatung für erwachsene Zuwanderer in der Region Hannover. Hier erhalten Sie neben genereller Hilfe auch eine rechtliche Beratung.



EINKAUFEN UND BEZAHLEN

Bezahl-Methoden von Einkäufen

- Sie können Ihre Einkäufe überall, außer im Internet, mit Bargeld bezahlen. Vielfach besteht auch die Möglichkeit, Ihre Einkäufe per EC-Karte oder Kreditkarte zu bezahlen.
- Sollten Sie Waren im Internet bestellen, achten Sie darauf, dass Sie bei einem seriösen Händler bestellen. Wie zu bestimmten Waren finden Sie auch zu Händlern im Internet oftmals Bewertungen und Testberichte. Daran können Sie gut erkennen, ob ein Händler vertrauenswürdig ist.
- Am sichersten ist es, wenn Sie Ihre Ware erst bezahlen müssen, nachdem diese bei Ihnen angekommen ist. Diese Art der Bezahlung wird „Zahlung auf Rechnung“ genannt. Eine weitere sichere Art seine Einkäufe zu bezahlen ist das „Lastschriftverfahren“, bei dem Sie dem/der Verkäufer_in erlauben, den Geldbetrag von Ihrem Bankkonto abzubuchen. Sollte etwas bei Ihrem Einkauf nicht stimmen, z. B. wenn die Ware beschädigt ist, können Sie beim „Lastschriftverfahren“ das Geld innerhalb von 6 Wochen von Ihrer Bank zurückholen lassen.

! Weitere hilfreiche Adressen zu diesem Thema, aber auch zu anderen Themen dieser Broschüre finden Sie online im Adressregister: www.nds-fluerat.org



Gewährleistung/Garantie/Umtausch

- Jede_r Verkäufer_in muss sicherstellen, dass seine/ihre Ware beim Verkauf keine Mängel oder Schäden hat. Sollten Sie bei Erhalt der Ware oder innerhalb von zwei Jahren nach dem Kauf Mängel an der Ware feststellen, die schon beim Kauf vorhanden waren, haben Sie einen Anspruch auf **Gewährleistung**. Der/die Verkäufer_in haftet dann für diese Mängel und muss Ihnen entweder Ersatz oder eine Beseitigung der Mängel gewährleisten.
- Die Garantie hingegen wird vom Hersteller der Ware freiwillig eingeräumt und sichert Ihnen die Funktionsfähigkeit Ihrer Ware für einen bestimmten Zeitraum zu. Meist beträgt die Garantiezeit ein bis zwei Jahre. Sollten in dieser Zeit Mängel oder Schäden an der Ware auftauchen, ist der Hersteller verpflichtet, diese zu beheben oder Ihnen Ersatz zu liefern.
- Entspricht ein bestimmter Artikel nicht Ihren Ansprüchen oder haben Sie versehentlich einen falschen Artikel gekauft, haben Sie bei vielen Händlern die Möglichkeit, Ihren Artikel umzutauschen. Meist beträgt die Frist für einen **Umtausch** 14 Tage ab dem Kauf der Ware. Jedoch sind nur Händler im Internet verpflichtet, Ihnen die Möglichkeit zum Umtausch der Ware zu geben. Normale Geschäfte können freiwillig entscheiden, ob Sie Ihnen als Kund_in ein Umtauschrecht geben oder nicht.

Wichtige Adressen

WICHTIGE ADRESSEN FÜR FLÜCHTLINGE IN DER REGION HANNOVER

Region Hannover

Hildesheimer Straße 20
30169 Hannover

Tel.: 0511 6160
Fax: 0511 61622499

Region Hannover – Koordinierungsstelle Integration

Hildesheimer Straße 20
30169 Hannover

Tel.: 0511 61622981
Fax: 0511 6161124680

Antidiskriminierungsstelle – Stadt Hannover

Blumenauer Straße 5
30449 Hannover

Tel.: 0511 16841232
Fax: 0511 16846480

AMFN e. V. – Arbeitsgemeinschaft Migran- tInnen und Flüchtlinge in Niedersachsen

Kurt-Schumacher-Straße 29
30159 Hannover

Tel.: 0511 921-5803
Fax: 0511 921-5527
E-Mail: info@amfn.de
Internet: www.amfn.de

Flüchtlingsrat Niedersachsen e. V.

Röpkestraße 12 D
30173 Hannover

Tel.: 0511 98246030
Fax: 0511 98246031
E-Mail: nds@nds-fluerat.org
Internet: www.nds-fluerat.org

kargah e. V. – Verein für interkulturelle Kom- munikation, Migrations- und Flüchtlingsarbeit

Zur Bettfedernfabrik 1
30451 Hannover

Tel.: 0511 126078-0
Fax: 0511 126078-22
E-Mail: info@kargah.de
Internet: www.kargah.de

Ausländerbehörde Region Hannover

Maschstraße 17
30169 Hannover

Tel.: 0511 6160
E-Mail: Auslaender-Asylrecht@region-hannover.de

Amnesty International

Frauenhoferstraße 15
30163 Hannover

Tel.: 0511 667263
Fax: 0511 392909
E-Mail: info@ai-hannover.de
Internet: www.ai-hannover.de

Agentur für Arbeit Hannover

Brühlstraße 4
30169 Hannover

Tel.: 0800 4555500
Fax: 0511 9191702

Jobcenter Region Hannover

Vahrenwalder Str. 245
30179 Hannover

Tel.: 0511 65590
E-Mail: jobcenter-region-hannover@jobcenter-ge.de
Internet: www.jobcenter-region-hannover.de

RKW Nord GmbH IQ-Netzwerk Niedersachsen

Wasastraße 8
49082 Osnabrück

Telefon: 0541 600 815-25
E-Mail: bussmann@rkw-nord.de
Homepage: www.migrationsportal.de

Unterstützerkreis Flüchtlings- unterkünfte Hannover e. V.

Bemeroder Rathausplatz 1
30539 Hannover

Tel.: 0152 33 99 5661
Mail: fluechtlingsheime-hannover@online.de
Internet: www.uf-hannover.de

ADRESSEN ALLER KOMMUNEN IN DER REGION HANNOVER

• Stadt Barsinghausen

Bergamtstraße 5
30890 Barsinghausen

Telefon: 05105 7740
Fax: 05106 774335

• Stadt Burgdorf

Vor dem Hannoverschen Tor 1
31303 Burgdorf

Telefon: 05136 8980
Fax: 05136 898112

• Stadt Burgwedel

Fuhrberger Straße 4
30938 Burgwedel

Telefon: 05139 89730
Fax: 05139 8973491

• Stadt Garbsen

Rathausplatz 1
30823 Garbsen

Telefon: 05131 7070
Fax: 05131 707777

• Stadt Gehrden

Kirchstraße 1
30989 Gehrden

Telefon: 05108 64040
Fax: 05108 640413

• Stadt Hannover

Trammplatz 2
30159 Hannover

Telefon: 0511 1680
Fax: 0511 16842046

• Stadt Hemmingen

Rathausplatz 1
30966 Hemmingen

Telefon: 0511 41030
Fax: 0511 4103130

• Gemeinde Isernhagen

Bothfelder Straße 29
30916 Isernhagen

Telefon: 0511 61530
Fax: 0511 6153480

• Stadt Laatzen

Marktplatz 13
30880 Laatzen

Telefon: 0511 82050
Fax: 0511 8205373

• Stadt Langenhagen

Marktplatz 1
30853 Langenhagen

Telefon: 0511 73070
Fax: 0511 73079130

• Stadt Lehrte

Rathausplatz 1
31275 Lehrte

Telefon: 05132 5050
Fax: 05132 505115

• Stadt Neustadt am Rübenberge

Nienburger Straße 31
31535 Neustadt am Rübenberge

Telefon: 05032 840
Fax: 05032 84430

• Stadt Pattensen

Auf der Burg 1
30982 Pattensen

Telefon: 05101 10010
Fax: 05101 100181

• Stadt Ronnenberg

Hansastraße 38
30952 Ronnenberg

Telefon: 0511 46000
Fax: 0511 4600201

• Stadt Seelze

Rathausplatz 1
30926 Seelze

Telefon: 05137 8280
Fax: 05137 828190

• Stadt Sehnde

Nordstraße 21
31319 Sehnde

Telefon: 05138 7070
Fax: 05138 707262

• Stadt Springe

Auf dem Burghof 1
31832 Springe

Telefon: 05041 730
Fax: 05041 73281

• Gemeinde Uetze

Marktstraße 9
31311 Uetze

Telefon: 05173 97000
Fax: 05173 970097

• Gemeinde Wedemark

Fritz-Sennheiser-Platz 1
30900 Wedemark

Telefon: 05130 5810
Fax: 05130 581205

• Gemeinde Wennigsen

Hauptstraße 1
30974 Wennigsen

Telefon: 05103 70070
Fax: 05103 700716

• Stadt Wunstorf

Südstraße 1
31515 Wunstorf

Telefon: 05031 1011
Fax: 05031 101212



Weitere hilfreiche Adressen
zu den verschiedenen Themen die-
ser Broschüre finden Sie online im
Adressregister: www.nds-fluerat.org

